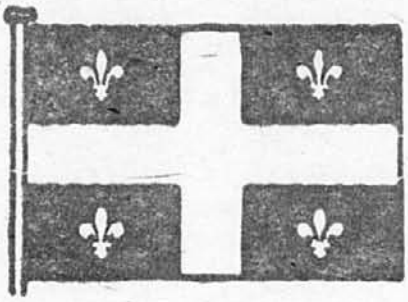


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 décembre 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 12th, 1959

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 14798-59)

A. D. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Rosaire-A. Laferrière, ingénieur professionnel, de Fort-Chambly, Marcello Lucarelli, gérant, et Doris Agostinucci, secrétaire, célibataire, tous deux de Tétreaultville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "A. D. Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort-Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

52429-o

Letters Patent

(A.G. 14798-59)

A. D. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959 incorporating: Rosaire-A. Laferrière, professional engineer, of Fort-Chambly, Marcello Lucarelli, manager, and Doris Agostinucci, secretary, spinster, both of Tétreaultville, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "A. D. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Fort-Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

52429

(P.G. 13653-59)

A. E. Dionne Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Amédée-Émile Dionne, courtier d'assurance, Irène Dubé Dionne, épouse en séparation légale de biens dudit Amédée-Émile Dionne, tous deux de Rivière-du-Loup, et Firmin Bernatchez, étudiant en droit et secrétaire, de Grande-Vallée, comté de Gaspé-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "A. E. Dionne Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 420, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13484-59)

Aimé Boileau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Gérard-P. Laganière, Raymond Pagé, tous deux de Montréal, et André Bélanger, de Saint-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs et courtiers en immeubles, sous le nom de "Aimé Boileau Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1622, rue Barré, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15819-59)

Alain Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Edgar Lefebvre, notaire, de St-Lambert, Gérard Garvel, avocat, de Beloeil, et Lydia Nassa, sténographe, fille majeure usant de ses droits, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Alain Holdings Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2, rue de l'Église, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15580-59)

Albany Tétrault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13653-59)

A. E. Dionne Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Amédée-Émile Dionne, insurance broker, Irène Dubé Dionne, wife legally separate as to property of the said Amédée-Émile Dionne, both of Rivière-du-Loup, and Firmin Bernatchez, law student and secretary, of Grande-Vallée, county of Gaspé-North, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers and agents under the name of "A. E. Dionne Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 420 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13484-59)

Aimé Boileau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959 incorporating: Gérard-P. Lanière, Raymond Pagé, both of Montreal, and André Bélanger, of Saint-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and real estate brokers under the name of "Aimé Boileau Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1622 Barré Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15819-59)

Alain Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959 incorporating: Edgar Lefebvre, notary, of St-Lambert, Gérard Gravel, advocate, of Beloeil, and Lydia Nassa, stenographer, spinster in use of her rights, of Westmount, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Alain Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2 Church Street, Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15580-59)

Albany Tétrault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Albany Tétreault, marchand, Réjane J. Tétrault, ménagère, épouse commune en biens dudit Albany Tétrault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de La Providence, et Gaston Tessier, comptable, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, d'appareils électriques, de pièces décoratives, de bibelots ou d'autres marchandises, sous le nom de "Albany Tétrault Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de $20 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $20,000.

Le siège social de la compagnie sera à La Providence, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15581-59)

Albany Tétrault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Gaston Tessier, comptable, de Longueuil Albany Tétrault, marchand, et Réjane J. Tétrault, ménagère, épouse commune en biens dudit Albany Tétrault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de La Providence, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et de brûleurs à l'huile, sous le nom de "Albany Tétrault Ltée", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,750 actions privilégiées de $20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à La Providence, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15161-59)

Allaire-St-Laurent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: Jean Filion, conseil en loi de la Reine, de Mont-Royal, Jean Badeaux, de Hampstead, tous deux avocats, Claude Béland, avocat, et Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'accessoires de véhicules-automobiles et de quincaillerie, sous le nom de "Allaire-St-Laurent Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day oc October, 1959, incorporating: Albany Tétrault, merchant, Réjane J. Tétrault, housewife, wife common as to property of the said Albany Tétrault, and duly authorized by him for these presents, both of La Providence, and Gaston Tessier, accountant, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, electrical apparatus, decorative pieces, trinkets or other merchandise under the name of "Albany Tétrault Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value and into 5,000 preferred shares of $20 each and the amount with which the company shall start its operations is $20,000.

The head office of the company will be at La Providence, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15581-59)

Albany Tétrault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Gaston Tessier, accountant, of Longueuil, Albany Tétrault, merchant, and Réjane J. Tétrault, housewife, wife common as to property of the said Albany Tétrault, and duly authorized by him for these presents, both of La Providence, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuel and oil-burners under the name of "Albany Tétrault Ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 1,750 preferred shares of $20 each, and the amount with which the company shall start its operations is $10,000.

The head office of the company will be at La Providence, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15161-59)

Allaire-St-Laurent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: Jean Filion, Queen's Counsel, of Mount-Royal, Jean Badeaux, of Hampstead, both advocates, Claude Béland, advocate, and Jeanne-Françoise Raymond, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor-vehicles and hardware, under the name of "Allaire-St-Laurent Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15690-59)

André Bergeron Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Lorraine Émond, Gemma Leclerc, toutes deux célibataires, et Louise Marceau Côté, épouse séparée de biens de J. Côté, toutes secrétaires, de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "André Bergeron Automobiles Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 997A, rue Notre-Dame, nord, Thetford-Mines, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15690-59)

André Bergeron Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959, incorporating: Lorraine Émond, Gemma Leclerc, both spinsters and Louise Marceau Côté, wife separate as to property of J. Côté, all secretaries, of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keepers, under the name of "André Bergeron Automobiles Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 997A Notre-Dame Street, North, Thetford-Mines, county of Megantic, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15812-59)

A. Paiement Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Ernest Paiement, menuisier, Albert Paiement, entrepreneur général, et Paulette Nuckel Paiement, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Paiement, et dûment autorisée par lui aux aux fins des présentes, tous de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "A. Paiement Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15812-59)

A. Paiement Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Ernest Paiement, joiner, Albert Paiement, general contractor, and Paulette Nuckel Paiement, housewife, wife separate as to property of the said Albert Paiement, and duly authorized by him for these presents, all of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, for the following purposes:

To operate a business as builders, under the name of "A. Paiement Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15721-59)

Arkon First Aid Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, conseils en loi de la Reine, et Fred Kaufman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, de gros seulement, de remèdes et de préparations médicinales de toutes sortes, sous le nom de "Arkon First Aid Service Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15721-59)

Arkon First Aid Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Queen's Counsels, and Fred Kaufman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal at wholesale only, in drugs and medicines of all kinds, under the name of "Arkon First Aid Service Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14465-59)

A. Tassé Limitée
A. Tassé Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Aimé Tassé, Marcel Tassé, marchands, et Lucienne Phillion Tassé, ménagère, épouse commune en biens dudit Aimé Tassé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Hull, pour les objets suivants:

Commerce d'épicier, sous le nom de "A. Tassé Limitée — A. Tassé Limited", avec un capital divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $28,500.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14465-59)

A. Tassé Limitée
A. Tassé Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Aimé Tassé, Marcel Tassé, merchants, and Lucienne Phillion Tassé, housewife, wife common as to property of the said Aimé Tassé, and duly authorized by him for these presents, all of Hull, for the following purposes:

To carry on a grocery business under the name of "A. Tassé Limitée — A. Tassé Limited", with a capital stock divided into 5,000 shares without nominal or par value and into 3,500 preferred shares of $10 each and the amount with which the company shall start its operations is $28,500.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15861-59)

Atbrooke Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jean F. Laureys, Claude Béland, avocats, et Marcel Provost, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre des immeubles, sous le nom de "Atbrooke Realty Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 455 ouest, rue Craig, suite 503, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15861-59)

Atbrooke Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October 1959, incorporating: Jean F. Laureys, Claude Béland, advocates, and Marcel Provost, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in real estate, under the name of "Atbrooke Realty Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 455 Craig Street West, Suite 503, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15035-59)

Atlantic Catering Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Thibert, conseiller en alimentation, Noël Lavallée, comptable, tous deux de Montréal, et Claude Lamy, comptable, de Roxboro, pour les objets suivants:

Établir et exercer négoce de pourvoyeurs, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de "Atlantic Catering Services Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15035-59)

Atlantic Catering Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: J.-Alfred Thibert, food counsellor, Noël Lavallée, accountant, both of Montreal, and Claude Lamy, accountant, of Roxboro, for the following purposes:

To establish and operate a business as caterers, inn-keepers and restaurators under the name of "Atlantic Catering Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14967-59)

Atomic Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Antonio Lamer, de St-Bruno, Robert Dulude, de Dorion, et Luc Geoffroy, de Chambly, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Atomic Construction Company Limited", avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14967-59)

Atomic Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Antonio Lamer, of St-Bruno, Robert Dulude, of Dorion, and Luc Geoffroy, of Chambly, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Atomic Construction Company Limited", with a capital stock divided into 500 shares without nominal or par value and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each and the amount with which the company shall start its operations is $4,500.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15344-59)

Autobus Labonté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: J.-Edgar Carignan, entrepreneur, Laurent Pelletier, commis de bureau, et Denise Bérubé, secrétaire, célibataire majeure, tous de Princeville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport des passagers et des marchandises par voie de terre, sous le nom de "Autobus Labonté Inc.", avec un capital de $200,000, divisé en 1,500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le canton de Shipton, comté de Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15344-59)

Autobus Labonté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: J.-Edgar Carignan, contractor, Laurent Pelletier, office clerk, and Denise Bérubé, secretary, spinster of full age, all of Princeville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the transportation of passengers and merchandise by land, under the name of "Autobus Labonté Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the township of Shipton, county of Richmond, judicial district of Saint-Francis,

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14941-59)

Barber & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Roland Barber, commerçant, Roger Barber, cultivateur, tous deux de l'Ange-Gardien, et Denyse Dupont, garde-malade, célibataire majeure, de Marieville, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Barber & Frères Inc.", avec un capital total de $15,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Ange-Gardien, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14941-59)

Barber & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Roland Barber, tradesman, Roger Barber, farmer, both of L'Ange-Gardien, and Denyse Dupont, nurse, spinster of full age, of Marieville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Barber & Frères Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 100 common shares of $50 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at L'Ange-Gardien, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15594-59)

Beaudoin & Frère Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Roger Beaudoin, Pierre Gauthier et Lucien Beaudoin, tous plombiers, de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électricien, sous le nom de "Beaudoin & Frère Électrique Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15595-59)

Beaudoin & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Roger Beaudoin, Lucien Beaudoin et Pierre Gauthier, tous plombiers, de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de "Beaudoin & Frère Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15603-59)

Beaulac Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Urgel Beaulac, Michel Salbo, tous deux entrepreneurs en transport, de Duvernay, et Maurice Martel, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Beaulac Transport Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la com-agnie sera 2535, boulevard Lévesque, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15667-59)

Beaver Plumbing Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15594-59)

Beaudoin & Frère Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Roger Beaudoin, Pierre Gauthier and Lucien Beaudoin, all plumbers, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on a business as an electrician, under the name of "Beaudoin & Frère Électrique Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15595-59)

Beaudoin & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Roger Beaudoin, Lucien Beaudoin and Pierre Gauthier, all plumbers, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on a business dealing in construction under the name of "Beaudoin & Frère Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15603-59)

Beaulac Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, incorporating: Urgel Beaulac, Michel Salbo, both transportation contractors of Duvernay, and Maurice Martel, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the transportation of merchandises of all kinds, under the name of "Beaulac Transport Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2535 Lévesque Boulevard, Duvernay judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15667-59)

Beaver Plumbing Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre, 1959 constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Yvette Raymond, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des matériaux, appareils et accessoires ou systèmes de plomberie et / ou de chauffage, sous le nom de "Beaver Plumbing Specialties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15740-59)

Beloeil Auto Auction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: Armand Patenaude, commerçant, de Berlin, Henri Patenaude, agent d'affaires, et Nina Laflèche Patenaude, ménagère, épouse commune en biens sans contrat de mariage dudit Henri Patenaude, et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, moteurs, machines, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de "Beloeil Auto Auction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 cachune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Madeleine, comté de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15691-59)

Bergeron Location d'Autos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Lorraine Émond, Gemma Leclerc, toutse deux célibataires majeures, et Louise Marceau Côté, épouse séparée de biens de J. Côté, toutes secrétaires, de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Bergeron Location d'Autos Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 997A, rue Notre-Dame, nord, Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, advocates, and Yvette Raymond, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in materials, apparatus and accessories or systems of plumbing and / or of heating, under the name of "Beaver Plumbing Specialties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15740-59)

Beloeil Auto Auction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, incorporating: Armand Patenaude, tradesman, of Berlin, Henri Patenaude, business agent, and Nina Laflèche Patenaude, housewife, wife common as to property with a marriage contract of the said Henri Patenaude, and duly authorized by the latter both, of Magog, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles, motors, machines, as well as in their spare-parts and accessories, under the name of "Beloeil Auto Auction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Madeleine, county of Saint-Hyacinthe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15691-59)

Bergeron Location d'Autos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959, incorporating: Lorraine Émond, Gemma Leclerc, both spinsters and Louise Marceau Côté, wife separate as to property of J. Côté, all secretaries, of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keepers, under the name of "Bergeron Location d'Autos Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 997A Notre-Dame Street, North, Thetford Mines, county of Megantic, judicial district of Meagntic.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15593-59)

Boulevard Plumbing Mfg Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Abe Markoff, Jean Bouchard, vendeurs, et Gabrielle Grenier Bouchard, secrétaire, épouse commune en biens dudit Jean Bouchard, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Boulevard Plumbing Mfg Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13702-59)

Bowling Living Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Maurice Langelier, Camille Archambault, industriels, et Jacqueline Christ Langelier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Langelier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Mont-Royal, pour les objets suivants:

L'exploitation d'allées de quilles (bowling alleys), salle de billards ou de pool et toutes autres formes d'amusements, sous le nom de "Bowling Living Room Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15674-59)

B. & P. Stock Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de Hampstead, Alan B. Gold, de Montréal, tous deux avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'une certaine propriété immobilière, sous le nom de "B. & P. Stock Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 850 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de $10 chacune de 1,000 actions privilégiées, catégorie "B" de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 725 rue Bertrand, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 15593-59)

Boulevard Plumbing Mfg Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Abe Markoff, Jean Bouchard, salesmen, and Gabrielle Grenier Bouchard, secretary, wife common as to property of the said Jean Bouchard, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, under the name of "Boulevard Plumbing Mfg Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13702-59)

Bowling Living Room Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Maurice Langelier, Camille Archambault, industrialists, and Jacqueline Christ Langelier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Langelier, and duly authorized by him for these presents, all of Mount-Royal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard or pool rooms, and all other forms of amusement, under the name of "Bowling Living Room Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15674-59)

B. & P. Stock Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: Murray Lapin, of Hampstead, Alan B. Gold, of Montreal, both advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To acquire and deal in certain immoveable property, under the name of "B. & P. Stock Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $1 each, 850 preferred shares Class "A" of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares Class "B" of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 725 Bertrand Street, Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15695-59)

Brana Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Brana Investment Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et 800 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15061-59)

Bruchési & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Gaston Dubreuil, avocats, et Huguette Bérubé, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits de beauté, d'articles de toilette et de parfums, sous le nom de "Bruchési & Cie Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5760, rue Decelles, app. 410, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15569-59)

Centre Musical de Repentigny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Gérard-Pierre Laganière, avocat, de Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, avocat, de St-Laurent, et Louis-Rhéal Tremblay, étudiant, de Repentigny, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques et instruments de musique, sous le nom de "Centre Musical de Repentigny Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 17, avenue Ritchot, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15695-59)

Brana Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein and Moses Moscovitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Brana Investment Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 200 common shares of $5 each and 800 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15061-59)

Bruchési & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Maurice S. Hébert, Gaston Dubreuil, advocates, and Huguette Bérubé, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of beauty products, toilet articles and in perfumes, under the name of "Bruchési & Cie Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5760 Decelles Street, Apt. 410, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15569-59)

Centre Musical de Repentigny Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Gérard-Pierre Laganière, advocate, of Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, advocate, of St-Laurent, and Louis-Rhéal Tremblay, student, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business dealing in radio, television apparatus, electrical accessories and musical instruments, under the name of "Centre Musical de Repentigny Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 17 Ritchot, Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13042-59)

Chandler Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: John Everett Keays, industriel, Robert Fraser, comptable, tous deux de Chandler, et Marcel Cauvier, surveillant, de Grande-Rivière, pour les objets suivants:

Conduire et exploiter le commerce de constructeurs, sous le nom de "Chandler Construction Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, comté de Gaspé-Sud, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13042-59)

Chandler Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: John Everett Keays, industrialist, Robert Fraser, accountant, both of Chandler, and Marcel Cauvier, supervisor, of Grande-Rivière, for the following purposes:

To conduct and operate a business as constructors, under the name of "Chandler Construction Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler, county of Gaspé-South, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15800-59)

Château St. Laurent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Piero J. De Gravina, gérant, de Sainte-Geneviève, Shirley Simon, Claude Morin et Ellen Haggenmueller, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Château St. Laurent Inc.", avec un capital total de $120,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 100,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15800-59)

Château St. Laurent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October 1959, incorporating: Piero J. De Gravina, manager, of Ste. Geneviève, Shirley Simon, Claude Morin and Ellen Haggenmueller, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with certain immoveable property, under the name of "Château St. Laurent Inc.", with a total capital stock of $120,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13944-59)

Chez Bardet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1959, constituant en corporation: Lucien Lachapelle, avocat, Gilles Durand, comptable, et André Bardet, restaurateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Chez Bardet Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 591, boulevard Henri-Bourassa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13944-59)

Chez Bardet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1959, incorporating: Lucien Lachapelle, advocate, Gilles Durand, accountant, and André Bardet, restaurator, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of restaurators under the name of "Chez Bardet Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 591 Henri-Bourassa, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15822-59)

Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Israel Jankielowitz, Shimon Miodownik, tous deux fabricants, de Montréal, et Françoise Matte, secrétaire, filles majeures, usant de leurs droits, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1602 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15788-59)

Citizen Thrift Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte Saint Luc, John Hamilton, secrétaire, Samuel Chait, et Nahum Gelber, avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Citizen Thrift Corporation", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3981 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15664-59)

City & District Builders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de Côte St-Luc, Elaine Welik, secrétaire, fille majeure, et Irving L. Adessky, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et de placements, sous le nom de "City & District Builders Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15822-59)

Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Israel Jankielowitz, Shimon Miodownik, both Manufacturers, of Montreal, and Françoise Matte, secretary, spinster using all her rights, of Outremont, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1602 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15788-59)

Citizen Thrift Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, John Hamilton, secretary, Samuel Chait and Nahum Gelber, advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate company, under the name of "Citizen Thrift Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 49,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3981 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October,

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15664-59)

City & District Builders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte St. Luc, Elaine Welik, secretary, spinster of the full age of majority, and Irving L. Adessky, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction and investment company, under the name of "City & District Builders Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15794-59)

Comco Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Claude Rioux, tous deux de Québec, et Jacques R. Alleyn, de Ste-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Comco Construction Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 12841-58)

Corriveau Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1959, constituant en corporation: André Duval, de Sillery, Raymond Deraspe et Jacques Taschereau, de Québec, tous notaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionnage et de transport, sous le nom de "Corriveau Transport Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 650, rue Montmartre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15804-59)

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, tous deux avocats, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements de toutes sortes, sous le nom de "Cosmo-Kismet (Quebec) Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15702-59)

Courtemanche & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15794-59)

Comco Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Claude Rioux, both of Quebec, and Jacques R. Alleyn, of Ste-Foy, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Comco Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12841-58)

Corriveau Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1959, incorporating: André Duval, de Sillery, Raymond Deraspe and Jacques-Taschereau, of Quebec, all notaries, for the following purposes:

To carry on a business in trucking and transportation under the name of "Corriveau Transport Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 650 Montmartre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15804-59)

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, both advocates, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Cosmo-Kismet (Quebec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15702-59)

Courtemanche & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Ernest Courtemanche, marchand, Denis Courtemanche, mécanicien, et Raymond Guénette, commis, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des huiles, graisses, pétroles, et de tous leurs produits, ainsi que du gaz naturel, sous le nom de "Courtemanche & Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 187, rue du Pont, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Ernest Courtemanche, merchant, Denis Courtemanche, mechanic, and Raymond Guénette, clerk, all of Mount-Laurier, for the following purposes:

To operate a business dealing in oils, greases, petrols, and in all their products as well as natural gas, under the name of "Courtemanche & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 187 Bridge Street, Mount-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15359-59)

Couture & Bergeron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Adrien Couture, commerçant, Louis-Joseph Bergeron, industriel, tous deux de Chicoutimi, et François-H. Bergeron, forgeron, de St-Gabriel-de-Ferland, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de mécanique et de soudure, sous le nom de "Couture & Bergeron Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15359-59)

Couture & Bergeron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Adrien Couture, tradesman, Louis-Joseph Bergeron, industrialist, both of Chicoutimi, and François-H. Bergeron, blacksmith, of St-Gabriel-de-Ferland, for the following purposes:

To operate a shop dealing in mechanics and soldering under the name of "Couture & Bergeron Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15551-59)

Crabtree Meubles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Roger Pauzé, Gérard Pauzé, gérants, et René Borduas, journalier, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et accessoires électriques, sous le nom de "Crabtree Meubles Ltée", avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Crabtree Mills, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15551-59)

Crabtree Meubles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Roger Pauzé, Gérard Pauzé, managers, and René Borduas, laborer, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and electrical accessories, under the name of "Crabtree Meubles Ltée", with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Crabtree Mills, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15854-59)

David Scott Interiors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, de Montreal, et

(A.G. 15854-59)

David Scott Interiors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, of Montreal, and Gisèle LeBlanc,

Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de décorateurs et dessinateurs d'intérieur, sous le nom de "David Scott Interiors Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 14634-59)

DeGrandpré Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Pierre Dugas, huissier, Claude Dugas et Jacques Dugas, avocats, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "DeGrandpré Automobiles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15827-59)

Delicia Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, Sidney Cutler, Moe Ackman, tous trois avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames et enfants, sous le nom de "Delicia Originals Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15774-59)

Développement Fontainebleau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat de Côte St-Luc, Irving L. Adessky, avocat, Elaine Welik, et Bernice Borshy, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St. Bruno, for the following purposes:

To carry on the business of interior decorators and designers, under the name of "David Scott Interiors Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14634-59)

DeGrandpré Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Pierre Dugas, bailiff, Claude Dugas, and Jacques Dugas, advocates, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, under the name of "DeGrandpré Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15827-59)

Delicia Originals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Lou Tannenbaum, Sidney Culter, Moe Ackman, all three advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's and children's wearing apparel, under the name of "Delicia Originals Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15774-59)

Développement Fontainebleau Ltée

Noticd is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte St. Luc, Irving L. Adessky, advocate, Elaine Welik and Bernice Borshy, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de construction, immeubles et placements, sous le nom de "Développement Fontainebleau Ltée", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15898-59)

D. Foley Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: David Foley, marchand général, Joseph Foley, commis, et Laurent Foley, agent d'assurance, tous trois du village des Deux-Rivières, pour les objets suivants:

Commerce d'articles vendus ordinairement par les marchands généraux, sous le nom de "D. Foley Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village des Deux-Rivières, comté de Champlain, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15863-59)

Domaine du Lac Archambault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, tous deux avocats, de Montréal, et Hélène La Barre, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Domaine du Lac Archambault Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15665-59)

Doupovec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1959, constituant en corporation: Théodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, et Julie Suren, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de voitures motorisées, automobiles et véhicules de toutes

To act as a construction, real estate and investment company, under the name of "Développement Fontainebleau Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided ito 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15898-59)

D. Foley Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: David Foley, general merchant, Joseph Foley, clerk, and Laurent Foley, insurance agent, all three of the village of Deux-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles sold under the name of "D. Foley Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at the village of Deux-Rivières, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15863-59)

Domaine du Lac Archambault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, both advocates, of Montreal, and Hélène La Barre, secretary, spinster in use of her rights, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Domaine du Lac Archambault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15665-59)

Doupovec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1959, incorporating: Théodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, advocates, and Julie Suren, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with motor cars, automobiles and vehicles of all kinds, under the name of

cortes, sous le nom de "Doupovec Ltd." avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1310 rue Saint-Christophe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15549-59)

Dumont & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Réal Dumont, Lionel Dumont, mécaniciens, et Laure Lauzon Dumont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Réal Dumont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, et tous autres véhicules, ainsi que d'accessoires électriques, sous le nom de "Dumont & Frères Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 586, rue Principale, Granby, comté de Shefford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15236-59)

Duval & Raymond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Gérard Raymond, industrial, Omer Raymond, contremaître, et Denise Bérubé, secrétaire, tous de Princeville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des tricots et textiles, naturels ou synthétiques, ainsi que de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Duval & Raymond Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,500 actions communes de $100 chacunes et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15680-59)

Elandel Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Jean Lewis, sténographe, fille majeure, et Arthur Garvis, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

"Doupovec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1310 St. Christophe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15549-59)

Dumont & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Réal Dumont, Lionel Dumont, mechanics, and Laure Lauzon Dumont, housewife, wife contractually separate as to property of the said Réal Dumont, and duly authorized by him for these presents, all of Granby, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles, and all other vehicles, as well as in electrical accessories, under the name of "Dumont & Frères Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $50 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 586 Principal Street, Granby, county of Shefford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15236-59)

Duval & Raymond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Gérard Raymond, industrialist, Omer Raymond, foreman, and Denise Bérubé, secretary, all of Princeville, for the following purposes:

To carry on a business in knitwear and textiles, natural or synthetic, as well as their products and by-products, under the name of "Duval & Raymond Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the village of Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15680-59)

Elandel Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, lawyer, Jean Lewis, stenographer, fille majeure, and Arthur Garvis, law student, all of Montreal, for the following purposes:

Entreprendre le commerce d'immeubles, sous le nom de "Elandel Realty Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15658-59)

Eldorado Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: Joseph Inster, marchand, Irene Wlodawska Bayer, agent d'immeubles, épouse séparée de biens du Lucjan Bayer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Bodgan Anthony Lewandowski, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Eldorado Realties Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15600-59)

Excavations Terrebonne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseiller de la Reine, de Montréal, Pierre Lalonde, d'Ahuntsic, Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, et Herbert Clements Salmon, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'excavateurs, d'entrepreneurs, généraux et de constructeurs, sous le nom de "Excavations Terrebonne Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15693-59)

Excelsior Ladder Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Jacques Bastien, industriel, de Montréal-Nord, Paul Boulet, industriel, et Raymond Mandeville, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'échelles, et autres articles en bois ouvré, sous le nom de "Excelsior Ladder Limit-

The engage in the real estate business, under the name of "Elandel Realty Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15658-59)

Eldorado Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: Joseph Inster, merchant, Irene Wlodawska Bayer, real estate agent, wife separate as to property of Lucjan Bayer, and duly authorized by him for these presents, and Bogdan Anthony Lewandowski, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and building, under the name of "Eldorado Realties Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15600-59)

Excavations Terrebonne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, of Montreal, Pierre Lalonde, of Ahuntsic, Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, and Herbert Clements Salmon, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as excavators, general contractors and builders, under the name of "Excavations Terrebonne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15693-59)

Excelsior Ladder Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959 incorporating: Jacques Bastien, industrialist, of Montreal-North, Paul Boulet, industrialist, and Raymond Mandeville, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in ladders and in other worked wooden articles, under the name

ted", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13352-59)

Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Jan Spaniel, agent, de Westmount, Denis Baillargeon, agent, et André Girard, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils utiles à la santé, à l'exercice physique, ou aux exercices d'amaigrissement, sous le nom de "Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd." avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4425, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15675-59)

Exodus Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1959, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, Louis Freedman, conseil en loi de la Reine, de Côte Saint-Luc, Bernard Lefebvre, conseil en loi de la Reine, de LaPrairie, tous trois avocats, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Exodus Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 282 ouest, rue Ontario, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15897-59)

Flanders Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, avocat, de Montréal, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

of "Excelsior Ladder Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13352-59)

Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, incorporating: Jan Spaniel, agent, of Westmount, Denis Baillargeon, agent, and André Girard, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus useful to health, physical exercise, or to slenderizing exercises under the name of "Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4425 Ste-Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15675-59)

Exodus Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1959, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of Mont-Royal, Louis Freedman, Queen's Counsel, of Côte St. Luc, Bernard Lefebvre, Queen's Counsel, of LaPrairie, all three advocates, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Exodus Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 282 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15897-59)

Flanders Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, advocate, of Montreal, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

Effectuer des placements de toutes sortes, sous le nom de "Flanders Investments Ltd.", avec un capital total de $110,000, divisé en 500 actions privilégiées, catégorie "A", de 6%, remboursables, cumulatives, non-participantes et sans droit de vote, d'une valeur au pair de $100 chacune, 500 actions privilégiées, catégorie "B", de 5%, remboursables, non-cumulatives, non-participantes, avec droit de vote, d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

To make investments of all kinds, under the name of "Flanders Investments Ltd.", with a total capital stock of $110,000, divided into 500 six per cent (6%) redeemable, cumulative, non-participating, non-voting Class "A" preferred shares of a par value of $100 each, 500 five per cent (5%) redeemable, non-cumulative, non-participating, voting Class "B" preferred shares of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15527-59)

Fleuriste Arvida Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentse, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Rock Fortin, gérant de magasin, Marcel Hubert, évaluateur, et Romuald Roy, avocat, tous d'Arvida, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuriste, pépiniériste, et de cultivateur de graines, sous le nom de "Fleuriste Arvida Florist Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 299, rue Davis, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15527-59)

Fleuriste Arvida Florist Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, Rock Fortin, store manager, Marcel Hubert, assessor, and Romuald Roy, advocate, all of Arvida, for the following purposes:

To carry on a business florists, nursery-men and seedsmen, under the name of "Fleuriste Arvida Florist Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 299 Davis Street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15824-59)

Florida (Northern Division) Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Gaston Dubreuil, avocats, et Pierre-D. Lacaille, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de "Florida (Northern Division) Company Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15824-59)

Florida (Northern Division) Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959 incorporating: Maurice-S. Hébert, Gaston Dubreuil, advocates, and Pierre-D. Lacaille, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of building materials, under the name of "Florida (Northern Division) Company Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Labelle, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15813-59)

Garage Gendron Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettre patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Adélard Gendron, Laurent Gendron, tous deux garagistes, d'Acton Vale, et Fernand

(A.G. 15813-59)

Garage Gendron Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Adélard Gendron, Laurent Gendron, both garage-keepers, of Acton Vale, and Fernand Morin,

Morin, comptable, de Granby, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Garage Gendron Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52329-o P. FRENETTE.

(P.G. 15679-59)

Garage Léo Trottier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1959, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, de Boucherville, Hélène Lampron et Denise Sauvageau, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Garage Léo Trottier Ltée", avec un capital total de $15,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14691-59)

George Martin & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Hyman Eric Feigelson, avocat, de Côte Saint-Luc, Millie Tobenstein, secrétaire, fille majeure, et George Whelan, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs de plomberie et chauffage, sous le nom de "George Martin & Son Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15911-59)

Godin Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Jules Godin, manufacturier, de Ste-Anne-de-la-Pérade, Jacques-R. Langevin, comptable agréé, et Jean Perron, avocat, tous deux des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus de toutes sortes, sous le nom de "Godin Knitting Inc.", avec un

accountant, of Granby, for the following purposes:

To operate a business as garage-keeper, under the name of "Garage Gendron Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15679-59)

Garage Léo Trottier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1959, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, of Boucherville, Hélène Lampron and Denise Sauvageau, secretaries, spinsters and in use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keepers under the name of "Garage Léo Trottier Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14691-59)

George Martin & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Hyman Eric Feigelson, advocate, of Côte St. Luc, Millie Tobenstein, secretary, spinster of the full age of majority, and George Whelan, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors, under the name of "George Martin & Son Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15911-59)

Godin Knitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Jules Godin, manufacturer, of Ste-Anne-de-la-Pérade, Jacques R. Langevin, chartered accountant, and Jean Perron, advocate, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fabrics of all kinds, under the name of "Godin Knitting Inc.",

capital total de $40,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15717-59)

Helma Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Moses Moscovitch, avocats, et Bernice Borshy, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Helma Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15717-59)

Helma Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Moses Moscovitch, advocates, and Bernice Borshy, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Helma Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15866-59)

Henri Mo Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jack Greenstein, Henry Ballon Nevard, avocats, et Carolyn Gay Wood, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Henri Mo Furniture Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15866-59)

Henri Mo Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Jack Greenstein, Henry Ballon Nevard, advocates, and Carolyn Gay Wood, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture of any and all descriptions, under the name of "Henri Mo Furniture Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 400 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15562-59)

Hercules Tire Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Harry Blank, Baruch Pollack, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus d'automobile, chambre à air et accessoires et marchandises de caoutchouc de toutes descriptions, sous le nom de "Hercules Tire Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de

(A.G. 15562-59)

Hercules Tire Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Harry Blank, Baruch Pollack, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobile tires, tubes and accessories and all descriptions of rubber goods, under the name of "Hercules Tire Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000

de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15558-59)

Ile Jésus Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Gaston Clermont, de St-Martin, Yvon David et Gilles David, de Duvernay, tous entrepreneurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Ile Jésus Construction Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15931-59)

Invesco Fund Corporation
Corporation de Valeurs Invesco

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, conseil en loi de la Reine, Guy Letarte, tous deux de Ste-Foy, André Trotier, de Charlesbourg, Thomas W. Brown, de Sillery, tous quatre avocats, Rita Labrecque et Claudette Thibault, secrétaires, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de finance, de placement, d'immeuble et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Invesco Fund Corporation — Corporation de Valeurs Invesco", avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 42,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15306-59)

J. A. St. Germain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Lucien Ducharme, avocat, de Longueuil, Jean-Guy Bérubé, optométriste, de Montréal, et Armand St. Germain, manufacturier, de Laflèche, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, grès, plâtres cuits et autres, simili-pierres, et autres produits semblables, sous le nom de "J. A. St.

common shares of $10 each and 10preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15558-59)

Ile Jésus Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Gaston Clermont, of St-Martin, Yvon David and Gilles David, of Duvernay, all contractors, for the following purposes:

To carry on a business dealing in construction, under the name of "Ile Jésus Construction Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15931-59)

Invesco Fund Corporation
Corporation de Valeurs Invesco

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Jean-H. Gagné, Queen's Counsel, Guy Letarte, both of Ste-Foy, André Trotier, of Charlesbourg, Thomas W. Brown, of Sillery, all four advocates, Rita Labrecque and Claudette Thibault, secretaries, of Quebec, for the following purposes:

To operate as a finance, investment, real estate and holding company under the name of "Invesco Fund Corporation — Corporation de Valeurs Invesco", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 42,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15306-59)

J. A. St. Germain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Lucien Ducharme, advocate, of Longueuil, Jean-Guy Bérubé, optometrist, of Montreal, and Armand St. Germain, manufacturer, of Laflèche, for the following purposes:

To operate a business dealing in cement and its by-products, cement blocks, tiles, lime, earthenware, kiln-plaster and otherwise, simulated stones, and other similar products, under

Germain Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 550 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15749-59)

J. B. Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté et Charles Tremblay, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements sous le nom de "J. B. Holding Co. Ltd.", avec un capital total de $500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 65 rue Sainte-Anne, chambre 502, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15602-59)

J. M. Lessard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Blaise Lessard, industriel, Jean-Marie Lessard, agent d'assurance, tous deux de Vallée-Jonction, et Raymond Bourbonnière, gérant d'assurance, de Lennoxville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier en assurance, sous le nom de "J. M. Lessard Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions communes de $100 chacune, 180 actions privilégiées serie "A" de $100 chacune et en 180 actions privilégiées série "B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Vallée-Jonction, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15821-59)

J. N. Rousseau & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: André Biron, avocat, Yolande Biron et Jeanne-Mance Ringuet, secrétaires, célibataires, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "J. N. Rousseau & Frère Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur

the name of "J. A. St. Germain Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 500 common shares of $10 each and 550 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laflèche, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15749-59)

J. B. Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Pierre Côté and Charles Tremblay, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "J. B. Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares having a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 65 Sainte Anne Street, Room 502, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15602-59)

J. M. Lessard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Blaise Lessard, industrialist, Jean-Marie Lessard, insurance agent, both of Vallée-Junction, and Raymond Bourbonnière, insurance manager, of Lennoxville, for the following purposes:

To carry on business as an insurance broker, under the name of "J. M. Lessard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each, 180 preferred shares "A" serie of $100 each and into 180 preferred shares "B" serie of $100 each.

The head office of the company will be at Vallée-Junction, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15821-59)

J. N. Rousseau & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-day of October, 1959, incorporating: André Biron, advocate, Yolande Biron, and Jeanne-Mance Ringuet, secretaries, spinsters, all of Drummondville, for the following purposes:

To carry on a business as undertakers, under the name of "J. N. Rousseau & Frère Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $10

au pair de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15847-59)

Josang Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: George Whelan, avocat, Morton Bessner, commis en loi, Margaret Hutchings, dactylo, fille majeure, tous trois de Montréal, et Julian Kotler, avocat, de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Josang Realty Corp.", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera son commerce ne sera pas inférieur à $13,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15573-59)

J. & R. Tessier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, Jacqueline Matte et Monique Duquette, sténographes, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, de quincaillerie et d'accessoires électriques, sous le nom de "J. & R. Tessier Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $10 chacune et en 80 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2475, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daêé du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15666-59)

Juliette De Valle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: J.-René Paiement, de Roxboro, Hervé Bélanger, de Montréal, tous deux avocats, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

each, 500 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and into 9,000 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15847-59)

Josang Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: George Whelan, advocate, Morton Bessner, law clerk, Margaret Hutchings, typist, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Julian Kotler, advocate, of Hampstead, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Josang Realty Corp.", with a capital stock divided into 2,000 common shares at no par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each, and the amount with which the company will commence its business will be not less than $13,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15573-59)

J. & R. Tessier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, date the fifth day of October, 1959, incorporating: Armand Poupart, son, advocate, Jacqueline Matte and Monique Duquette, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, hardware and electrical accessories, under the name of "J. & R. Tessier Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,200 common shares of $10 each and into 80 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2475 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15666-59)

Juliette De Valle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: J.-René Paiement, of Roxboro, Hervé Bélanger, of Montreal, both advocates, and Cécile Contant, secretary, spinster and in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de produits chimiques, de produits de beauté, et le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques, sous le nom de "Juliette De Valle Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15543-59)

Keller Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: John Keller, agent d'immeubles, John Keller, fils, peintre, et Kathie Keller Thoman, ménagère, épouse commune en biens de Steve Thoman, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Keller Realties Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15862-59)

Kerr, Slee & Company Limitéd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Jean F. Laureys, Claude Béland, avocats, et Marcel Provost, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de toutes variétés de marbre, pierre, granit, onyx, calcaire, blocs de ciment, similipierre et briques et tous autres matériaux semblables ou s'y rapportant et agir comme agents de ventes dans une carrière de pierres, sous le nom de "Kerr, Slee & Company Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1269 avenue Greene, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15700-59)

Kovac Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Anna Mikula et Marlène Lacroix, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on a business dealing in chemical products, beauty products and wholesale medical specialties and pharmaceutical preparations, under the name of "Juliette De Valle Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15543-59)

Keller Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: John Keller, real estate agent, John Keller, son, painter, and Kathie Keller Thoman, housewife, wife common as to property of Steve Thoman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of real estate and construction under the name of "Keller Realties Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15862-59)

Kerr, Slee & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Jean F. Laureys, Claude Béland, advocates, and Marcel Provost, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with any and all kinds of marble, stone, granite, onyx, travertine, cement blocks, artificial stone and bricks and similar and related materials and to act as quarry sales agents, under the name of "Kerr, Slee & Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1269 Greene Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15700-59)

Kovac Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, Anna Mikula and Marlène Lacroix, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de vêtements, textile, produits d'icelui et tous produits qui peuvent être transformés en vêtements et en toutes machines et instruments requis ou nécessaires pour les activités relatives à ce commerce, sous le nom de "Kovac Mfg. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires et 2,000 actions privilégiées tous d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE,

(P.G. 15806-59)

Kracky's Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Morris Krachovitch, Hyman Lerman, préposés à des postes de services, et Saul Wertheimer, fabricant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, et exploiter un poste de services, sous le nom de "Kracky's Service Station Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15636-59)

La Cie de Construction
J. E. Lépine & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: J.-Ernest Lépine, entrepreneur, Rémi Labelle, courtier, tous deux de Saint-Laurent, et Paul-Émile Létourneau, administrateur, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "La Cie de Construction J. E. Lépine & Fils Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15855-59)

La Cie de Placements Baronet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To deal in clothing, textile, textile products and any products which can be converted into clothing and in any machines and instruments required or necessary for operation therewith, under the name of "Kovac Mfg. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares and 2,000 preferred shares, all of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15806-59)

Kracky's Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Morris Krackovitch, Hyman Lerman, Service station operators, and Saul Wertheimer, manufacturer, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to operate service stations, under the name of "Kracky's Service Station Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15636-59)

La Cie de Construction
J. E. Lépine & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: J.-Ernest Lépine, contractor, Rémi Labelle, broker, both of Saint-Laurent, and Paul-Émile Létourneau, administrator, of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry a business dealing in real estate and construction under the name of "La Cie de Construction J. E. Lépine & Fils Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 199 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15855-59)

La Cie de Placements Baronet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, Louis Vaillancourt, tous deux de Montréal, et René Cousineau, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "La Cie de Placements Baronet Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15795-59)

La Corporation du Centre Sportif de Duvernay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Charles A. Grothé, entrepreneur-électricien, Paul-Émile Drouin, ingénieur, Jacques Thibaudeau, représentant à Lily Cup Co., Jean Garceau, directeur des services techniques à C.J.M.S., Marcel Bertrand, vice-président de Grenache, Kenneth Breeze, représentant chez Crites Riddell Ltd., Marcel Dulude, imprimeur, Alpha Paquette, commerçant, Gordon D. Hennessy, représentant chez Victor Adding Machine, Rolland Bleau, instructeur, et Rémi Lussier, notaire, tous de Duvernay, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "La Corporation du Centre Sportif de Duvernay".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15634-59)

L'Agence d'Assurances La Protection, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Pierre Trudel, de Shawinigan, Ludovic Laperrière, des Trois-Rivières, tous deux avocats, et Bernadette Laperrière, secrétaire, célibataire, du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de "L'Agence d'Assurances La Protection, Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

second day of October, 1959, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, Louis Vaillancourt, both of Montreal, and René Cousineau, of St-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company under the name of "La Cie de Placements Baronet Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15795-59)

La Corporation du Centre Sportif de Duvernay

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Charles A. Grothé, electrical contractor, Paul-Emile Drouin, engineer, Jacques Thibaudeau, representative for the Lily Cup Co., Jean Garceau, director of technical services at C.J.M.S., Marcel Bertrand, vice-president of Grenache, Kenneth Breeze, representative at Crites Riddell Ltd., Marcel Dulude, printer, Alpha Paquette, tradesman, Gordon D. Hennessy, representative at Victor Adding Machine, Rolland Bleau, instructor, and Rémi Lussier, notary, all of Duvernay, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "La Corporation du Centre Sportif de Duvernay".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15634-59)

L'Agence d'Assurances La Protection, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, incorporating: Pierre Trudel, of Shawinigan, Ludovic Laperrière, of Trois-Rivières, both advocates, and Bernadette Laperrière, secretary, spinster, of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate a business as insurance brokers, under the name of "L'Agence d'Assurances La Protection, Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13742-59)

La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Charbonneau, marchand, R.-Albert Lecuyer, employé civil, tous deux de Pointe-à-Gatineau, et Paul Gagné, journalier, de Gatineau, pour les objets suivants:

Travailler à la formation et au bien-être des jeunes de Pointe-Gatineau, sous le nom de "La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-à-Gatineau, comté de Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13742-59)

La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Charbonneau, merchant, R.-Albert Lecuyer, civil employee, both of Pointe-à-Gatineau, and Paul Gagné, laborer, of Gatineau, for the following purposes:

To work towards the formation and welfare of the young people of Pointe-Gatineau, under the name of "La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-à-Gatineau, county of Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14934-59)

La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Gagnon, comptable, fille majeure et usant de ses droits, Léo-C. Marcotte, avocat, tous deux de Montréal, et René Cousineau, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Constituer, exploiter et administrer une ligue de hockey sur glace, de quilles, de golf, de tennis ou de tous autres sports, sous le nom de "La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera 43, rue Jules-Verne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14934-59)

La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jeanne Gagnon, accountant, spinster of full age, and in use of her rights, Léo-C. Marcotte, advocate, both of Montreal, and René Cousineau, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To incorporate, operate and manage an ice hockey league, bowling league, golf and tennis leagues or any other kind of sports, under the name of "La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at 43 Jules-Verne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13616-57)

La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corration sans capital-actions: André Langlois, marchand, J.-Théo Picard, employé civil à l'Office National du Film, et Jean-Noël Godin, agent syndicaliste, tous de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les droits et intérêts des citoyens de Saint-Jean, Qué., sous le nom de "La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc.".

(A.G. 13616-57)

La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: André Langlois, merchant, J.-Théo Picard, civil employee at the National Film Board, and Jean-Noël Godin, syndicate agent all of Saint-John, for the following purposes:

To promote and defend the rights and interests of the citizens of Saint-John, Que., under the name of "La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15736-59)

La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Syrkos, surintendant, Lucien Brunette, gérant, Marcel Letellier, instituteur, Martin Anderson, peintre, Georges Brûlé, vendeur, André Pilon, tailleur, et Julien Fleurant, entrepreneur, tous de Fabreville, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les propriétaires de résidences de la ville et des environs de la ville de Fabreville, dans le comté de Laval, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Fabreville, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15588-59)

La Société de Géographie de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Camu, professeur, de Ste-Foy, Fernand Ouellet, archiviste, Jean Desmeules, géographe, tous deux de Québec, et Paul Bussières, professeur, de Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir l'étude et les connaissances de la géographie, sous le nom de "La Société de Géographie de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 11277-59)

L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques Cartier

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Fortin, gara-

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15736-59)

La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Louis Syrkos, supervisor, Lucien Brunette, manager, Marcel Letellier, teacher, Martin Anderson, painter, Georges Brûlé, salesman, André Pilon, tailor, and Julien Fleurant, contractor, all of Fabreville, for the following purposes:

To group into an association in view of their interests, residence owners of the town and in the neighborhood of the town of Fabreville, in the county of Laval, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Fabreville, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15588-59)

La Société de Géographie de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Camu, professor, of Ste-Foy, Fernand Ouellet, archivist, Jean Desmeules, geographer, both of Quebec, and Paul Bussières, professor, of Sillery, for the following purposes:

To promote the study and knowledge of geography under the name of "La Société de Géographie de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11277-59)

L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques Cartier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Fortin,

giste, de Longueuil, Aldas Boileau, député registrateur, Alphonse Comte, commis, Camille Côté, Bernard Demers, Lucien Carrière, tous trois mécaniciens, et M. l'abbé Robert Provost, prêtre-curé, tous six de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Pratiquer le bien-être social et la charité chrétienne, sous le nom de "L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques Cartier."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14427-59)

L'Association des Hommes d'Affaires de St Laurent Inc. St Laurent Business Men Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Rémi Labelle, courtier, de St-Laurent, Paul-Émile Létourneau, administrateur, de Mont-Royal, et Ronald-G. Lewis, courtier, de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de promouvoir leurs intérêts, toutes les personnes demeurant ou faisant affaires en la cité de Saint-Laurent, sous le nom de "L'Association des Hommes d'Affaires de St-Laurent Inc.— St Laurent Business Men Association Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 11641-59)

Latraverse & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Lionel Latraverse, Gaston Latraverse, entrepreneurs, et Germain Duhaime, comptable, tous de Tracy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Latraverse & Frère Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15763-59)

Laurentian Forest Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

garage-keeper, of Longueuil, Aldas Boileau, deputy registrar, Alphonse Comte, clerk, Camille Côté, Bernard Demers, Lucien Carrière, all three mechanics, and reverend Father Robert Provost, priest-pastor, all six of Jacques Cartier, for the following purposes:

To practice social welfare and christian charity under the name of "L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques Cartier."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14427-59)

L'Association des Hommes d'Affaires de St Laurent Inc. St Laurent Business Men Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Rémi Labelle, broker, of St-Laurent, Paul-Émile Létourneau, administrator, of Mount-Royal, and Ronald-G. Lewis, broker, of Ste-Rose, for the following purposes:

To group into an association with a view of promoting their interests, all persons residing or carrying on business in the city of Saint-Laurent, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de St Laurent Inc.— St Laurent Business Men Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11641-59)

Latraverse & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Lionel Latraverse, Gaston Latraverse, contractors, and Germain Duhaime, accountant, all of Tracy, for the following purposes:

To carry on a business as contractors under the name of "Latraverse & Frère Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15763-59)

Laurentian Forest Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Laurentian Forest Products Ltd.", avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $10,000.

Le siège social de la compagnie sera 4755, rue Van Horne, édifice Kent, chambre 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15778-59)

Laurentide Neon Sign Inc.
Enseignes Néon Laurentide Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Patrick Daigle, manufacturier, Raymond Chantal, restaurateur, et Bernard O'Neill, gérant de bureau, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'enseignes, sous le nom de "Laurentide Neon Sign Inc.— Enseignes Néon Laurentide Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 262, rue Caron, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15592-59)

Laurent Paquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Mlles Maria Tétrault, infirmière, Pierrette Lamarre, secrétaire, et Maurice DePalma, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Laurent Paquette Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, comté de L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15550-59)

La Vallée du Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, all advocates, for the following purposes:

To operate a business as lumber merchants under the name of "Laurentian Forest Products Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least $10,000.

The head office of the company will be at 4755 Van Horne Street, Kent Building, room 101, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15778-59)

Laurentide Neon Sign Inc.
Enseignes Néon Laurentide Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Patrick Daigle, manufacturer, Raymond Chantal, restaurator, and Bernard O'Neill, office manager, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of signs, under the name of "Laurentide Neon Sign Inc.— Enseignes Néon Laurentide Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 262 Caron Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15592-59)

Laurent Paquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: the Misses Maria Tétrault, nurse, Pierrette, Lamarre, secretary, and Maurice DePalma, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in clothing under the name of "Laurent Paquette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, county of L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15550-59)

La Vallée du Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Gaston Lepage, vendeur, Thérèse Morin Lepage, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Lepage, tous deux de St-Michel, et Denis Légaré, ingénieur civil, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "La Vallée du Nord Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6886, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15633-59)

Le Club de Golf d'East Angus Inc.
East Angus Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corporation: Henri Setlakwe, Lionel Samson et Jean-Louis Samson, marchands, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exploiter un club ayant un but social, athlétique et sportif, et promouvoir le sport du golf, sous le nom de "Le Club de Golf d'East Angus Inc.— East Angus Golf Club Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à East-Angus, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15799-59)

L'École Apostolique du Sacré-Coeur

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Henri Lebel, Révérend Père Gérard Plourde, Révérend Père Albert Lefebvre, et Révérend Père Ludovic Prémont, tous missionnaires du Sacré-Coeur, de Beauport, pour les objets suivants:

La formation, l'instruction et l'éducation classiques aux jeunes gens susceptibles d'embrasser la vocation religieuse, sous le nom de "L'École Apostolique du Sacré-Coeur".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de placements n'excèdera pas $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Gaston Lepage, salesman, Thérèse Morin Lepage, secretary, wife contractually separate as to property of the said Gaston Lepage, both of St-Michel, and Denis Légaré, civil engineer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "La Vallée du Nord Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 6886 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15633-59)

Le Club de Golf d'East Angus Inc.
East Angus Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: Henri Setlakwe, Lionel Samson, and Jean-Louis Samson, merchants, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To operate a club for social, athletic and sporting purposes and to promote the sport of golf, under the name of "Le Club de Golf d'East Angus Inc.— East Angus Golf Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at East-Angus, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15799-59)

L'École Apostolique du Sacré-Coeur

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Father Henri Lebel, Reverend Father Gérard Plourde, Reverend Father Albert Lefebvre, and Reverend Father Ludovic Prémont, all missioneries of the Sacred-Heart, Beauport, for the following purposes:

The formation, classical instruction and education to young men susceptible to a vocation of religious life, under the name of "L'École Apostolique du Sacré-Coeur".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15857-59)

Les Appartements du Nord Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, avocat; Jacqueline Laurendeau, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Marcel Landry, avocat, de Belœil, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Les Appartements du Nord Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2330, rue Bélanger, est, app. 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15857-59)

Les Appartements du Nord Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Jean-Paul Bergeron, advocate, Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster, both of Montreal, and Marcel Landry, advocate, of Belœil, for the following purposes:

To operate a business in real estate and in immoveable properties under the name of "Les Appartements du Nord Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2330 Bélanger Street, East, Appt. 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15705-59)

Les Bijouteries Charbonneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Edgar Charbonneau, père, Edgar Charbonneau, fils, tous deux de Montréal, et J.-Rodolphe Martel, de Pointe-aux-Trembles, tous bijoutiers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de "Les Bijouteries Charbonneau Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au centre d'achats Repentigny, à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15705-59)

Les Bijouteries Charbonneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Edgar Charbonneau, father, Edgar Charbonneau, son, both of Montreal, and J.-Rodolphe Martel, of Pointe-aux-Trembles, all jewellers, for the following purposes:

To operate a business as jewellers, under the name of "Les Bijouteries Charbonneau Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at the Repentigny purchasing center at Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15764-59)

Les Écuries Lanson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, Antonio Lamer, Antonio Lamer, fils, tous deux de St-Bruno, tous cinq avocats, Gisèle Couture, réceptionniste, épouse séparée de biens de Raymond Couture, de Pont-Viau, et Henri Turcot, sténographe officiel, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, vendre, louer, échanger, construire et bâtir toutes sortes d'écuries pour y faire l'élevage des chevaux, sous le nom de "Les Écuries Lanson Inc.", avec un capital divisé en 600 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $3,000.

Le siège social de la compagnie sera 353, rue Saint-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 15764-59)

Les Écuries Lanson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, Antonio Lamer, Antonio Lamer, son, both of St-Bruno, all five advocates, Gisèle Couture, receptionist, wife separate as to property of Raymond Couture, of Pont-Viau, and Henri Turcot, official stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, sell, exchange, build and erect all kinds of stables for the breeding of horses, under the name of "Les Écuries Lanson Inc.", with a capital stock divided into 600 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations shall be at least $3,000.

The head office of the company will be at 353 Saint-Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15560-59)

Les Éditions de l'Outaouais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de Beloeil, Jean-Paul Fortin, avocat, Marguerite L'Espérance,é pouse séparée de biens de Lucien L'Espérance, Édith Perreault, épouse séparée de biens de Marc Perreault, et Marcelle Roy, célibataire, toutes trois secrétaires, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'imprimeurs, sous le nom de "Les Éditions de l'Outaouais Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15023-59)

Les Équipements Déry, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Lucien Bouchard, comptable, de St-Urbain, Jacques Déry, industriel, et Mme Madeleine Déry, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Déry, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Baie St-Paul, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et de moteurs, sous le nom de "Les Équipements Déry, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-p P. FRENETTE.

(P.G. 15810-59)

Les Événements Sociaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Roger Sénécal, contremaître, d'Outremont, Camille Leduc, publiciste, et Claire Léveillé Leduc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Camille Leduc, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneur, de conseiller et d'agent en publicité, sous le nom de "Les Événements Sociaux Inc.", avec un capital total

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15560-59)

Les Éditions de l'Outaouais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of Beloeil, Jean-Paul Fortin, advocate, Marguerite L'Espérance, wife separate as to property of Lucien L'Espérance, Édith Perreault, wife separate as to property of Marc Perreault, and Marcelle Roy, spinster, all three secretaries, all four from Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as printers under the name of "Les Éditions de l'Outaouais Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and into 450 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15023-59)

Les Équipements Déry, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Lucien Bouchard, accountant, of St-Urbain, Jacques Déry, industrialist, and Mrs. Madeleine Déry, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Déry, and duly authorized by him for these presents, both of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and motors under the name of "Les Équipements Déry, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Saint-Paul, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15810-59)

Les Événements Sociaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Roger Sénécal, foreman, of Outremount, Camille Leduc, publicist, and Claire Léveillé Leduc, housewife, wife separate as to property of the said Camille Leduc, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the activities of contractor, publicity counsellor and agent, under the name of "Les Événements Sociaux Inc.", with a total capital

de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $5 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15803-59)

Les Immeubles Leroux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: J.-Hormidas Leroux, rentier, Amédée Leroux, Léopold Leroux, marchands, et Aline Leroux, ménagère, célibataire, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens fonciers dans la province de Québec, sous le nom de "Les Immeubles Leroux Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $10 chacune et en 375 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15684-59)

Les Loisirs de Ville Ile Perrot

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatroze octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Alpheus Bouchard, restaurateur, Jean-Paul Marcil, voyageur de commerce, Julien Laplante, commis, Paul Ducasse, chef de police, Daniel Smythe, plombier, John Kelly, contremaître, Clément Massé, journalier, et Rolland Dubreuil, terrassier, tous de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Les Loisirs de Ville Ile Perrot".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera au sous-sol de l'église de Sainte-Rose-de-Lima, en la ville de l'Ile Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15458-59)

Les Messageries du St-Laurent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: John Richard Hyde, Bernard Tellier, avocats, Robert John Forster, comptable, et Mary Bradley, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

stock of $20,000, divided into 400 common shares of $5 each qnd into 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15803-59)

Les Immeubles Leroux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: J.-Hormidas Leroux, annuitant, Amédée Leroux, Léopold Leroux, merchants, and Aline Leroux, housewife, spinster, all of Granby, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate in the Province of Quebec, under the name of "Les Immeubles Leroux Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $10 each and into 375 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15684-59)

Les Loisirs de Ville Ile Perrot

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Alpheus Bouchard, restaurator, Jean-Paul Marcil, commercial traveller, Julien Laplante, clerk, Paul Ducasse, chief of Police, Daniel Smythe, plumber, John Kelly, foreman, Clément Massé, laborer, and Rolland Dubreuil, earthwork contracotr, all of Ile Perrot, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Les Loisirs de Ville Ile Perrot".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be in the basement of the Sainte-Rose-de-Lima church, in the town of Ile Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15458-59)

Les Messageries du St-Laurent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: John Richard Hyde, Bernard Tellier, advocates, Robert John Forster, accountant, and Mary Bradley, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

Gérer un commerce d'imprimerie et de publicité, sous le nom de "Les Messageries du St-Laurent Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $1 chacune et 396 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 40 rue Molière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 12055-59)

Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Georges-A. Roy, avocat, de Senneville, Arcade Roy, libraire, de Brossard, Jean Gadbois, Émilien Gadbois, avocats, et Yvette Marcoux, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de livres de toutes sortes, sous le nom de "Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14058-59)

L'Institut de Personnalité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Guy Lebœuf, professeur, Andrée Bérard Lebœuf, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Lebœuf, tous deux de Montréal, et Marcel Roy, professeur, de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Ecoles ou cours visant à l'amélioration de la personnalité humaine, sous le nom de "L'Institut de Personnalité Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15765-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Benoît Huot, Benoît Bédard, fonctionnaires, et Maurice Huot, avocat, tous de Boischatel, pour les objets suivants:

To conduct a general printing and publishing business, under the name of "Les Messageries du St-Laurent Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $1 each and 396 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 40 Molière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12055-59)

Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Georges-A. Roy, advocate, of Senneville, Arcade Roy, librarian, of Brossard, Jean Gadbois, Émilien Gadbois, advocates, and Yvette Marcoux, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing with books of all kinds, under the name of "Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14058-59)

L'Institut de Personnalité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, incorporating: Jean-Guy Lebœur, professor, Andrée Bérard Lebœuf, housewife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Lebœuf, both of Montreal, and Marcel Roy, professor, of Shawinigan-South, for the following purposes:

Schools or classes with a view of improving the human personality under the name of "L'Institut de Personnalité Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will ke at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15765-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Benoît Huot, Benoît Bédard, civil service employees, and Maurice Huot, advocate, all of Boischatel, for the following purposes:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Boischatel, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15576-59)

L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle
LaSalle Proprietors Union

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Alcide Baribeau, garagiste, Maurice Bourassa, avocat, et Georges Lussier, technicien, tous de LaSalle, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires de la cité de LaSalle, sous le nom de "L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle — LaSalle Proprietors Union".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 75, rue Senécal, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15544-59)

Majestic Taxi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Gérard Hébert, Claude Danis, avocats, et Paula Pilon, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de "Majestic Taxi Inc.", avec un apital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15257-59)

Mayfair Garment Co. Ltd. (1959)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Perry Meyer, tous deux de Motnréal, Louis Feigenbaum, de St-Laurent, et Hyman Solomon, de Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes et descriptions de vêtements pour dames, demoiselles et

To establish and direct a recreational center under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15576-59)

L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle
LaSalle Proprietors Union

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Alcide Baribeau, garage-keeper, Maurice Bourassa, advocate, and Georges Lussier, technician, all of LaSalle, for the following purposes:

To defend the interests of the proprietors of the City of LaSalle, under the name of "L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle — LaSalle Proprietors Union".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 75 Senécal Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15544-59)

Majestic Taxi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Gérard Hébert, Claude Danis, advocates, and Paula Pilon, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a taxi-stand under the name of "Majestic Taxi Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15257-59)

Mayfair Garment Co. Ltd. (1959)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Philip Meyerovitch, Perry Meyer, Both of Montreal, Louis Feigenbaum, of St. Laurent, and Hyman Solomon, of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of women's, misses' and children's clothing of every sort and description,

enfants sous le nom de "Mayfair Garment Co. Ltd. (1959)", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15860-59)

Metropolitan Water Softener Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance et André Perreault, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, outillage, instruments et appareils pour adoucir et purifier l'eau, sous le nom de "Metropolitan Water Softener Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15572-59)

Michel Gagnon Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Georges-H. Long, de Duvernay, François Aquin, de Montréal, et Richard Samson, de Montréal-Nord, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois de toute nature et description, sous le nom de "Michel Gagnon Lumber Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 14832-59)

Micmac Automobile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1959, constituant en corporation: Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, avocats, et Myrnan Forman, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions et véhicules moteurs de toutes sortes, sous le nom de "Micmac Automobile Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

---

under the name of "Mayfair Garment Co. Ltd. (1959)", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15860-59)

Metropolitan Water Softener Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October 1959, incorporating: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance an André Perreault, all lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, equipment, implements and apparatus to soften and purify water, under the name of "Metropolitan Water Softener Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15572-59)

Michel Gagnon Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Georges-H. Long, of Duvernay, François Aquin, of Montreal, and Richard Samson, of Montreal-North, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lumber of all kinds and descriptions, under the name of "Michel Gagnon Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14832-59)

Micmac Automobile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1959, incorporating: Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, advocates, and Myrna Forman, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks and motor vehicles of all kinds, under the name of "Micmac Automobile Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13850-59)

Milot & Frères — Milot Brothers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Yvan Milot, charpentier-menuisier, Lorraine Ménard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvan Milot, tous deux de Jonquière, et Michel Milot, ingénieur professionnel, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de bois et de combustibles de toutes sortes, sous le nom de "Milot & Frères — Milot Brothers Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, rue Brassard, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13850-59)

Milot & Frères — Milot Brothers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Yvan Milot, carpenter-joiner, Lorraine Ménard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvan Milot, both of Jonquière, and Michel Milot, professional engineer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in wood and fuels of all kinds, under the name of "Milot & Frères — Milot Brothers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 100, Brassard Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15546-59)

Model Lingerie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: André Villeneuve, Robert Pigeon, avocats, et Lise Caumartin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de confection pour dames et enfants, sous le nom de "Model Lingerie Ltée", avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15546-59)

Model Lingerie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: André Villeneuve Robert Pigeon, advocates, and Lise Caumartin, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of clothing for women and children, under the name of "Model Lingerie Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13988-59)

Modern Landscaping Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Roland Turcotte, paysagiste, Gisèle Lachaine Turcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Turcotte, et Zéphérina Ouellette Turcotte, veuve, ménagère, tous de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Modern Landscaping Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13988-59)

Modern Landscaping Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Roland Turcotte, landscape gardener, Gisèle Lachaine Turcotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Turcotte, and Zéphérina Ouellette Turcotte, widow, housewife, all of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Modern Landscaping Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15814-59)

Monroy Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Shirley Greenshields Dixon, avocat, et conseil en loi de la Reine, Allan Morgan Edson, J. Aston Ellis, Bruce Gillespie, John Edgar Peters, tous quatre officiers d'une compagnie de fiducie, et Mary Florance Johnston, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Monroy Holdings Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15814-59)

Monroy Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, advocate and Queen's Counsel, Allan Morgan Edson, J. Aston Ellis, Bruce Gillespie, John Edgar Peters, all four trust officers, and Mary Florence Johnston, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Monroy Holdings Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15737-59)

Monteo Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, avocat, Marcel Hamelin, notaire, et Monique Couture, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce en gros et en détail de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de "Monteo Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15737-59)

Monteo Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959 incorporating: J.-Claude Bureau, advocate, Marcel Hamelin, notary, and Monique Couture, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business dealing in all kinds of building material under the name of "Monteo Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attoreny General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15768-59)

Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Norman N. Genser, de Hampstead, Sydney Phillips, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et RoseMarie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, de Montreal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposeurs de marchandises comportant ou non des droits de douanes, sous le nom de "Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 99,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15768-59)

Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October 1959, incorporating: Norman N. Genser, of Hampstead, Sydney Phillips, of Côte St. Luc, both advocates, and RoseMarie Bourgoing, secretary, unmarried of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of customs and suffrance storage warehousemen, under the name of "Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 99,000 preferred shares of a par value of $1 each and 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15343-59)

Motel Le Bocage Sightseeing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Georges Aird, de St-Laurent, Gilles Chatel, d'Outremont, tous deux étudiants, et Albert Ledoux, professeur, de la cité de LaSalle, pour les objets suivants:

Posséder, acquérir et employer des autobus, voitures de taxis et toutes sortes d'autres moyens de transport publics ou privés, sous le nom de "Motel Le Bocage Sightseeing Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Taschereau, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15343-59)

Motel Le Bocage Sightseeing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing dtae the first day of October, 1959, incorporating: Georges Aird, of St-Laurent, Gilles Chatel, of Outremount, both students, and Albert Ledoux, professor, of the city of LaSalle, for the following purposes:

To own, acquire and employ autobuses, taxis and all other kinds of means of public or private transportation, under the name of "Motel Le Bocage Sightseeing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Taschereau Boulevard, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15694-59)

Mount View Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Lou Tennebaum, Daniel Lazare, avocats, et Miriam Bernard secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Mount View Development Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 350 actions ordinaires de $10 chacune et 3,650 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 710 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15694-59)

Mount View Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959, incorporating: Lou Tannenbaum, Daniel Lazare, advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Mount View Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 350 common shares of $10 each and 3,650 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 710 Notre-Dame Street West, Montrela, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15704-59)

Mutual Cigarette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, Anita Boisvert, secrétaire, et Monique Bellemare, réceptionniste, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et machines automatiques distributrices de cigarettes, gomme à mâcher, liqueurs douces, sandwichs, thé, café, aliments et autres boissons non enivrantes, sous le nom de "Mutual Cigarette Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15704-59)

Mutual Cigarette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, Anita Boisvert, secretary, and Monique Bellemare, receptionist, both spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in automatic distributing machines and apparatus for cigarettes, chewing gum, soft drinks, sandwiches, tea, coffee, food and other non-intoxicating beverages, under the name of "Mutual Cigarette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15629-59)

Nob-Hill Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Harry Kerdman, fabricant, Philip Shrague Garonce, Hyman Laddie Schnaiberg, tous deux avocats, et Laura Frishling secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Nob-Hill Homes Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15629-59)

Nob-Hill Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1959, incorporating: Harry Kerdman, manufacturer, Philip Shrague Garonce, Hyman Laddie Schnaiberg, both advocates, and Laura Frishling, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Nob-Hill Homes Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15790-59)

North America Decal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Jean Maurice, artiste commercial, Nicolas Primiano, technicien, Paul Bédard, comptable agréé, tous trois de Montréal, et Claude Crozier, gérant des ventes, de Ste-Dorothée, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur et de conseiller en publicité, sous le nom de "North America Decal Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 277, rue Bord-de-l'Eau, Sainte-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15790-59)

North America Decal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Jean Maurice, commercial artist, Nicolas Primiano, technician, Paul Bédard, chartered accountant, all three of Montreal, and Claude Crozier, sales manager, of Ste-Dorothée, for the following purposes:

To carry on a business as contractor and publicity counseller, under the name of "North America Decal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 277 Bord-de-l'Eau Street, Saint-Dorothée, judi-judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15567-59)

Paul & Pauline Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Roger Pigeon, de Pointe-aux-Trembles, Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, et Gilles Roux, de Notre-Dame-de-Grâce, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Paul & Pauline Investment Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3252, rue Appleton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15567-59)

Paul & Pauline Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of thh Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Roger Pigeon, of Pointe-aux-Trembles, Jean-Louis Léger, of Saint-Martin, and Gilles Rioux, of Notre-Dame-de-Grâce, all advocates, for the following purposes:

To operare a business in real estate and construction under the name of "Paul & Pauline Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3252 Appleton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15635-59)

Pierrefonds Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Ronald G. Lewis, de Pierrefonds, Rémi Labelle, de St-Laurent, tous deux courtiers, et Paul-Émile Létourneau, administrateur, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Pierrefonds Building Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15635-59)

Pierrefonds Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Ronald G. Lewis, of Pierrefonds, Rémi Labelle, of St-Laurent, both brokers, and Paul-Émile Létourneau, administrator, of Mont-Royal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Pierrefonds Building Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 199 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15815-59)

Place d'Armes Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Shirley Greenshields, Dixon, avocat et conseil en loi de la Reine, Allan Morgan Edson, James Aston Ellis, Bruce Gillespie et John Edgar Peters, tous quatre officiers d'une compagnie de fiducie, tous de Montreal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Place d'Armes Realty Co. Ltd.", avec un captial total de $1,000,000, divisé en 10,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15815-59)

Place d'Armes Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October 1959, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, advocate and Queen's Counsel, Allan Morgan Edson, James Aston Ellis, Bruce Gillespie and John Edgar Peters, all four Trust Officers, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Place d'Armes Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15591-59)

Plamondon Supermarket Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1959, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, avocats, Joanna Newington, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épiceries, grain et denrées, sous le nom "Plamondon Supermarket Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15591-59)

Plamondon Supermarket Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1959, incorporating: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, advocates, Joanna Newington, secretary, fille majeure, all three of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St. Bruno, for the following purposes:

To deal in groceries, grain and provisions, under the name of "Plamondon Supermarket Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15811-59)

Prestige, Élégance, Beauté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Rita A. Caron, éditrice, Albinie Caron, coiffeur, tous deux de Saint-Lambert, et Robert Bilodeau, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneur et de conseiller en publicité, sous le nom de "Prestige, Élégance, Beauté Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, comté de Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15811-59)

Prestige, Élégance, Beauté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companie Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Rita A. Caron, editor, Albinie Caron, hair-dresser, both of Saint-Lambert, and Robert Bilodeau, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the activities of contractor and publicity counsellor under the name of "Prestige, Élégance, Beauté Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 1,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, county of Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15234-59)

Ranco Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat et conseil en loi de la Reine, Morton Bessner, commis en loi, et Margaret Hutchings, dactylo, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Ranco Holdings Ltd.", avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15234-59)

Ranco Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate and Queen's Counsel, Morton Bessner, law clerk, and Margaret Hutchings, typist, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Ranco Holdings Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 4,990 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of october, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14787-59)

Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Raymond Mailhot, Wilfrid Mailhot, plombiers, et Laurier Mailhot, contremaître, tous d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5A, rue Beauchesne, Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14787-59)

Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959, incorporating: Raymond Mailhot, Wilfrid Mailhot, plumbers, and Laurier Mailhot, foreman, all of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing, heating and refrigerating contractors under the name of "Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5A Beauchesne Street, Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14317-59)

Raymond Guy Laframboise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: Raymond-Guy Laframboise, entrepreneur général, Dame Claire Désy Laframboise, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond-Guy Laframboise, et Roger Arsenault, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, et agir comme constructeurs et garagistes, sous le nom de "Raymond Guy Laframboise Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6701, rue Viau, appt. 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14317-59)

Raymond Guy Laframboise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, incorporating: Raymond-Guy Laframboise, general contractor, Dame Claire Désy Laframboise, housewife, wife separate as to property of the said Raymond-Guy Laframboise, and Roger Arsenault, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and to operate as builders and garage-keepers under the name of "Raymond Guy Laframboise Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6701 Viau Apt. 1, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15645-59)

R. & G. Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1959, constituant en corporation: Émile Trottier, avocat, d'Outremont, Lise Dion et Nicole Mongeau, secrétaires, célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments et appareils électriques, sous le nom de "R. & G. Electric Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 14353, boulevard Gouin, ouest, Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15645-59)

R. & G. Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1959 incorporating: Émile Trottier, advocate, of Outremont, Lise Dion, and Nicole Mongeau, secretaries, spinsters of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical instruments and apparatus, under the name of "R. & G. Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 14353 Gouin Boulevard, West, Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15957-59)

Rialto Fruit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, sous le nom de "Rialto Fruit Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6643 chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15957-59)

Rialto Fruit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods of all kinds, under the name of "Rialto Fruit Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6643 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15570-59)

Rigaud Transport Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Achille Séguin, bourgeois, Bernard Lalonde, secrétaire, et Jacques Déom, avocat, tous de Rigaud, pour les objets suivants:

Faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Rigaud Transport Incorporé", avec un capital total de $50,000, divisé en 800 actions communes de $50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Boulevard Saint-Viateur, à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13055-59)

Roland H. St-Onge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1959, constituant en corporation: Roland-H. St-Onge, gérant, Dame Cécile Lacoste, ménagère, et Claude Bergevin, notaire, tous de Sainte-Martine, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Roland H. St-Onge Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15720-59)

St. Anne Property Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corporation: Bernade Charette, Huguette Lessard et Andrée Dupuis, toutes sténographes, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "St. Anne Property Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15723-59)

St-Lawrence Plastering Ltd.
Plâtrage St-Laurent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corpo-

(A.G. 15570-59)

Rigaud Transport Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Achille Séguin, gentleman, Bernard Lalonde, secretary, and Jacques Déom, advocate, all of Rigaud, for the following purposes:

To carry on the transportation of all kinds of merchandise under the name of "Rigaud Transport Incorporé" with a total capital stock of $50,000, divided into 800 common shares of $50 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Viateur Boulevard, Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13055-59)

Roland H. St-Onge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnie Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1959, incorporating: Roland H. St-Onge, manager, Dame Cécile Lacoste, housewife, and Claude Bergevin, notary, all of Sainte-Martine, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables and construction under the name of "Roland H. St-Onge Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15720-59)

St. Anne Property Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: Bernade Charette, Huguette Lessard and Andrée Dupuis, all stenographers, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "St. Anne Property Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15723-59)

St-Lawrence Plastering Ltd.
Plâtrage St-Laurent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: Raymond

ration: Raymond Dicaire, estimateur, Antoine Martel et Pierre Lachapelle, comptables, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux et d'appareils de construction et agir comme constructeurs, sous le nom de "St-Lawrence Plastering Ltd. — Plâtrage St-Laurent Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15652-59)

St-Maurice Tire Ltd.
St-Maurice Pneus Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: A.-Raymond Crépault, de Montréal, J. Gibb Stewart, du village de Como, et Thomas J. McKenna, de Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, camions, machinerie lourde, remorques, avions, et de leurs parties et accessoires, sous le nom de "St-Maurice Tire Ltd. — St-Maurice Pneus Ltée", avec un capital divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale et au pair de $10 chacune et en 200 actions communes sans valeur nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $3,000.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15331-59)

Service Social de Ste-Germaine

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Messieurs les abbés Isidore Pelletier, curé de St-Luc, Henri Laberge, curé de St-Cyprien, Achille Demers, curé de St-Prosper, Antonio Guay, curé de St-Benjamin, Charles-A. Beaulieu, curé de Ste-Rose, Émile Tardif, curé de St-Zacharie, Joseph-J. Nadeau, curé de Ste-Germaine, et Henri-A. Boulet, curé de Ste-Justine, tous du comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Offrir aux individus et aux familles aux prises avec des problèmes d'adaptation sociale, des services professionnels d'assistance et de traitement, sous le nom de "Service Social de Ste-Germaine".

La valeur maximum des immeubles que la Corporation pourra posséder, est fixée à $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Germaine, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Dicaire, assessor, Antoine Martel and Pierre Lachapelle, accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in materials and building apparatus and to operate as builders, under the name of "St-Lawrence Plastering Ltd.— Plâtrage St-Laurent Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and into 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15652-59)

St-Maurice Tire Ltd.
St-Maurice Pneus Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: A.-Raymond Crépault, of Montreal; J. Gibb Stewart, of the village of Como, and Thomas J. McKenna, of Mount-Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, trucks, heavy machinery, tow-cars, planes and their parts and accessories, under the name of "St-Maurice Tire Ltd. — St-Maurice Pneus Ltée", with a capital stock divided into 2,000 preferred shares of a nominal or par value of $10 each and into 200 common shares without nominal value, and the amount with which the company shall start its operations shall be $3,000.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15331-59)

Service Social de Ste-Germaine

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: the reverend Fathers Isidore Pelletier, pastor of St-Luc, Henri Laberge, pastor of St-Cyprien, Achille Demers, pastor of St-Prosper, Antonio Guay, pastor of St-Benjamin, Charles-A. Beaulieu, pastor of Ste-Rose, Émile Tardif, pastor of St-Zacharie, Joseph-J. Nadeau, pastor of Ste-Germaine, and Henri A. Boulet, pastor of Ste-Justine, all of the county of Dorchester, for the following purposes:

To offer to individuals and families who have difficulties with problems of social adaptation, professional services of assistance and treatment under the name of "Service Social de Ste-Germaine".

The maximum to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Germaine, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15739-59)

Shop & Save (Riverside) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corporation: Jerome Christopher Smyth, de Mont-Royal, Ernest Erle Saunders, de Pointe-Claire, John Ralph Hannan, Claude Wagner, Robert Stephen Cox O'Brien et George Wanklyn Hall, tous quatre de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, au détail, sous le nom de "Shop & Save (Riverside) Ltd.", avec un capital-actions, divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15584-59)

Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, Françoise Constant, secrétaire, fille majeure, et Micheline Corbeil, avocate, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'imprimeur, sous le nom de "Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée", avec un capital total de $15,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5151, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15825-59)

Sorel Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Sorel Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15739-59)

Shop & Save (Riverside) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: Jerome Christopher Smyth, of Mont-Royal, Ernest Erle Saunders, of Ponite-Claire, John Ralph Hannan, Claude Wagner, Robert Stephen Cox O'Brien and George Wanklyn, Hall, all four of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general retail merchants, under the name of "Shop & Save (Riverside) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15584-59)

Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremount, Jean-Marc Poulin, advocate, Françoise Constant, secretary, spinster, and Micheline Corbeil, advocate, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a printer under the name of "Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 1,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5151 Bélanger Street, East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15825-59)

Sorel Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St. Bruno, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Sorel Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,

52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15727-59)

Soulanges Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman de Westmount, Harold S. Freeman, et Irving Halperin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de "Soulanges Holding Co.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(A.G. 15727-59)

Soulanges Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a construction and real estate company, under the name of "Soulanges Holding Co.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15414-59)

Stevens G. Forbes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Stevens Gerard Forbes, commerçant, Jean Lebel, comptable agréé, et Georges-Alexandre Lebel, notaire, tous de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Stevens G. Forbes Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15414-59)

Stevens G. Forbes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Stevens Gerard Forbes, tradesman, Jean Lebel, chartered accountant, and Georges-Alexandre Lebel, notary, all of Matane, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants under the name of "Stevens G. Forbes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15655-59)

Sylvia Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: André Fortier, comptable agréé, Raymonde Sirois, commis, fille majeure, et Fernande Sirois, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Fortier, tous de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Sylvia Lingerie Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 281, avenue Saint-Laurent, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15655-59)

Sylvia Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959 incorporating: André Fortier, chartered accountant, Raymonde Sirois, clerk, spinster and Fernande Sirois, housewife, wife separate as to property, of the said André Fortier, all of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing under the name of "Sylvia Lingerie Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 281 Saint Laurence Avenue, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15571-59)

Système Nova System Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15571-59)

Système Nova System Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Léon Cadieux, nettoyer, de Montréal, William-Albert Chatillon, nettoyeur, et Rose-Anna Joly Chatillon, ménagère, épouse séparée de biens dudit William-Albert Chatillon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous tous deux d'Anjou, pour les objets suivants

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de "Système Nova System Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15420-59)

Thetford Mines Tarpaulins Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Adrien Laflamme, cordonnier, David Laflamme, manufacturier, et Lorraine Émond, secrétaire, célibataire, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus, tricots et textiles, sous le nom de "Thetford Mines Tarpaulins Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15685-59)

The Waldor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: Horace Friedman, Wolfe Friedman, tous deux avocats, et Stanley Cytrynbaum, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "The Waldor Corporation", avec un capital total de $200,000, divisé en 300 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,960 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de $100 chacune, 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7498, 19e avenue Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

(P.G. 15523-59)

Town & Country Gas Utility Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1959, incorporating: Léon Cadieux, cleaner, of Montreal, William-Albert Chatillon, cleaner, and Rose-Anna Joly Chatillon, housewife, wife separate as to property of the said William-Albert Chatillon, and duly authorized by him for these presents, both of Anjou, for the following purposes:

To carry on a business as cleaners under the name of "Système Nova System Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15420-59)

Thetford Mines Tarpaulins Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Adrien Laflamme, shoemaker, David Laflamme, manufacturer, and Lorraine Émond, secretary, spinster, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fabrics, knitwear and textiles, under the name of "Thetford Mines Tarpaulins Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15685-59)

The Waldor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: Horace Friedman, Wolfe Friedman, both advocates, and Stanley Cytrynbaum, student, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "The Waldor Corporation", with a total capital stock of $200,000, divided into 300 preferred shares Class "A" of a par value of $10 each, 1,960 preferred shares Class "B" of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 7498, 19th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Date at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15523-59)

Town & Country Gas Utility Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Edward I. Auerback, avocat, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Mark Edmund Gordon, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz propane et autres sortes de gaz, aussi d'accessoires pour le chauffage et la climatisation, sous le nom de "Town & Country Gas Utility Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Edward I. Auerback, advocate, Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Mark Edmund Gordon, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To deal in propane gas and other types of gas and in heating and air-conditioning equipment, under the name of "Town & Country Gas Utility Co. Ltd."; with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14959-59)

U. Alarie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Claude Lauzon, Gaston Boudreault, avocats, et Hélène Morais, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et de tous leurs accessoires et parties, sous le nom de "U. Alarie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14959-59)

U. Alarie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Claude Lauzon, Gaston Boudreault, advocates, and Hélène Morais, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, machines and in all their accessories and parts, under the name of "U. Alarie Ltée" with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Charlemagen, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15187-59)

V. Cyr & Fils Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Charles Cyr, marchand, Donat Leblanc, gérant, et Valmore Cyr, rentier, tous de Maria, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction, sous le nom de "V. Cyr & Fils Incorporée", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maria, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 15187-59)

V. Cyr & Fils Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Charles Cyr, merchant, Donat Leblanc, manager, and Valmore Cyr annuitant, all of Maria, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building materials, under the name of "V. Cyr & Fils Incorporée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,250 common shares of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Maria, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15227-59)

Victoria Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 15227-59)

Victoria Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Joseph Mourand, garagiste, de Laval-des-Rapides, Pierrette Marcil, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Mourand de LeMoyne, et Gaston Lacroix, avocat et conseil de la Reine, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Acquérir, entretenir et exploiter des stations-service, garages et constructions de toutes sortes pour l'entreposage, la réparation et la garde de véhicules de toutes sortes, de leurs parties et accessoires; et faire le commerce de location de véhicules-automobiles de toutes sortes, sous le nom de "Victoria Service Station Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15918-59)

Vincent Forgues Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Vincent Forgues, garagiste, de Pointe-aux-Trembles, Horace Boileau, comptable, et Thérèse Lecocq, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Vincent Forgues Automobiles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15949, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15743-59)

Vitrerie Shawinigan Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: André St-Onge, Antoni M. St-Onge, tous deux marchands, et Lionel-Joseph Janna, comptable agréé, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de "Vitrerie Shawinigan Glass Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 600 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Joseph Mourand, garage-keeper, of Laval-des-Rapides, Pierrette Marcil, housewife, wife contractually separate as to property of Lucien Mourand of LeMoyne, and Gaston Lacroix, advocate and Queen's Counsel, of St-Bruno for the following purposes:

To acquire maintain and operate service stations, garages and constructions of all kinds for storage, repair and keep of vehicles of all kinds, their spare parts and accessories; and to carry on a rental business of vehicles automobiles of all kinds, under the name of "Victoria Service Station Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at LeMoyne, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15918-59)

Vincent Forgues Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959 incorporating: Vincent Forgues, garage-keeper, of Pointe-aux-Trembles, Horace Boileau, accountant, and Thérèse Lecocq, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles and to operate as garage-keepers, under the name of "Vincent Forgues Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 15949 Sherbrooke Street, East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15743-59)

Vitrerie Shawinigan Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: André St-Onge, Antoni M. St. Onge, both merchants, and Lionel-Joseph Janna, chartered accountant, all of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business dealing in glass and all its products and by-products, under the name of "Vitrerie Shawinigan Glass Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 15586-59)

Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1959, à la compagnie "Custom Built Homes Corporation", ratifiant son règlement spécial "H", annulant 13,530 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune, de sorte que le capital de la compagnie sera à l'avenir composé de 45,880 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune et de 4,510 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de $45,490.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15460-59)

Cybelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1959, à la compagnie "Cybelle Ltée", modifiant certaine disposition de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15473-59)

Lahaye Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1959, à la compagnie "Les Immeubles J.T.Z. Patenaude Ltée — J.T.Z. Patenaude Realties Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 décembre 1958, changeant son nom en celui de "Lahaye Realties Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13851-59)

Maurice Pollack Limited
Maurice Pollack Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois octobre 1959, à la compagnie "Maurice Pollack Limited — Maurice Pollack Limitée", réduisant son capital de $899,000 à $832,500, le capital-actions annulé étant divisé en 665 actions classe "B" de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 15586-59)

Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of October 1959, to the company "Custom Built Homes Corporation" ratifying its special By-law "H", cancelling 13,530 preferred shares of a par value of $5 each, so that the capital stock of the company shall in future be composed of 45,880 preferred shares of a par value of $5 each and of 4,510 common shares of no par value and the amount with which the company shall continue its operations shall be $45,490.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15460-59)

Cybelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October, 1959, to the company "Cybelle Ltée", amending certain provisions of its incorporation by letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15473-59)

Lahaye Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September, 1959, to the company "Les Immeubles J.T.Z. Patenaude Ltée — J.T.Z. Patenaude Realties Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 23, 1958, changing its name into that of "Lahaye Realties Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13851-59)

Maurice Pollack Limited
Maurice Pollack Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of October, 1959, to the company "Maurice Pollack Limited — Maurice Pollack Limitée" reducing its capital stock from $899,000 to $832,500, the cancelled capital stock cancelled being divided into 665 classe "B" shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15587-59)

Mount Royal Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1959, à la compagnie "Mount Royal Property Corporation", ratifiant: 1° son règlement spécial "K", réduisant son capital par l'annulation de 100,000 actions privilégiées de $1 chacune, 2° son règlement spécial "L", augmentant son capital par la création de 100,000 nouvelles actions privilégiées de $1 chacune, de sorte que le capital sera, à l'avenir, de $200,000 divisé en 180,000 actions privilégiées de $1 chacune et en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 10633-59)

St. Eustache Land & Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1959, à la compagnie "St. Eustache Land & Development Co. Ltd.", 1° réduisant son capital de $40,000 à $1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 90 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune; 2° subdivisant ses 10 actions communes restantes de $100 chacune en 1,000 actions communes de $1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15534-59)

Super Marché R. Mayrand Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier octobre 1959, à la compagnie "R. Beaulieu Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 décembre 1958, changeant son nom en celui de "Super Marché R. Mayrand Ltée".

Daté du bureau du procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15411-59)

The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux septembre 1959, à la corporation "The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal", étendant ses pouvoirs en portant la valeur des biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de $1,000,000 à $3,000,000.

(A.G. 15587-59)

Mount Royal Property Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of October, 1959, to the company "Mount Royal Property Corporation", ratifying: 1. its special by-law "K" reducing its capital stock by the cancellation of 100,000 preferred shares of $1 each, 2. its special by-law "L", increasing its capital stock by the creation of 100,000 new preferred shares of $1 each, so that the capital stock shall be, in future, of $200,000, divided into 180,000 preferred shares of $1 each and into 20,000 common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10633-59)

St. Eustache Land & Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September, 1959, to the company "St-Eustache Land & Development Co. Ltd.", 1. reducing its capital stock from $40,000 to $1,000, the cancelled capital stock being divided into 90 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each; 2. subdividing its 10 remaining common shares of $100 each into 1,000 common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of Septemebr, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15534-59)

Super Marché R. Mayrand Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of October, 1959, to the company "R. Beaulieu Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 29, 1958, changing its name into that of "Super Marché R. Mayrand Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15411-59)

The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of September, 1959, to the company "The Young Men's and Young Women's Hebrew Association of Montreal", extending its powers by carrying the value ofthe immovaeble property which the corporation may hold from $1,000,000 to $3,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

VILLE DE BOUCHERVILLE

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Boucherville" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'annexer une partie du territoire de la paroisse de Boucherville, modifier certains règlements d'emprunt, fixer à tous les trois (3) ans et par rotation l'élection du maire et des échevins, changer la daté des élections, règlementer quant aux plans de subdivision, exempter de l'article 522 de la Loi des Cités et Villes certaines terres en culture, créer un fonds industriel et pour toutes autres fins.

Montréal, le 18 novembre 1959.

Les Avocats de la Ville de Boucherville,
TREMBLAY MONK FORGET
52197-47-4-o BRUNEAU & BOIVIN.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que "La Commission des écoles catholiques de Montréal" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi précisant le nom corporatif de la Commission, autorisant celle-ci à nommer un secrétaire, un trésorier et des adjoints et à définir leurs pouvoirs; autorisant celle-ci, sous certaines conditions à payer certaines sommes à des instituteurs démissionnaires avant la limite d'âge; précisant la manière de donner certains avis; autorisant la Commission à contracter des emprunts temporaires; modifiant certains aspects du régime de la taxe foncière pour fins scolaires; déclarant libres de toute servitude les lots 70-103, 66-153-1 et partie du lot 66-153 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Montréal, le 12 novembre, 1959.

Le procureur de la pétitionnaire,
52198-47-4-o GASTON POULIOT, C.R.

VILLE DE SAINT-JOACHIM

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Saint-Joachim" et pour obtenir certains pouvoirs: pour fixer la date et les modalités des élections; règlementer les taxis; autoriser les travaux municipaux par requêtes; règlementer le prélèvement de taxes même sur les immeubles qui ne font pas un usage immédiat des services publics; abroger les articles 1, 2, 3 et 8 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 126; et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1959.

Les procureurs de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay,
LACROIX, VIAU
& POUPART.
52220-47-4-o

Applications to Legislature

TOWN OF BOUCHERVILLE

Public notice is hereby given that the "Town of Boucherville" will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present Session, for the passing of an Act allowing it to annex part of the territory of the parish of Boucherville, to modify some of its by-laws in connection with loans, to fix to every three (3) years and by rotation the election for mayor and aldermen, to regulate plans for the subdivision of lots, to have certain farming lands exempted from Article 522 of the Cities and Towns Act, to establish and industrial fund and for all other purposes.

Montreal, November 18, 1959.

TREMBLAY MONK FORGET
BRUNEAU & BOIVIN,
Attorneys for the town
52197-47-4-o of Boucherville.

MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION

Public notice is hereby given that the "Montreal Catholic School Commission" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to determine the exact corporate name of the Commission; to authorize it to appoint a secretary, a treasurer and assistants and to determine their powers; to authorize it, under certain conditions, to pay certain sums to teachers who resign before the age limit; to determine the manner in which certain notices are to be given; to authorize the Commission to borrow certain sums on a temporary basis; to modify certain features of the system of real estate taxes for school purposes; to declare lots 70-103, 66-153-1 and part of lot 66-153 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet free from servitudes.

Montreal, November 12, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.,
52198-47-4-o Attorney for the Petitioner.

TOWN OF SAINT-JOACHIM

Public notice is hereby given that the municipality of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to erect its territory into town under the name of "Town of Saint-Joachim" and to obtain certain powers: to fix the date and modalities of elections; to regulate taxis; to authorize municipal works under petitions; to regulate the levying of taxes even on immoveables which do not make an immediate use of public works; to repeal sections 1, 2, 3 and 8 of Act 7-8 Elizabeth II, chapter 126; and for other purposes.

Montreal, November 17, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the municipality of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay.
52220-47-4-o

ROSEMERE MANAGEMENT CORPORATION

Avis public est par la présente donné, que "Rosemere Management Corporation" s'adressera à la législature de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° L'incorporation de la ville de Montrose dont le territoire, situé partie dans le village de Bois-des Filion et partie dans la paroisse de Ste-Thérèse-de Blainville sera borné comme suit: au nord, par le côté-sud du rang St-François; à l'est par le côté ouest de la Montée Gagnon; au sud par la route nationale numéro 29; à l'ouest, partie, par les limites de la paroisse de Bois-des Filion et partie par la ligne sud des lots 299, 301, 303, 304, 305, 307, 310, 311, 313, 315, 316, 319, 320, 321, 323, 324, 325, 326, 328, et 329, et par la ligne ouest du lot 329;

2° La création d'un conseil municipal et certains autres pouvoirs additionnels nécessaires à l'administration de la nouvelle ville.

Les Procureurs de la requérante,
52199-47-4-o FAUTEUX & DORAIS.

ROSEMERE MANAGEMENT CORPORATION

Plublic notice is hereby given, that "Rosemere Management Corporation," shall apply to the Quebec Legislature at his present session to request the adopting of a law for the following purposes:

1. The incorporation of the town of Montrose whose territory situated party in the village of Bois-des-Filion and party in the parish of Ste-Thérèse-de Blainville will be bounded as follows: to the north, by the south side of the Rang St-François road; to the east, by the west side of the Montée Gagnon Road; to the south, by Provincial route no: 29; to the west, partly, by the limits of the parish of Bois-des-Filion and partly by the south line of lots nos: 299, 301, 303, 304, 305, 307, 310, 311, 313, 315, 316, 319, 320, 321, 323, 324, 325, 326, 328, and 329, and the west line of the lot 329;

2. The erection of a municipal Council and certain additionnals powers necessary for the good management of the new town.

FAUTEUX & DORAIS
52199-47-4o Attorney for the petitioner.

SICARD INC. ET VILLE DE STE-THÉRÈSE

Avis public est par les présentes donné que "Sicard Inc.", corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de fixer pour une période de dix ans, pour fins municipales et scolaires, l'évaluation de ses biens imposables situés dans la Cité de Ste-Thérèse.

Montréal, le 12 novembre, 1959.

Le procureur de la pétitionnaire,
2200-47-4-o GASTON POULIOT, C. R.

SICARD INC. AND TOWN OF STE-THÉRÈSE

Plublic notice is hereby given that "Sicard Inc.", body politic duly incorporated, having its head office in the City ans District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to determine for a period of ten years the valuation of its taxable property in the City of Ste-Thérèse, for municipal and school purposes.

Montreal, November 12, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.
52200-47-4-o Attorney for the petitioner.

VILLAGE DE PINCOURT

Avis public est par les présentes donné que le de "Village de Pincourt", dans le comté de Vaudreuil, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de l'ériger en corporation de ville, de fixer la date de la première élection et le terme d'office; aux fins d'accroître ses pouvoirs de règlementation quant à la plantation et à la conservation des arbres, quant à l'octroi des permis de construction, quant à l'emplacement des rues et ruelles, quant à la circulation dans les rues, quant au mode de taxation en matière d'améliorations locales, quant à la taxe d'eau, quant aux roulottes; aux fins de lui permettre d'imposer une taxe sur les phonographes fonctionnant au moyen de pièces de monnaie, de procéder à certains travaux d'améliorations locales sur requête des propriétaires riverains, de constituer un fonds de roulement de $25,000.00, de décréter construction de travaux d'aqueduc et d'égout dont le coût ne soit payé par les propriétaires susceptibles d'en bénéficier qu'à comter du moment où ils en feront usage.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52201-47-4-o GASTON POULIOT, C.R.

VILLAGE OF PINCOURT

Public notice is hereby given that the "Village of Pincourt", in the County of Vaudreuil, will apply to the Legislature of the Province of the Quebec at its present Session for the passing of an Act to incorporate it into a town, to determine the date of first election and the term of office; to increase its powers to make by-laws concerning the planting and preservation of trees, the construction permits, the laying out of streets and lanes, the method of levying local improvement taxes, the water tax, concerning vehicles used as dwellings and concerning traffic; to empower the town to levy a tax on phonographs operated by means of coins, to build permanent works upon petition signed by the bordering proprietors, to constitute a working fund of twenty-five thousand dollars, to order the construction of water and sewer works, the cost of which shall be borne by the proprietors who are to benefit thereby from the time they avail themselves of such sevices.

Montreal, November 16, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.
52201-47-4-o Attorney for the Petitioner.

MUNICIPALITÉ DU CAP DE LA MADELEINE

Avis est par les présentes donné, que les commissaires d'écoles pour la "Municipalité du Cap

MUNICIPALITY OF CAP DE LA MADELEINE

Notice is hereby given that the school commissioners for the "Municipality of Cap De La Ma-

De La Madeleine" dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de province de Québec, à sa présente session:

1° Pour faire confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre les commissaires d'écoles pour la Municipalité du ap De La Madeleine dans le comté de Champlain et certaines industries situées dans les limites du territoire sur lequel, ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins.

Cap De La Madeleine, ce 10 octobre 1959.

Le Procureur
des commissaires d'écoles
pour la municipalité de la cité
du Cap de la Madeleine
dans le comté de Champlain,
LÉON MÉTHOT.

52202-47-4-o

deleine", in the county of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session:

1. To have confirmed and ratified for all legal pruposes agreements reached between the school commissioners for the municipality of Cap De La Madeleine, in the county of Champlain and certain industries situated within the limits of the territory upon which they have jurisdiction;

2. For all other purposes.

Cap De La Madeleine, October 10, 1959.

Attorney
for the school commissioners
for the municipality of the city
of Cap de la Madeleine
in the county of Champlain,
LÉON METHOT.

52202-47-4

VILLE DE L'ILE PERROT

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de L'Ile Perrot" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 96, sur les matières suivantes: octroyer des deniers aux différentes oeuvres pour une somme de $2,000.00 par année; louer les édifices municipaux pour fins commerciales et autres; décréter qu'un avis de motion donné concernant un amendement au règlement de zonage aura pour effet de suspendre l'émission de permis de construction; règlementer l'espace nécessaire au stationnement; règlementer les plans de subdivisions ainsi que les changements; règlementer l'usage des plages et la location des embarcations; décréter que la taxe à être imposée sur les immeubles le soit en proportion du front ou de l'évaluation, pour services publics; décréter que la taxe spéciale prévue par l'article 440 de la Loi des cités et villes, pourra être prélevée même des propriétaires qui ne font pas usage de l'eau; amender l'article 522 de la Loi des cités et villes, pour préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; abroger les articles 27 et 31 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 96; et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1959.

Les Procureurs de la
Ville de l'Ile Perrot,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52210-47-4-o

TOWN OF ILE PERROT

Public notice is hereby given that the "Town of Ile Perrot" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the act 3-4 Elizabeth II, chapter 96, for the following purposes: to make grants to different associations for a sum of $2,000.00 per annum; to rent municipal buildings for commercial purposes or others; to decree that a notice of motion to amend zoning by-law will suspend the issue of building permits; to regulate the space required for the parking; to regulate the plans of subdivisions and changes; to regulate the use of beaches and the renting of boats; to decree that the tax to be imposed be in proportion of the frontage or valuation, for public services; to decree that the special tax, provided by section 440 of the Cities and Towns Act, shall be levied on the proprietors not making use of the water; to amend section 522 of the Cities and Towns Act to specify that this section applies to farmers; to repeal sections 27 and 31 of the Act 3-4 Elizabeth II, chapter 96; and for other purposes.

Montreal, November 17, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the
Town of Ile Perrot.

52210-47-4-o

VILLE DE SAINT-LÉONARD DE PORT-MAURICE

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Saint-Léonard de Port-Maurice" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 5 George V, chapitre 105 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pouvoir de changer de nom; droit d'octroyer des deniers; louer les édifices municipaux pour fins commerciales ou autres; décréter qu'un avis de motion pour amender le règlement de zonage suspendra l'émission de permis dans les zones affectées par le règlement proposé; droit de règlementer l'espace nécessaire au stationnement des automobiles; droit de règlementer les enseignes; pouvoir d'interrompre la circulation sur les rues afin de permettre l'exécution de certains travaux et le déblaiement de la neige et aussi déplacer les automobiles qui nuisent aux travaux; décréter que la taxe spéciale prévue par l'article 440 de la Loi des cités et villes, pourra être prélevée même des propriétaires qui ne font pas usage de l'eau; amender l'article 522 de la

TOWN OF ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE

Public notice is hereby given that the "Town of St-Léonard de Port-Maurice" will apply to the Legislature of the Province of Quebec for the adoption of an act amending its charter, the Act 5 George V, chapter 105 and the acts amending it, on the following matters: the right to change name; to make grants; to rent municipal buildings for commercial purposes or others; to decree that a notice of motion to amend the zoning by-law will suspend the issue of permits in the zones affected by the proposed by-law; to regulate the space required for the parking of vehicles; to regulate sign boards; to interrupt the circulation on streets so as to permit the execution of certain works and the snow revomal and to remove parked vehicles; to decree that the special tax provided by Section 440 of the Cities and Towns Act shall be levied on the proprietors not making use of the water; to amend Section 522 of the Cities and Towns Act to specify that this section applies to farmers; to amend by-law number 90 to amend the assessment provided for in

Loi des cités et villes pour préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; amender le règlement N° 90 afin de modifier la taxation prévue audit règlement; abroger l'article 22 de la loi 5 George V, chapitre 105; et pour autres fins.

Montréal, 16 novembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52211-47-4-o

VILLE DE ST-ELZÉAR

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de St-Elzéar" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 111, sur les matières suivantes: pouvoir de changer de nom; louer les édifices municipaux pour fins commerciales ou autres; droit d'être divisée en quartiers; décréter que trois échevins seront élus par les propriétaires seulement et que trois autres échevins par tous les électeurs municipaux; cens d'éligibilité requis pour la charge d'échevin; décréter qu'un avis de motion pour amender le règlement de zonage suspendre l'émission de permis dans les zones affectées par le règlement proposé; règlementer l'espace nécessaire au stationnement des automobiles; décréter que la taxe spéciale prévue par l'article 440 de la Loi des cités et villes, pourra être prélevée même des propriétaires qui ne font pas usage de l'eau; amender l'article 522 de la Loi des cités et villes pour préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; décréter que le vote sur un règlement adopté par le conseil, qui doit être approuvé par les électeurs propriétaires, devra être demandé par le nombre d'électeurs, tel que fixé par l'article 593; aborger l'article 11 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 111; et pour autres fins.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52212-47-4-o

VILLE DE DUVERNAY

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Duvernay", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 107, sur les matières suivantes: octroyer des deniers; droit de louer les édifices municipaux pour fins commerciales ou autres; diviser la ville en quartiers; cens d'éligibilité requis pour la charge d'échevin dans un quartier; fixer la date et les modalités des élections; abroger l'article 173a de la Loi des cités et villes; décréter qu'un avis de motion pour amender le réglement de zonage suspendra l'émission de permis dans les zones affectées par le règlement proposé, règlementer l'espace nécessaire au stationnement des automobiles; établir un tarif pour l'émission de certificat d'approbation des bâtisses; règlementer l'usage des plages et la location d'embarcations; règlementer le stationnement et l'usage des rues dans les cas de déblaiement de la neige et de l'exécution de certains travaux; décréter que la taxe spéciale prévue par l'article 440 de la loi des cités et villes pourra être prélevée même des propriétaires qui ne font pas usage de l'eau; amender l'article 522 de la loi des cités et villes pour préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; créer un fonds de roulement; modifier la taxation des réglements numéros 221, said by-law; to abrogate Section 22 of the Act 5 George V, chapter 105; and for other purposes.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

52211-47-4-o

TOWN OF ST-ELZÉAR

Public notice is hereby given that the "Town of St-Elzéar" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 4-5 Elizabeth II, chapter 111, on the following matters: the right to change name; right to rent municipal buildings for commercial purposes or others; the right to divide the town in wards; to decree that three aldermen will be elected by the proprietors only and three aldermen by all municipal electors; qualification required for the post of alderman; to decree that a notice of motion to amend the zoning by-law shall suspend the issue of permits in the zones affected by the proposed by-law; to regulate the space required for the parking of vehicles; to decree that the special tax provided by Section 440 of the Cities and Towns Act shall be levied on the proprietors not making use of the water; to amend Section 522 of the Cities and Towns Act to specity that this section applies to farmers; to decree that the vote on a by-law adopted by the council and to be approved by the electors-proprietors shall be asked by the number of electors as fixed by Section 593; to abrogate Section 11 of the Act 4-5 Elizabeth II, chapter 111; and for other purposes.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

52212-47-4-o

TOWN OF DUVERNAY

Public notice is hereby given that the "Town of Duvernay", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the adpotion of an act amending its charter, the Act 6-7 Elizabeth II, chapter 107, on the following matters: to give grants; right to rent municipal buildings for commercial purposes or others; to divide the town in wards; to fix the required qualifications for aldermen in wards; to determine the date and the formalities of elections; to abregate article 173a of the Cities and Towns Act; to decree that a notice of motion to amend the zoning by-law shall suspend the issue of permits in the zones affected by the proposed by-law; to regulate the space required for the parking of vehicles; to establish a fee for the issue of certificat for the approbation of buildings; to regulate the use of beaches and the renting of boats; to regulate the parking and the use of streets in case of snow removal or the execution of certain works; to decree that the special tax provided by Section 440 of the Cities and Towns shall be levied on the proprietors not making use of the water; to amend Section 522 of the Cities and Towns Act to specify that this section applies to farmers; to create a sinking-fund; to modify the taxation of by-laws Nos. 221, 232, 236, 237, 234, 254, 259, 266, 274, 269 and 281; to abrogate Articles 11, 12 and 14 of

232, 236, 237, 234, 254, 259, 266, 274, 269 et 281; abroger les articles 11,12 et 14 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 107, et pour autres fins.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52213-47-4-o

CITÉ DE CÔTE SAINT-LUC

Avis public est, par les présentes, donné que la "Cité de Côte Saint-Luc" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98, et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: octoyer des deniers; louer les édifices municipaux pour fins commerciales ou autres; établir une commission d'urbanisme; décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "le gérant"; abroger les articles 110,111, 112, 115, 118, 119, 120 et 121 de la Loi des cités et villes; qualification aux charges municipales par le conjoint; fixer la date et les modalités des élections; abroger les articles 173*a* et 173*b* de la Loi des cités et villes; grouper les bureaux de votation dans les salles d'écoles ou autres; décréter qu'un avis de motion pour amender le règlement de zonage suspendra l'émission de permis dans les zones affectées par le règlement proposé; règlementer les conditions d'occupation des maisons d'habitation; règlementer l'espace nécessaire au stationnement des automobiles; règlementer les enseignes; fixer le nombre des électeurs-propriétaires qui pourront demander le vote sur un règlement; règlementer la construction et la hauteur des clôtures; déclarer propriété de la cité les rues, places publiques et trottoirs sur lesquels les taxes n'ont pas été payées depuis au moins trois ans; obliger tout propriétaire à céder à la cité, pour fins de parcs et de terrains de jeux, une partie du terrain; interrompre la circulation sur les rues, afin de permettre l'exécution de certains travaux et le déblaiement de la neige et déplacer les automobiles qui nuisent aux travaux; amender l'article 7 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 106 afin de permettre le prélèvement d'une taxe en proportion du front ou de l'évaluation; payer une pension à tout employé ou officier qui aura été au service de la cité durant au moins trente ans; fixer la méthode d'évaluation des immeubles par destination; réduire l'évaluation des maisons unifamiliales; amender l'article 522 afin de préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; fixer le nombre d'électeurs requis pour demander la votation sur un règlement d'emprunt, tel qu'établi par la Loi des cités et villes; ratifier les ventes faites par le secrétaire-trésorier au cours de l'année 1952, des lots Nos 88-151 et 152 et 88-110; pouvoir de présenter une requête devant la Cour de magistrat pour ratifier, dans le cas de ventes pour taxes, lorsqu'il y a eu erreur dans la désignation du propriétaire; abroger l'article 26 de la loi 15-16 George VI, chapitre 96; et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1959.

Les procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52214-47-4-o

CITÉ DE LACHINE

Avis public est, par les présentes, donné que la "Cité de Lachine" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements,

the Act 6-7 Elizaveth II, Chapter 107; and for other purposes.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the petitioner.

52213-47-4-o

CITÉ OF CÔTE SAINT-LUC

Public notice is hereby given that the "City of Côte Saint-Luc" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 15-16 George VI, chapter 98 and the acts amending it, on the following matters: to make grants; to rent municipal buildings for commercial purposes or others; to create a town planning commission; to create a municipal charge, the holder whereof will be called "the manager"; to abrogate Sections 110, 111, 112, 115, 118, 119, 120 and 121 of the Cities and Towns Act; qualification for municipal charges through the consort; to fix the date and the formalities of elections; to abrogate sections 173*a* and 173*b* of the Cities and Towns Act; to group several polls in school halls or others; to decree that a notice of motion to amend the zoning by-law shall suspend the issue of permits in the zones affected by the proposed by-law; to regulate the conditions of occupancy of dwellings; to regulate the space required for the parking of vehicles; to regule sign boards; to fix the number of electors-proprietors that may ask the vote on a by-law; to regulate the construction and the height of fences; to declare the City owner of streets, public places and sidewalks of which the land has not been taxed for at least there years; to force the proprietor to cede to the corporation, for parks or playgrounds purposes, an area of land not exceeding five per cent of the land; to interrupt the circulation in streets such as to permit the execution of certain works and the snow removal and to remove parked vehicles; to amend Section 7 of the Act 3-4 Elizabeth II, chapter 106 to permit the assessment of a tax on the proportion of frontage or of valuation; to grant a pension to all employees or officers of the City after 30 years services; to fix the method of valuation of immoveables by use of same; reduce the valuation of one-family dwelling; to amend Section 522 to specify that this section applies to farmers; to decree that the vote on a by-law adopted by the council and to be approved by the electors-proprietors shall be asked by the number of electors as fixed by Section 593; to validate sales made by the Secretary-Treasurer during the year 1952, of lots Nos. 88-151 and 152 and 88-110; to present a petition before the Court of Magistrate to ratify, in case of sales for taxes, when there has been an error in the designation of the owner; to abrogate Section 26 of the Act 15-16 George VI, chapter 96; and for other purposes.

Montreal, November 17, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

52214-47-4-o

CITY OF LACHINE

Public notice is hereby given that the "City of Lachine" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for

sur les matières suivantes: pour fixer l'époque de l'assermentation du maire et des échevins; accorder le droit de vote aux locataires dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation; amender l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 126, concernant les taxes d'affaires; amender l'article 2, de la loi 3 George VI, chapitre 109, concernant les enseignes sur les édifices commerciaux; amender l'article 14 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 56, concernant la construction de maisons à appartements avec commerces de première classe; amender le règlement de zonage, afin de défendre: les industries de deuxième classe dans les zones 5, 6 et 8, l'exploitation de tout commerce sur les lots 197, 198 et 223, situés das la zone 7, et les résidences de quatrième classe dans la zone 16, tels règlements étant soumis à l'approbation des électers; ratifier un acte d'échange entre la cité de Lachine et Abe Robins & Al; obtenir l'autorisation de fermer la ruelle étant les subdivisions 1 à 26 inclusivement du lot 640 du lot originaire 753 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine; ratifier l'acte de vente intervenu entre la cité de Lachine et Harrington Tool & Die Company Limited, concernant la subdivision 1019 du lot originaire 753; et pour autres fins.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52216-47-4-o

VILLE DE DORION

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Dorion", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 6 George V, chapitre 59 et ses amendements, sur les matières suivantes: droit d'octroyer des deniers; droit de louer les édifices municipaux pour fins commerciales ou autres; décréter qu'un avis de motion pour amender le règlement de zonage suspendra l'émission de permis dans les zones affectées par le règlement proposé; droit de règlementer les conditions d'occupation des maisons d'habitation; règlement l'espace nécessaire au stationnement des automobiles; règlementer les enseignes; règlementer la construction et la hauteur des clôtures; règlementer l'usage des plages et la location d'embarcation; pouvoir d'interrompre la circulation sur les rues afin de permettre l'exécution de certains travaux et le déblaiement de la neige et aussi déplacer les automobiles qui nuisent aux travaux; décréter que la taxe spéciale prévue par l'article 440 de la Loi des cités et villes pourra être prélevée même des propriétaires qui ne font pas usage de l'eau; accorder une pension à tout employé ou officier de la ville après 30 ans de service; fixer l'évaluation de Pasolds (Canada) Ltd. à soixante pour cent de la valeur réelle, pour une période de cinq ans; amender l'article 522 de la Loi des cités et villes pour préciser que cet article s'applique aux cultivateurs; modifier la taxation du règlement No 205; abroger les articles 12, 14, 17, 22 et 23 de la loi 6 George V, chapitre 59, ainsi que l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 96; et pour autres fins.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU
& POUPART.

52215-47-4-o

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LASALLE

Avis public est, par les présentes, donné que Les commissaires d'écoles de la "Commission des

the following purposes: to fix the time of attestation for the mayor and aldermen; to grant the right of voting to tenants inscribed on valuation roll; to amend section 6 of Act 21 George V, chapter 126, concerning busienss taxes; to amend section 2 of Act 3 George VI, chapter 109, concerning sign-boards on commercial buildings; to amend section 14 of Act 7-8 Elizabeth II, chapter 56, concerning the construction of apartment houses, with first class trades; to amend zoning by-law, in order to prohibit: second class industries in zones 5, 6 and 8, exploitation of any trade on lots 197, 198 and 223, situated within zone 7, and fourth class residences in zone 16, such by-laws being submitted to the approval of electors; to ratify an act of exchange between the city of Lachine and Abe Robins & Al; to have he authorization to close a lane beign subdivisions 1 to 26 inclusively of lot 640 of original lot 753 of plan and book of references of the town of Lachine; to ratify the deed of sale intervened between the city of Lachine and Harrington Tool & Die Company Limited, concerning subdivision 1019 or original lot 753, and for other purposes.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the city of Lachine.

52216-47-4-o

TOWN OF DORION

Plublic notice is hereby given that the "Town of Dorion", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act amending its charter, the Act 6 George V, Chapter 59 and its amendments, on the following matters: the right to make grants; to rent municipal buildings for commercial purposes or others; to decree that a notice of motion to amend the zoning by-law will suspend the issue of permits in the zones affected by the proposed by-law; to regulate the occupancy conditions of dwellings; to regulate the space required for the parking of vehicles; to regulate sign boards; to regulate the construction and the height of fences; to regulate the use of beaches and the renting of boats; to interrupt the circulation on streets such as to permit the execution of certain works and the snow removal and to remove parked vehicles; to decree that the special tax provided by Section 440 of the Cities and Towns Act shall be levied on the proprietors not making use of the water; to grant a pension to all employees or officers of the Town after 30 years service; to fix the valuation of Pasolds (Canada) Ltd. to sixty per cent of its real value, for a period of five years; to amend Section 522 of the Cities and Towns Act to specify that this section applies to farmers; to modify the assessment of by-law number 205; to abrogate sections 12, 14, 17, 22 and 23 of the Act 6 George V, Chapter 59 and section 6 of the Act 15-16 George VI, Chapter 96, and for other purposes.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the petitioner.

52215-47-4-o

LASALLE CATHOLIC SCHOOL BOARD

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the "LaSalle Catholic School

Écoles catholiques de LaSalle" s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: établir les qualités requises des électeurs aux élections des commissaires ou syndics d'écoles; établir une caisse de retraite contributive pour certaines classes de leurs employés qui ne sont pas admis par la Loi de l'instruction public à bénéficier du fonds de pension général; fixer une indemnité aux commissaires d'écoles; cens d'éligibilité requis pour être commissaires ou syndics d'écoles; et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1959.

Les Procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU
52217-47-4-o & POUPART.

Board" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the adoption of an Act on the following matters: to establish the qualifications required to the electors of commissioners or trustees; to establish a contributory retirement pension for certain classes of their employees who do not benefit from the general pension fund provided by the Public Instruction Act; to fix an indemnity to the School Commissioners; qualifications required for candidated to the post of commissioner or trustee; and for other purposes.

Montreal, November 17, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
52217-47-4-o Attorneys for the Petitioners.

SUCCESSION PAUL BROSSARD

Avis public est par les présentes donné que Gilles Brossard, journalier, domicilié à Ville Brossard, Fernand Brossard, journalier, résidant à 1279 de la rue Albert, cité de Laflèche, et Ernest Brossard, journalier, résidant au numéro 191 rue Redmond, à Croydon, ville St-Hubert, tous dans le district de Montréal, dans la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi octroyant au curateur à la personne et aux biens de Dame Zéphirina Lavoie veuve non remariée de Paul Brossard, de procéder semi-annuellement au partage définitif en parts égales entre vos pétitionnaires des revenus des biens de cette dernière, après avoir pourvu adéquatement à son entretien, son hospitalisation et ses besoins, et aussi de vendre gré à gré et sans formalité ou autorité de justice, tous et chacun des immeubles faisant partie de la succession de Paul Brossard et de la communauté de biens ayant existé entre ce dernier et son épouse Dame Zéphirina Lavoie ci-dessus mentionnée, avec l'obligation de placer le produit de ces ventes selon les dispositions des articles 981 et suivants du Code civil.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LACROIX, VIAU
52218-47-4-o & POUPART.

ESTATE OF PAUL BROSSARD

Public notice is hereby given that Gilles Brossard, labourer, living in the town of Brossard, Fernand Brossard, labourer, living at 1279 Albert Street, City of Laflèche, and Ernest Brossard, labourer, living at 191, Redmond Street, at Croydon, town of St. Hubert, all of the district of Montreal, in the Province of Quebec, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, in order to obtain the passing of a law to give the right to the curator to the person and to the assets of Dame Zéphirina Lavoie unmarried widow of Paul Brossard, to proceed semi-annually to the definit partition in equal shares between your petitioners of all the revenues of the assets of said Dame Sephirina Lavoie, after having provided adequately to her maintenance, hospitalization and her needs, and also to sell all rights without any legual authority of proceedings, any and all immoveables being part of the estate of the late Paul Brossard and of community of property which had existed between this later and his hereinabove mentioned spouse Dame Zéphirina Lavoie, with the obligation to invest the capital revenue of these shares according to section 981 of the Civil Code.

Montreal, November 16, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART.
52218-47-4-o Attorneys of the Petitioners.

VILLE DE DOLLARD

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité de Dollard des Ormeaux s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Dollard" et pour obtenir certains pouvoirs: pour fixer la date et les modalités des élections; règlementer les conditions d'occupation des maisons d'habitation; règlemneter les plans de subdivisions; fixer l'évaluation des terres en culture à $50.00 l'arpent, pourvu que la superficie soit d'au moins 5 arpents; règlementer le prélèvement des taxes même sur les immeubles qui ne font pas usage immédiat des services publics; échanger une partie du lot 52 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève pour une partie des lots 289, 33, 34 et 35 dudit cadastre, avec la ville de Pierrefonds; et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1959.

Les Procureurs de la municipalité de
Dollard des Ormeaux,
LACROIX, VIAU
52219-47-4-o & POUPART.

TOWN OF DOLLARD

Public notice is hereby given that the municipality of Dollard des Ormeaux will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to erect its territory into town under the name of "Town of Dollard" and to obtain certain powers: to fix the date and modalities of elections; to regulate the conditions of occupancy of dwelling-houses; to regulate the plans of subdivisions; to fix valuation of lands under cultivation at $50.-00 per acre, provided that the area be at least 5 acres; to regulate the levying of taxes even on immoveables which do not make immediate use of public services; to exchange part of lot 52 of the official cadastre of the parish of Ste. Geneviève for part of lots 289, 33, 34 and 35 of the said cadastre, with the Town of Pierrefonds; and for other purposes.

Montreal, November 17, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorneys for the Municipality of
52219-47-4-o Dollard des Ormeaux.

CORPORATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PROFESSIONNELS DE LA PROVINCE

Avis est, par les présentes, donné que la "Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of professional social workers of the Province of Quebec", fera une demande à la Législature de la province de Québec, à sa pésente ou à sa prochaine session afin d'obtenir la passation d'une loi aux fins d'être formée en corporation professionnelle avec les pouvoirs généraux nécessaires à son administration, à l'admission de ses membres, à l'attribution et l'usage des titres et de leurs initiales, à la détermination des contributions et autres pouvoirs ordinairement accordés aux corporations de même nature.

Montréal, le 16 novembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,

52221-47-4-o TORMEY & GUÉRIN.

LA VILLE DE LAC MÉGANTIC

Avis est par les présentes donné que "La Ville de Lac Mégantic" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels.

1° Création d'un fonds industriel de $100,000.-00.

2° Création d'une Commission d'urbanisme;

3° Et autres fins.

Québec, ce 24 octobre 1959.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

52254-47-4-o LA ROCHE FORTIN & TARDIF.

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE STE-FOY

Avis est par les présentes donné que "La Municipalité Scolaire de la Paroisse de Ste-Foy", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels.

1° Changer le nom de la Pétitionnaire;

2° Le pouvoir d'établir une caisse retraite contributive;

3° Le pouvoir de porter à six pour cent (6%) l'an le taux d'intérêt des taxes scolaires;

4° Le pouvoir de modifier le mode de taxation des immeubles réputés commerciaux;

5° Le pouvoir d'inscrire au rôle d'évaluation, le nom des nouveaux propriétaires, en tout temps, après l'adoption du rôle;

6° Le pouvoir de mettre fin à l'engagement d'une institutrice qui contracte mariage;

7° Et autres fins.

Québec, ce 23 octobre 1959.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

52255-47-4-o LA ROCHE FORTIN & TARDIF.

GAÉTAN MARSAN

Avis public est par la présente, donné que Gaétan Marsan, couvreur de Ste-Julienne, comté de Montcalm, Province de Québec, s'adressera à la législature de la Province de Québec aussitôt que possible à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi intitulée: "Loi concernant le testament de Didace Lavoie"; laquelle loi aura pour effet de valider:

1° Une vente par Isidore Rondeau à Gaétan Marsan, le 26 octobre 1959, devant Me Jean-Paul Bonin, sous le numéro 8244 des minutes dudit notaire. Cette vente concerne un immeuble désigné comme suit audit acte:

CORPORATION OF PROFESSIONAL SOCIAL WORKERS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Notice is hereby given that the "Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec — Corporation of professional social workers of the Province of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to have enacted a law to constitute it in a professional corporation with all general powers as to its administration, the admission of its members, the granting and use of titles and their initials, the determination of contributions and other powers ordinarily granted to corporations of a similar nature.

Montreal, November 16th, 1959.

TORMEY & GUÉRIN,

52221-47-4-o Attorney for thepetitioner.

LA VILLE DE LAC MÉGANTIC

Notice is hereby given that "La Ville de Lac Mégantic" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act granting the said Petitioner increased powers.

1. To constituate an industrial fund amounting to $100,000.00;

2. To establish a town-planning Commission;

3. And others.

Quebec, October 24th, 1959.

LA ROCHE FORTIN & TARDIF,

52254-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE STE-FOY

Notice is hereby given that "La Municipalité Scolaire de la Paroisse de Ste-Foy" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its presente Session, for the adoption of an act granting the said petitioner increased powers.

1. To change its name:

2. Power to establish a contributive retiring pension fund:

3. Power to increase to six per cent per annum the interest on school taxes;

4. Certain powers to modify the method of taxation of certain commercial properties:

5. Power to insert on the valuation role the names of the new proprietors at all times, after the adoption of the role,

6. Power to cancell the engagement of a female teacher who gets married:

7. And other powers.

Quebec, October 23rd, 1959.

LA ROCHE FORTIN & TARDIF,

52255-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

GAÉTAN MARSAN

Public notice is hereby given that Gaétan Marsan, roofer of Ste-Julienne, county of Montcalm, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, as soon as possible at its present session, for the adoption of an Act entitled "Act respecting the will of Didace Lavoie"; which Act shall have the effect of validating:

1. A sale by Isidore Rondeau to Gaétan Marsan, on October 26, 1959, before Me Jean-Paul Bonin, under number 8244 of the Minutes of the said notary. This sale concerns an immoveable designated as follows in the deed:

Un emplacement faisant partie du lot originaire numéro neuf cent vingt et un (Partie 921) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, ayant une superficie d'environ deux arpents, et bornée comme suit: au sud, par le chemin public, au nord, par la partie du même lot vendu par Joseph Collin & al, à Stanislas Simard & al, le quatre septembre mil neuf cent trente et un (1931), à l'est, par la partie du lot 923 du même cadastre, appartenant à Jos. Lavallée et Alfred legault, à l'ouest, par le lot 925 appartenant à l'acquéreur et pâr une partie du lot 928 appartenant à Alexandre Perreault.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

2° Une vente par Alexandre Perreault à Gaétan Marsan, passée devant Me Jean-Paul Bonin, notaire à Montréal, le 26 octobre 1959, sous le numéro 8245 des minutes dudit notaire. Cette vente comprenait les immeubles désignés comme suit audit acte, savoir:

1° Une terre située dans le rang de la Petite Rivière, Paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, comme sur le plan et livre de renvoi officiels, du cadastre de ladite paroisse, sous les numéros neuf cent vingt-six, neuf cent vingt-huit et neuf cent vingt-neuf.

Avec les bâtisses y érigées.

2° Une terre située dans le même rang, connue sur lesdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro neuf cent quarante-quatre et des numéros neuf cent quarante-cinq et neuf cent quarante-six (P. N° 944, 945 et 946) bornée d'un bout par la petite rivière, en arrière et d'un côté au terrain de Azarie Beauchamp ou représentants, et de l'autre côté par Fabien Marsan ou représentants.

3° Un terrain situé dans le même rang, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de Ste-Julienne, sous le numéro neuf cent vingt (920).

4° Un lopin de terre connu sur lesdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie de lot numéro neuf cent vingt et un (Partie 921) borné d'un bout au chemin du roi, d'un bout à la rivière, d'un côté au N° 928, et de l'autre côté à L. Henry.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Nonobstant la prohibition d'aliéner, stipulée au testament de feu Didace Lavoie et la condition faite par ledit testament, à Alexandre Perreault de ne pas recevoir ses parents.

Montréal, 4 novembre 1959.

1290 St-Denis, ch. 34.

Le Procureur de Gaétan Marsan,

52279-48-4-o ROD. GARIÉPY.

An emplacement forming part of the original lot number nine hundred and twenty-one (Part 921) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, having an area of about two arpents, and bounded as follows: on the south, by the public road, on the north, by that part of the same lot sold by Joseph Collin & al, to Stanislas Simard & al, on September fourth, one thousand nine hundred and thirty-one (1931), on the East, by that part of lot 923 of the same cadaster, belonging to Jos. Lavallée and Alfred Legault, on the west, by lot 925 belonging to the purchaser and by a part of lot 928 belonging to Alexandre Perreault.

As the whole is to be found presently with all the active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the said immoveable.

2. A sale by Alexandre Perreault to Gaétan Marsan, passed before Me Jean-Paul Bonin, notary at Montreal, on October 26, 1959, under number 8245 of the Minutes of the said notary. This was comprised of the immoveables designated as follows in the said deed, to wit:

1. A farm situated in the range of Petite Rivière, parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, as on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the said parish, under numbers nine hundred and twenty-six, nine hundred and twenty-eight, and nine hundred and twenty-nine.

With the buildings thereon erected.

2. A farm situated in the same range, as on the same official plan and in the book of reference as forming part of lot number nine hundred and forty-four and of numbers nine hundred and forty-five and nine hundred and forty-six (Pt. No. 944, 945 and 946) bounded at one end by the Petite Rivière, in rear and on one side by the land of Azarie Beauchamp or representatives, and on the other side by Fabien Marsan or representatives.

3. A lot of land situated in the same range, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of Ste-Julienne, under number nine hundred and twenty (920).

4. A strip of land known on the said official plan and in the book of reference as forming part of lot number nine hundred and twenty-one (Part 921) bounded at one end of the King's highway, at one end by the river, on one side by No. 928, and on the other side, by L. Henry.

As the whole is presently to be foundwith all the active and passive servitudes, apparant and unapparent, attached to the said immoveables.

Notwithstanding the prohibition to alienate, stipulated in the will of the late Didace Lavoie and conditions made by the said will, to Alexandre Perreault not to receive his relatives.

Montreal, November 4, 1959.

1290, St-Denis, Room 34.

ROD. GARIÉPY,

52279-48-4 Attorney for Gaétan Marsan.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA TUQUE

Avis public est par les présentes donne que les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa session actuellement en cours, pour faire insérer des dispositions les concernant dans le bill présenté par la ville de La Tuque à ladite Législature actuellement en session.

Ledit bill de la ville de La Tuque ayant pour objet de "faire ratifier son règlement numéro 441

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LA TUQUE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of La Tuque in the county of Laviolette will apply to the Legislature of Quebec, at the present session, to have certain provisions regarding them inserted in the bill to be presented by the town of La Tuque to the said Legislature at its present session.

The said bill of the town of La Tuque having for its object: "to have ratified its by-law number

concernant l'évaluation et les impositions foncières de St-Maurice Power Corporation dans la ville de La Tuque", les commissaires d'école susmentionnés demanderont qu'il y soit inséré les dispositions nécessaires aux intérêts de l'éducation et à la bonne administration de leurs affaires de même qu'à la sauvegarde, au respect et à l'exercice de leurs droits et des droits de leurs contribuables en ce qui concerne l'évaluation et les impositions foncières de St-Maurice Power Corporation Limited dans la ville de La Tuque.

La Tuque, 18 novembre 1959.

Les Procureurs des Commissaires d'école de la municipalité de La Tuque dans le comté de Laviolette,
JEAN-MARIE CARRIER,
JEAN-MARIE BUREAU, C.R.

52286-48-4-o

---

441 concerning the valuation and taxation of Saint-Maurice Power Corporation's real property within the town of La Tuque" the abovementioned School Commissioners will request that there be inserted therein provisions necessary for the educational interests and proper administration of their affairs as well as for the protection of their rights and those of their taxpayers in the valuation and taxation of St. Maurice Corporation Limited's real property within the town of La Tuque.

La Tuque, November 18th, 1959.

JEAN-MARIE CARRIER,
JEAN-MARIE BUREAU, Q.C.,
Attorneys for the School Commissioners of the municipality of La Tuque, in the county of Laviolette.

52286-48-4-o

L'INDUSTRIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Avis est par les présentes donné que "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie" s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1. Pour autoriser la Compagnie à émettre des contrats sur une base variable et pour augmenter ses pouvoirs en conséquence;
2. Et pour d'autres fins.

Sillery, Québec, 17 novembre 1959.

L'Industrielle Compagnie
d'Assurance sur la Vie,
par: Le Président,
J. LOUIS LEVESQUE.
Le Secrétaire.
ANDRÉ CHARRON.

52278-48-4-o

INDUSTRIAL LIFE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "Industrial Life Insurance Company" will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session to obtain the adoption of a law amending its charter for the following purposes, namely:

1. To authorize the company to issue contracts on a variable basis and to increase its powers accordingly;
2. And for other purposes.

Sillery, Quebec, November 17th, 1959.

Industrial Life
Insurance Company,
per: J. LOUIS LEVESQUE,
President.
ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

52278-48-4-o

CORPORATION DE LA VILLE DE DANVILLE

Avis public est, par les présentes, donné que la "Corporation de la Ville de Danville" présentera à la présente session de la Législature Provinciale de Québec, un bill privé en vue d'accorder à la ville de Danville des pouvoirs additionnels, et en vue de modifier et d'ajouter certaines dispositions à la Loi des cités et villes, savoir: de créer un fonds industriel de $150,000.00, de conclure des ententes avec toute société, personne ou corporation relativement au transport et à la livraison de gaz aux consommateurs, de priver un électeur d'être inscrit sur la liste des électeurs et de voter si ses redevances ou taxes municipales ne sont pas payées à la ville, de fixer la durée du terme du maire et des échevins à trois ans, de tenir des élections annuelles pour deux échevins, pour exiger, en sus de toute taxe, une compensation pour le service d'égouts, suivant un tarif jugé convenable, pour limiter et règlementer les taxis, pour recouvrer de l'ancien et du nouveau locataire des taxes de locataire proportionnellement à la période d'occupation, pour rendre responsable un propriétaire des taxes de locataire, à défaut d'aviser du départ de son locataire, et autres fins.

Danville, ce 12 novembre 1959.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
J. GILLES GEOFFROY,
Avocat.

52287-48-4-o

CORPORATION OF THE TOWN OF DANVILLE

Public notice is given by these presents that the "Corporation of the Town of Danville" will present at the present session of the Provincial Legislature of Quebec a private bill in view of granting to the town of Danville additional powers and in view of amending and adding certain provisions to the Cities and Towns Act, to wit: to create an industrial fund of $150,000.00, to conclude agreements with any assciation, person or corporation relative to the transportation and delivery of gas to consumers, to deprive an elector to be inscribed on the electoral lis and to vote should his property or municipal taxes not be paied to the town, to fix the length of term for mayor aldermen to three years, to hold annual elections for two aldermen, to exact, over and above any tax, a compensation for sewer service, according to a tariff as judged proper, to limit and regulate taxis, to recover from old and new tenants a rental tax in proportion to period of occupation, to render a proprietor responsible for tenants' taxes, in default of advising the departure of tenants, and for other purposes.

Danville, November 12, 1959.

J. GILLES GEOFFROY,
Advocate,
Attorney for the Petitioner.

52287-48-4

DRURY'S LIMITED

Avis public est, par les présentes, donné, que la corporation "Drury's Limited" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal aux fins de clarifier la signification du mot "locataire" mentionné à l'article 428 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée.

Montréal, le 24 novembre 1959.

Les Procureurs de Drury's Limited,

LACROIX, VIAU
& POUPART.

52304-48-4-o

DRURY'S LIMITED

Public notice, is hereby given, that the corporation "Drury's Limited" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act amending the proposed law to be presented by the city of Montreal in order to clarify the meaning of the word "tenant" mentioned in Section 428 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended.

Montreal, November 24, 1959.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
Attorney for Drury's Limited.

52304-48-4-o

LES SYNDICS DES ÉCOLES COMPLÉMENTAIRES DU COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est, par les présentes, donné que Les syndics des écoles complémentaires du comté de Chambly s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: création d'une corporation sous le nom de "La commission des écoles secondaires du comté de Chambly"; établir les conditions d'admission dans la corporation; déclarer que les pouvoirs et obligations des commissions scolaires, en vertu de la Loi de l'Instruction publique, s'appliquent à la nouvelle corporation; établir la date et la procédure des élections des membres de la corporation; fixer le quorum des assemblées; établir de quelle manière une rémunération pourra être accordée aux membres de la corporation; établir les pouvoirs d'emprunt; établir les méthodes de préparation du budget et de son approbation; collection des taxes; établir la manière de régler tout litige entre la corporation et ses membres; et pour autres fins.

Montréal, le 24 novembre 1959.

Les procureurs des pétitionnaires,
LACROIX, VIAU & POUPART.

52325-48-4-o

THE SYNDICS OF HIGH SCHOOL OF CHAMBLY COUNTY

Public notice is hereby given that The syndics of high school of Chambly county shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes: creation of a new corporation under the name of "The high school Board of county of Chambly"; to establish the conditions of admission in the corporation; to declare that the powers and obligations of the school commissions, in virtue of the Education Act, shall apply to the new corporation; to establish the date and proceeding of elections of the members of the corporation; to fix the quorum of meetings; to establish the manner the remuneration shall be granted to the members of the corporation; to establish the borrowing powers; to establish the methods of preparing of the budget; collection of taxes; to establish the manner to settle any litigation between the corporation and its members; and for other purposes.

Montreal, November 24, 1959.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioners.

52325-48-4-o

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE JACQUES CARTIER

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques Cartier", s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Pour faire changer la date de l'assemblée annuelle des contribuables et la date de l'élection des Commissaires;

Pour autoriser l'exécution d'un contrat pour les services du Secrétaire-trésorier et du Directeur général des écoles pour un terme n'excédant pas cinq ans;

Pour autoriser le paiement des frais de perception contre les contribuables en défaut;

Pour augmenter, pour fin d'éducation, la taxe de vente de un (1%) pour cent à deux (2%) pour cent dans les limites de leur municipalité scolaire;

Pour créer un fonds de roulement;

Et pour toutes autres fins.

Jacques-Cartier, le 24 novembre 1959.

Le procureur de la requérante,
MARIO DU MESNIL.

52331-48-4-o

CITY OF JACQUES CARTIER CATHOLIC SCHOOL COMMISSION

Public notice is hereby given that the "City of Jacques Cartier Catholic School Commission", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an act for the following purposes:

To change the date of the annual meeting of the ratepayers and the date of election of the school commissioners;

To authorize the passing of a contract for the services of the Secretary-Treasurer and of the School Director for a term not exceeding five years;

To authorize the payment of the costs of collection against ratepayers who are in default;

To increase, for educational purpose, the sale tax from one (1%) per cent to two (2%) per cent within the limits of their school municipality;

To establish a sinking fund;

And for all other purposes.

Jacques-Cartier, November 24th, 1959.

MARIO DU MESNIL,
Attorney for the petitioner.

52331-48-4-o

DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Avis public est présentement donné que "Dame Amélia-Renée Lesnowski", épouse de Oscar Gagnon, demeurant à ville Mont-Royal, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi la déclarant la véritable acquéreure de l'immeuble mentionné à l'acte de vente du 11 octobre 1944, sis à ville Mont-Royal, par devant Maître George-Carlyle Marler.

Montréal, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52362-49-4-o LÉONARD TRÉPANIER, C.R.

DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Public notice is hereby given that "Dame Amélia-Renée Lesnowski", wife of Oscar Gagnon, residing at the town of Mont-Royal, is petitioning the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at the present session, for the enactment of a law declaring her the true owner of the property mentioned in the Deed of Land dated October 11th, 1944, which property is situated in the town of Mont-Royal, before Mr. George Carlyle Marler, notary.

Montreal, November 24th, 1959.

LÉONARD TRÉPANIER, Q.C.,
52362-49-4-o Attorney for Petitioner.

SUCCESSION DU DR ALYRE AUBIN

Avis public est par les présentes donné que Dame Alyre Aubin, de Ste-Thècle, dans le comté de Laviolette, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi concernant le décès et la "succession du Dr Alyre Aubin", aux fins de confirmer son décès et de prévoir l'émission et l'enregistrement d'un certificat de décès, et autres fins.

Ste-Thècle, 3 octobre 1959.

52363-49-4-o Dame ALYRE AUBIN.

ESTATE OF DR ALYRE AUBIN

Public notice is hereby given that Mrs Alyre Aubin, of St. Thecle, in the county of Laviolette, will apply to the legislature, at its present Session, to demand the adoption of a law respecting the death and the "estate of Dr Alyre Aubin", in order to confirm his death and for the purpose of allowing the issuance and registration of a death's certificate and other purposes.

St. Thecle, October 3rd, 1959.

52363-49-4-o Mrs. ALYRE AUBIN.

ASSOCIATION DES CITOYENS D'OUTREMONT INC.

Avis est par les présentes donné que l'"Association des Citoyens d'Outremont Inc." s'adressera à la Législature Provinciale à sa présente session, lors de la présentation du bill de la cité d'Outremont, pour y proposer les amendements suivants à l'effet de:

a) régir et déterminer le mode d'élection des échevins de ladite cité par les locataires et les propriétaires;

b) régir d'une façon appropriée la disposition des fonds de la municipalité par voie de budget ou autrement;

c) déterminer et préciser les fonctions du Maire, la rédaction des agendas des assemblées du Conseil et soumettre toute autre suggestion qui aura pour effet d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de la cité, dans le meilleur intérêt de la population.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureurs,
DURANLEAU, DUPRÉ,
DURANLEAU, LETTE &
52364-49-4-o COUSINEAU.

ASSOCIATION DES CITOYENS D'OUTREMONT INC.

Notice is hereby given that the "Association des Citoyens d'Outremont Inc.", will apply to the Provincial Legislature at its present session, when the bill for the city of Outremont will be presented, to propose the following amendments to the effect that:

a) to govern and determine the method for the election of aldermen of the said city by the tenants and property-onwers;

b) to govern in an appropriate way the disposal of the funds of the municipality through the budget or otherwise;

c) to determine and specify the duties of the Mayor, the drawing-up of agendas for the meetings of the council and to submit any other suggestion which may have for effect the proper management of the city Council, in the best interests of the population.

Montreal, November 26, 1959.

DURANLEAU, DUPRÉ,
DURANLEAU, LETTE &
COUSINEAU,
52364-49-4-o Attorneys.

CORPORATION DES MAÎTRES-NETTOYEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que la "Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a) les constituer en corporation;

b) les autoriser à définir les obligations et les responsabilités des membres.

c) leur accorder les pouvoirs d'administration et de règlementation usuels.

Montréal, 25 novembre 1959.

L'Avocat de la Requérante,
52366-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

CORPORATION OF MASTER-CLEANERS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the "Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purposes:

a) to incorporate them.

b) to authorize them to define the obligations and responsibilities of their members.

c) to grant them the usual powers of administration and regulation.

Montreal, November 25th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52366-49-4-o Attorney for the petitioner.

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE DORVAL

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de la cité de Dorval", dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a) autoriser le paiement de frais de représentation aux commissaires d'écoles;

b) créer un fonds de réserve, à même les surplus budgétaires non autrement appropriés pour défrayer le coût de certains travaux scolaires ou parascolaires ou de certains achats non d'usage courant;

c) décréter que la signature du président, soit imprimée, gravée ou lithographiée sur les chèques de paie.

d) prescrire les procédures à suivre dans le cas d'un immeuble qui a été omis du rôle d'évaluation ou du rôle de perception;

e) décréter que les taxes scolaires porteront intérêt à raison de six pourcent (6%) par an;

f) autoriser les commissaires d'écoles à prendre des polices d'assurance collective, tant sur la vie que sur la santé du personnel enseignant, des officiers et autres employés permanents.

Dorval, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,
52365-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given that the "Catholic School Commission of the city of Dorval", in the district of Montreal will apply to the Legislative of the Province of Quebec, ati ts present session, to request the adoption of a special Act, for the following purposes:

a) to authorize the payment of expenses of the school commissioners for official entertainment.

b) to create a reserve fund, from the budgetary surplus not otherwise appropriated to defray the cost of certain school works or of certain extraordinary purchases.

c) to decree that the signature of the president be printed, engraved or lithographed on the pay cheques.

d) to prescribe the procedure to be followed in the case of an immoveable that has been omitted from the assessment or collection rolls.

e) to decree that the school taxes will bear interest at a rate of 6% per annum.

f) to authorize the school commissioners to take group insurance policies, on the life or the health of their teaching personel, officers and other permanent employees.

Dorval, November 24th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52365-49-4-o Attorney for the pettioner.

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a) prescrire que le coût de construction des conduites privées, entrées d'eau et d'égouts et autres dépenses incidentes seront aux frais du propriétaire;

b) augmenter les pouvoirs du conseil relativement à la construction et l'entretien de tout fossé nécessaire à l'égouttage;

c) confirmer et ratifier la possession à titre de propriétaire d'une ruelle connue comme étant le lot 193-1 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne;

d) règlementer l'enlèvement et le remorquage de tout véhicule stationné illégalement;

e) autoriser la nomination d'experts pour fins d'évaluation;

f) obliger le locataire de donner un avis écrit lorsqu'il quitte les lieux loués;

g) imposer et prélever une taxe de vente;

h) déclarer valide l'achat d'une propriété pour fins municipales, et pour toutes autres fins.

Montréal, 23 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,
52367-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

TOWN OF SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Public notice is hereby given that the "Town of Sainte-Anne-de-Bellevue" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes:

a) prescribe that the cost for the construction of private conduits, water and sewer connections, as well as the incidental expenditures, shall be done at the expense of the owner;

b) increase that existing powers of the council concerning the construction and the maintenance of any drainage ditch;

c) confirm and ratify the ownership of a lane known as lot 193-1 of the official cadastre of the parish of Sainte-nAne;

d) prescribe that any vehicle illegally parked may be removed;

e) authorize the appointment of experts for valuation purposes;

f) cause the tenant to give a written notice before moving away;

g) impose and levy a sales tax;

h) declare legal and valid the purchase of a property for municipal purposes, and for other purposes.

Montreal, November 23rd, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52367-49-4-o. Attorney for the petitioner.

SUCCESSION DE FEU LEWIS AZEF

Le soussigné donne avis que Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, de la cité de Montréal, présentera à la présente session de la Législature de Québec, un projet de loi relativement au décès et à la "succession de feu Lewis Azef".

Le Procureur de la pétitionnaire,
52368-49-4-o (S.) LOUIS DORION, Avocat.

ESTATE OF THE LATE LEWIS AZEF

The undersigned gives notice that Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, of the city of Montreal, will present at the present session of the Legislature of Quebec, the project of an Act relative to the death and to the "estate of the late Lewis Azef".

(S.) LOUIS DORION, advocate,
52368-49-4 Attorney for the Petitioner.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION OF QUEBEC

Avis public est par les présentes donné que "Ukrainian National Federation of Quebec", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi ou d'un amendement, amendant le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal, aux fins d'amender l'article 362 (*c*) de la Charte de la cité de Montréal, pour y ajouter parmi les terrains et immeubles qui jouissent d'une exemption de taxe et qui sont mentionnés à cet article, les terrains et immeubles de la corporation ci-dessus, occupés et/ou à être occupés pour fins sociales et/ou de bienfaisance, et ce avec effet rétroactif à 1958 quant à l'immeuble situé à l'angle nord-est des rues Hutchison et Fairmount ouest, à Montréal.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureur de Ukrainian National Federation of Quebec,
52384-49-4-o RENÉ DURANLEAU.

VILLE D'ACTON VALE

Prenez avis par les présentes que la "Ville d'Acton Vale" s'adressera à la Législature Provinciale de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ayant pour but: créer un fonds industriel pour un montant n'excédant pas $150,000.00, afin de promouvoir la venue de nouvelles industries et pour d'autres fins.

Acton Vale, ce 1er décembre 1959.

L'avocat pour les requérants,
52426-49-4-o MAURICE ROUSSEAU.

CITÉ DE SEPT-ILES

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la "Cité de Sept-Iles", s'adressera à la Législature à sa présente session pour les fins suivantes, à savoir, pour obtenir le pouvoir:

1° D'annexer à ses limites actuelles; (A) les rangs 7-est, 2-est, nord et 2 nord de la baie de Sept-Iles; (B) une lisière de terre de 500 pieds chaque côté de la Rivière des Rapides et du Grand Lac des Rapides.

2° De règlementer l'ouverture des rues et leur traces dans une nouvelle subdivision avant l'émission d'un permis de construction;

3° D'exiger l'émission d'un permis de lotissement;

4° De détourner la circulation et remorquer les véhicules contrevenant à un règlement dans certains cas;

5° De prohiber la sollicitation dans les rues, décréter ce qui constitue une nuisance publique et imposer des amendes à cet effet;

6° D'assurer l'ordre et la sécurité des écoliers.

7° De percevoir des taxes concernant les cirques, spectacles et amusements ambulants;

8° D'obliger tout propriétaire a obtenir un permis d'occupation des lieux nouvellement modifié ou construits;

9° De signifier d'une façon spéciale, certains documents de la Cour municipale;

10. D'imposer une taxe de vente sur toute transaction immobilière.

11° De légiférer en matière de consommation et possession de liqueurs alcooliques dans les endroits publics et les endroits non licenciés;

12° De modifier l'article 522 de la loi des Cités et Villes pour les territoires dont l'annexion est demandé.

Les Procureurs de la cité de Sept-Iles,
52427-49-4-o FRANCOEUR & BOUCHER.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION OF QUEBEC

Public notice is hereby given that "Ukrainian National Federation of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law or of an amendment, amending a bill to be presented by the city of Montreal, in order to amend article 362 (*c*) of the Charter of the city of Montreal, by adding among the lands and immoveables enjoying an exemption of tax, and which are mentioned in said article, the lands and immoveables of the above corporation, occupied and/or to be occupied for social and/or charitable purposes, with retroactive effect to 1958, as far as the immoveable situate at the north-east side corner of Hutchison and Fairmount West, Montreal, are concerned.

Montreal, November 26, 1959.

RENÉ DURANLEAU,
Attorney for Ukrainian National
52384-49-4-o Federation of Quebec.

TOWN OF ACTON VALE

Take notice by these presents that the "Town of Acton Vale" will apply to the Provincial Legislature of Quebec at the present session, for the adoption of an act for the purpose of: creating an industrial fund for an amount not to exceed $150,000.00, so as to promote the advent of new industries and for other purposes.

Acton Vale, this 1st day of December, 1959.

MAURICE ROUSSEAU,
52426-49-4 Advocate for the petitioners.

CITY OF SEPT-ILES

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Sept-Iles" will apply to the Legislature at its present session for the following purposes, to obtain the power:

1. To annex, within its present limits; (A) ranges 7-East, 2-East, 1-North and 2 North of the Sept-Iles Bay: (B) a strip of land of 500 feet on each side of the River des Rapides and of Grand Lac des Rapides.

2. To regulate the opening of streets and traces of same in a new subdivision before issuring a building permit;

3. To demand issuance of a permit for the dividing of lots;

4. To divert circulation and to tow vehicles infringing a by-law in certain cases;

5. To prohibit sollicitation in the streets, to enact that which constitutes a public nuisance and to impose fines to this effect;

6. To assure order and security to school children.

7. To collect taxes concerning circuses, shows and ambulating amusements;

8. To oblige any proprietor to obtain an occupation permit of places newly modified or built;

9° To signify in a special way, certain documents of the Municipal Court;

10. To impose a sales tax on any real estate transaction.

11. To legalize the consumption and possession of alcoholic beverages in public places and in places without licences;

12. To amend article 522 of the Cities and Towns Act for the territories for which annexation is requested.

FRANCOEUR & BOUCHER,
52427-49-4 Attorneys for the city of Sept-Iles.

VILLE DE BROMPTONVILLE

Avis est par les présentes donné que la corporation de la "Ville de Bromptonville" s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte de façon à prolonger le terme d'office du maire à trois ans, à pourvoir à la division de la municipalité en quartiers représentés par deux conseillers, à changer la date d'élection du maire et des conseillers, à autoriser la dépense d'une somme de $2,000.00 annuellement aux fins de promotions industrielles, à décréter un mode d'imposition pour le paiement de la taxe d'aqueduc, à limiter le nombre des voitures-taxi, à la perception de la taxe de locataire, à pouvoir imposer comme immeubles les fils et tuyaux conducteurs de gaz, d'électricité, de téléphone et de télévision et pour d'autres fins.

Bromptonville, ce 3 décembre 1959.

Les Procureurs de la réquérante,
(Signé) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE.

52443-50-4-o

TOWN OF BROMPTONVILLE

Notice is hereby given that the corporation of the "Town of Bromptonville" will request the Quebec Legislature, at its present session, to amend its charter, in order to prolong the term of the mayor to three years, to provide for the division of the municipality into wards represented by two councillors, to change the date of election of the mayor and councillors, to authorize the annual expense of a sum of $2,000.00 for industrial promotion purposes, to decree a mode of taxation and payment of the water tax, to limit the number of taxis, to provide for the collection of rental taxes and to be empowered to tax as immoveables the wires and pipes used for the distribution of gas, electricity, telephone, television and for other purposes.

Bromptonville, December 3, 1959.

(Signed) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE,
Attorneys for petitioner.

52443-50-4-o

CITÉ DE DORVAL

Avis public est présentement donné que la "Cité de Dorval", dans la circonscription électorale de Jacques Cartier, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi l'autorisant à réglementer ou à prohiber certains types d'enseignes lumineuses; autorisant une réglementation plus complète de l'industrie du taxi; abrogeant l'article 540 tel que modifié pour la cité; autorisant la cité à conclure une entente avec la Commission du Transport aux fins de prolonger dans les limites de son territoire, le service de transport en commun de ladite Commission; et autres objets complètifs ou relatifs.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'avocat de la pétitionnaire,
GUY PAGER.

52444-50-4-o

CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given that the "City of Dorval" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate or to prohibit certain types of posters, billboards, placards and signs; to authorize a more adequate legislation concerning the operation of taxis, locations of taxis stands; to abrogate article 540 of the Cities and Towns' Act as amended for the city by 14 George VI, chapter 120; to authorize both the city and the Montreal Transport Commission to enter into an agreement for the purpose of extending to the city its public transportation service and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

GUY PAGER,
The attorney of petitioner.

52444-50-4-o

VILLE DE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE

Avis public est présentement donné que la "Ville de Saint-Bruno de Montarville", dans la circonscription électorale de Chambly-Rouville, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi autorisant la ville à réglementer l'enlèvement des vidanges et à imposer une taxe spéciale à cette fin; réglementant l'usage des plages publiques; déclarant la ville propriétaire des rues et ruelles et places publiques qui apparaissent aux plan et livre de renvoi officiel ainsi qu'au plan maître sous réserve du droit d'action par les propriétaires dans un délai de 12 mois de la date de la sanction de la présente loi; modifiant l'article 494 de la Loi des cités et villes aux fins d'obliger les estimateurs à déposer au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection; autorisant l'établissement d'un bureau de revision; limitant l'imposition de la taxe, quant aux immeubles situés à l'encoignure des rues, à un côté seulement; modifiant l'article 526*a* de la Loi des cités et villes; modifiant le paragraphe 3 de la loi concernant la destitution de certains officiers des cités et villes.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'Avocat de la pétitionnaire,
GUY PAGER.

52445-50-4-o

TOWN OF ST. BRUNO DE MONTARVILLE

Public notice is hereby given that the "Town of St. Bruno de Montarville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate of garbage collection and authorizing the town to impose and levy a special tax for this purpose; to regulate public beaches; to declare that streets, lanes, public places which are shown on the official cadastre and on the master plan are the property of the town under reserve of legal recourse by the owners; to modify article 494 of Cities and Towns' Act; to establish a permanent board of revision; to limit the taxation to one side or part of in the case of corner lots; modifying article 3 of 1941 Revised Statutes, chapter 235; modifying article 526*a* of Cities and Towns' Act and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

The Attorney of petitioner,
GUY PAGER.

52445-50-4-o

CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Beauharnois", corporation municipale ayant son siege social dans les limites de son territoire, dans le district de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi modifiant sa charte aux fins de créer une commission des loisirs; de légiférer sur les arbres nuisibles, le déménagement d'immeubles par les rues de la cité, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 1er décembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52451-50-4-o FRANÇOIS DORVAL.

CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that the "City of Beauharnois", municipal corporation having its head office within the limits of its territory, in the district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain a bill amending its charter for the purposes of creating a recreational commission, to make regulations concerning trees considered as dangerous, the moving of buildings on city streets, and for all other purposes.

Beauharnois, December 1st, 1959.

FRANÇOIS DORVAL,
52451-50-4 Attorney for the petitioner.

VILLE DE REPENTIGNY

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Repentigny", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour prévoir et règlementer certains travaux de rues, pavages, égouts ou aqueduc; acquérir et construire des égouts et aqueducs dans les rues privées et ruelles; pouvoir enrayer certaines nuisances; légiférer sur le stationnement et l'établissement des roulottes dans la ville; pourvoir aux vacances dans les charges du maire et/ou d'échevins; prévoir les qualifications requises pour se porter candidat et occuper les charges de maire et d'échevin; se porter garante ou endosseur de tout montant emprunté par émission d'obligations ou autrement, pour la construction d'un hôpital, centre de loisirs, ou compagnie provinciale de téléphone, par des corporations légalement constituées; et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
LAGANIÈRE, BÉLANGER
52452-50-4-o & PAGE.

TOWN OF REPENTIGNY

Public notice is hereby given that the "Town of Repentigny", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to foresee and regulate certain works on streets, pavements, sewers or aqueducts; to acquire and build sewers and aqueducts in private streets and lanes; to aliminate certain public nuisances; to make regulations concerning parking and the establishment of peddlars in the town; provide replacements in the duties of the mayor and/or aldermen; to foresee that candidates running for mayor and aldermen have the required qualifications; to guarantee or endorse any amount borrowed by bond issue or otherwise, for the construction of a hospital, recreational center, or provincial telephone company, by legally incorporated corporations, and for all other purposes.

Montreal, November 26, 1959.

LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE,
52452-50-4 Attorneys for the Pettioner.

PAROISSE DE SAINT-CHARLES DE LACHENAIE

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la "Paroisse de Saint-Charles de Lachenaie", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour fixer la date et les modalités des élections; régie les permis de construction; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; règlementer la subdivision des lots; règlementer la construction et le zonage; réglementer la construction des conduites d'eau et d'égout; faire des dons aux oeuvres de charité et organisations de loisirs; accorder rémunération au maire et aux échevins; et pour autres fins apparaissant au projet de loi.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
LAGANIÈRE, BÉLANGER
52453-50-4-o & PAGE.

PARISH OF SAINT-CHARLES DE LACHENAIE

Public notice is hereby given that the Corporation of the "Parish of Saint-Charles de Lachenaie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to fix the date and methods of election; to govern building permits; to fix street emplacements on any land to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to regulate building and zoning; to regulate the construction of water and sewer conduits; to give gifts for charitable works and recreational organizations; to grant remuneration to the mayor and aldermen; and for other purposes appearing in the bill.

Montreal, November 26, 1959.

LAGANIÈRE, BÉLANGER,
& PAGE,
52453-50-4 Attorneys for the petioner.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Joliette, établi en exécution du décret numéro 343 du 17 avril 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1374 du 3 décembre 1959, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of Joliette, formed under decree number 343 of April 17, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1374 of December 3, 1959, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy

collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionéns:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s étend du 1er janvier 1960 au 31 décembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 343 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret numéro 343 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation de ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $50.00.

c) Les salariés régis par le décret numéro 343 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels, doivent percevoir à la fin de chaque semaine à même les rémunération versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Joliette, pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE JOLIETTE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvire 1960 et le 31 décembre 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 450.00
Artisans	1,700.00
Salariés	450.00
	$2,600.00
Déboursés:	
Salaires et dépenses des inspecteurs	$1,040.00
Frais d'automobile	1,040.00
Frais-de déplacements des membres du Comité paritaire	250.00
Frais de bureau	150.00

assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1, 1960 to December 31, 1960, such levy shall be laid in the following manner;

a) All professional employers governed by the decree number 343, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the payroll, including bonuses, allowances and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) All Artisans governed by the decree number 343, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of ½ of 1% based on an average weekly remuneration of $50.00 per week.

c) All employees governed by the decree number 343, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

Professional employers as well as artisans shall forward their levies to the office of the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect at the end of each week, from the remuneration paid to each one of their employees the sums due to the Parity Committee and forward same to the Parity Committee each month, together with their own levies.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of Joliette, for the period between January 1, 1960 and December 31, 1960.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF JOLIETTE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1960 and December 31, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 450.00
Artisans	1,700.00
Employees	450.00
	$2,600.00
Disbursements:	
Salary and expenses, inspectors	$1,040.00
Automobile expenses	1,040.00
Travelling expenses of the members of the Joint Committee	250.00
Office expenses	150.00

Frais de vérification	$ 20.00
Frais judiciaires	100.00
	$2,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

Audition	$ 20.00
Legal fees	100.00
	$2,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 1283 du 15 novembre 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1375 du 3 décembre 1959, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 24 novembre 1959 au 24 novembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le comité, soit $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1283 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 5ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exibible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jour lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval county, formed under decree number 1283 of November 15, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1375 of December 3, 1959, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. *Assessments*

The period of levy extends from November 24, 1959 to November 24, 1960; the levy shall be laid as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll, as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage determined by the Committee, i.e. $50.00 per week.

c) All employees governed by the said decree, number 1283 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 5th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee is empowered to require sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five (5) days' notice will be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du Comté de Roberval, pour la période comprise entre le 24 novembre 1959 et le 24 novembre 1960.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU COMTÉ DE ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 24 novembre 1959 et le 24 novembre 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 320.00
Artisans	403.00
Salariés	320.00
Honoraires d'examens	20.00
Divers	40.00
	$1,103.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 120.00
Inspecteur	275.00
Frais de déplacement	247.00
Loyer du bureau	54.00
Frais légaux	72.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones, télégrammes	70.00
Vérification des livres	60.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais de délégation	200.00
	$1,103.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval county for the period between November 24, 1959 and November 24, 1960.

BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF ROBERVAL COUNTY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 24, 1959 and November 24, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 320.00
Artisans	403.00
Employees	320.00
Examination fees	20.00
Miscellaneous	40.00
	$1,103.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 120.00
Inspector	275.00
Travelling expenses	247.00
Office rent	54.00
Legal fees	72.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	70.00
Audition	60.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Representation expenses	200.00
	$1,103.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, établi en exécution du décret numéro 98, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1375 du 3 décembre 1959, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1959 au 30 novembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 98 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, allocations, commissions ou bonis payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret numéro 98 et amendements

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, formed under decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1375 of December 3, 1959, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from December 1, 1959 to November 30, 1960; such levy is laid in the following manner;

a) All professional employers governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) All barber and ahairdresser artisans governed by the said decree, number 98 and amend-

doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul de prélèvemnt dans leurs cas, soit $46.25.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 98 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisans et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, pour la période comprise entre le 1er décembre 1959 et le 30 novembre 1960.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEUSES DE VICTORIAVILLE
(Siège social: Victoriaville, Qué.)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1959 et le 30 novembre 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$180.00
Artisans	450.00
Salariés	170.00
	$800.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$150.00
Administration	150.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	25.00
Frais de déplacement	245.00

ments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. $46.25.

c) All employees governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, percentage, commissions, allowances or bonuses.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month. The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of this employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfill his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, for the priod between December 1, 1959, and November 30, 1960.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE
(Head office: Victoriaville, Que.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 1, 1959, and November 30, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$180.00
Artisans	450.00
Employees	170.00
	$800.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$150.00
Administration	150.00
Legal fees	50.00
Audition of books	25.00
Travelling expenses	245.00

Jetons de présence	$108.00
Dépenses diverses et imprévues	72.00
	$800.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1375 du 3 décembre 1959, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1959 au 31 octobre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leurs cas, soit $55.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigées par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire, 20, rue St-Jean, suite 203, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseigne-

Meeting expenses	$108.00
Various and unforeseen expenses	72.00
	$800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, formed under decree number 163 of February 12th, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1375 of December 3, 1959, part "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from November 1, 1959, to October 31, 1960; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. $55.00.

c) The employees governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remunation.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the head office of the Parity Committee, 20 St. John St., Room 203, Quebec, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Committee may have the reports signed under oath when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary informa-

ments nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité-paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1959 et le 31 octobre 1960.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE DE QUÉBEC
Siège social: Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 31 octobre 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 2,850.00
Salariés	3,250.00
Artisans	5,500.00
Divers	100.00
	$11,700.00
Déboursés:	
Salaires	$ 5,000.00
Assurance-chômage	45.00
Frais de déplacement	2,750.00
Loyer	660.00
Papeterie	500.00
Frais d'administration	202.00
Intérêt et échange	105.00
Timbres-poste	200.00
Bureau des Examinateurs	315.00
Frais légaux et honoraires	1,300.00
Vérification	120.00
Enquêtes	250.00
Jetons de présence	160.00
Divers	93.00
	$11,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de St-Jérôme et du district, établi en exécution du décret numéro 1127 (D) du 15 novembre 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1374 du 3 décembre 1959, (section "C"), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 8 décembre 1959 au 8 décembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1127 (D) doivent verser au Comité

tion, five (5) days notice will be given to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1, 1959 and October 31, 1960.

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT COMMITTEE OF QUEBEC
Head Office: Quebec

Estimate of receipts and disbursements for the period ending October 31, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 2,850 00
Employees	3 250 00
Artisans	5,500 00
Miscellaneous	100 00
	$11,700 00
Disbursements:	
Salaries	$ 5,000.00
Unemployment insurance	45 00
Travelling expenses	2,750.00
Rent	660.00
Stationery	500.00
Administration expenses	202.00
Interest and exchange	105.00
Postage stamps	200.00
Board of Examiners	315.00
Legal and other fees	1,300.00
Auditing	120.00
Investigations	250.00
Attendance fees	160.00
Miscellaneous	93.00
	$11,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonoi Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Commerce of St-Jérôme and District, formed under decree number 1127 (D) of November 15, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1374 of December 3, 1959, (part "C"), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from December 8, 1959, to December 8, 1960; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1127 (D), shall pay to the

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1127 (D) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1127 (D) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de St-Jérôme et du district, pour la période comprise entre le 8 décembre 1959 et le 8 décembre 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE SAINT-JÉRÔME ET DU DISTRICT
Siège social: St-Jérôme, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 8 décembre 1959 et le 8 décembre 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$4,650.00
Artisans	300.00
Salariés	4,650.00
	$9,600.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$1,200.00
Inspecteurs	1,800.00

Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1127 (D) shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wage rate determined by the decree for the lowest paid journeyman, i.e. $50.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1127 (D) shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Committee may demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information ot the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Commerce of St-Jérôme and District for the period between December 8, 1959 and December 8, 1960.

THE PARITY COMMITTEE OF THE COMMERCE OF SAINT-JÉRÔME AND DISTRICT
Head office: Saint-Jérôme, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 8, 1959 and December 8, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$4,650.00
Artisans	300.00
Employees	4,650.00
	$9,600.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$1,200.00
Inspector	1,800.00

Loyer du bureau	$ 600.00	Office rent	$ 600.00
Frais légaux	1,000.00	Legal fees	1,000.00
Papeterie, impressions, timbres, télégrammes	500.00	Stationery, printing, postage telegrams	500.00
Ameublement et accessoires de bureau	400.00	Furniture and office accessories	400.00
Vérification des livres	250.00	Audition	250.00
Assurances et frais de cautionnement.	25.00	Insurance and fidelity bond	25.00
Jetons de présence aux membres du Comité	500.00	Members attendance fees	500.00
Frais de déplacement	500.00	Travelling expenses	500.00
Téléphone	200.00	Telephone	200.00
Éclairage	35.00	Lighting	35.00
Entretien	50.00	Maintenance	50.00
Dépenses diverses et imprévus	1,000.00	Miscellaneous and other expenses	1,000.00
	$8,060.00		$8,060.00
Surplus	1,540.00	Surplus	1,540.00
	$9,600.00		$9,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal établi en exécution du décret numéro 827 du 14 août 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1375 of December 3, 1959, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 23 novembre 1959 au 23 novembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions bonis, allocations, qu'ils versent aux employés régis par ledit décret numéro 827 et amendements;

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 827 et amendements doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 827 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes dues au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose head office is in Montreal, established under decree number 827 of August 14, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1375 of December 3, 1959, part "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from November 23, 1959 to November 23, 1960 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 827 and amendments.

b) All the artisans subject to decree number 827 and amendments must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said decree.

c) The employees governed by the said Decree number 827 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee.

The professional employers shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect at each pay period from the wages of everyone of their employees the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre, 31 décembre, 31 mars et 30 juin.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille pour la période devant se terminer le 31 octobre 1960.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION EN MÉTAL EN FEUILLE
3600 rue Barclay, Montréal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille pour la période de 12 mois se terminant le 31 octobre 1960.

Recettes:	
Cotisation des employeurs professionnels (1/8 de 1%)	$11,000.00
Cotisation des salariés (1/8 de 1%)	11,000.00
	$22,000.00
Intérêts sur obligations	1,500.00
	$23,500.00
Déboursés:	
Comité paritaire des matériaux de construction (services à $1,150.00 par mois)	$13,800.00
Salaires: Secrétaire-trésorier et inspecteur	5,800.00
Dépenses de voyages (inspecteur)	1,560.00
Impressions et papeterie	700.00
Frais légaux	315.00
Jetons de présence et dépenses	3,825.00
Frais divers et imprévus	500.00
Dépenses du bureau et divers	500.00
	$27,000.00
Déficit	3,500.00
	$23,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 338, du 11 mars 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1374 du 3 décembre 1959, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deemit advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report in requirable.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, for the periods ending: September 30, December 31, March 31 and June 30.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending October 31, 1960.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY
3600 Barclay Street, Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the 12 months period ending October 31, 1960.

Receipts:	
Levies of Professional employers (1/8 of 1%)	$11,000.00
Employees (1/8 of 1%)	11,000.00
	$22,000.00
Income from Bond Investments	1,500.00
	$23,500.00
Disbursements:	
Building Materials Joint Committee (Services $1,150.00 per month)	$13,800.00
Salaries: Secretary-treasurer and inspector	5,800.00
Travelling expenses (Inspector)	1,560.00
Printing and Stationary	700.00
Legal expenses	315.00
Attendance fees and expenses	3,825.00
Unforeseen expenses and Sundries	500.00
Office expenses and miscellaneous	500.00
	$27,000.00
Deficit	3,500.00
	$23,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices that the Joint Committee of Plumbers of the district of Trois-Rivières, formed under decree number 338 of March 11, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1374 of December 3, 1959, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1960 au 1er janvier 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 338 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 338 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $1.50 l'heure.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 338 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 12 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisans de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 1er janvier 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT
Siège social: Trois-Rivières, P. Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 1er janvier 1961.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$7,400.00
Artisans	500.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1, 1960 to January 1, 1961; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers governed by the said decree, number 338 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll for their employee governed by the decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 338 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e., $1.50 per hour.

c) All employees governed by the said decree, number 338 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 12th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the district of Trois-Rivières for the period between January 1, 1960 to January 1, 1961.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS OF THE DISTRICT OF TROIS-RIVIÈRES
Head office: Trois-Rivières, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1960 to January 1, 1961.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$7,400.00
Artisans	500.00

Salariés	$7,400.00
Honoraires d'examens	200.00
	$15,500.00
Déboursés:	
Jetons de présence, frais de déplacements et autres dépenses des membres du Comité	$2,000.00
Inspections:	
Salaire	3,860.00
Dépenses	3,000.00
Frais de représentation et délégations	2,000.00
Loyer de bureau et téléphone	300.00
Frais légaux	1,000.00
Vérification des livres	60.00
Publicité	200.00
Papeterie	200.00
Souscription	400.00
Ameublement et divers	1,980.00
Bureau d'examinateurs	500.00
	$15,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

Employees	$7,400.00
Examination fees	200.00
	$15,500.00
Disbursements:	
Meeting expenses, travelling and other expenses of Committee members	$2,000.00
Inspection:	
Salary	3,860.00
Expenses	3,000.00
Representation and delegation expenses	2,000.00
Office rent and telephone	300.00
Legal fees	1,000.00
Audition	60.00
Publicity	200.00
Stationery	200.00
Subscription	400.00
Furniture and miscellaneous	1,980.00
Board of examiners	500.00
	$15,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 233 du 14 mars 1956, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil 1374 du 3 décembre 1959, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1960 au 31 décembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 233 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, qu'ils soient payés à l'heure, à la semaine, à la pièce ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 233 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération, qu'ils soient payés à la pièce, à l'heure, à la semaine, ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au bureau du Comité paritaire, dont l'adresse est indiquée sur la formule, à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec,formedu nder decree number 233 of March 14, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1374 of December 3, 1959, part "B", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1, 1960, to December 31, 1960; it shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 233 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other basis permitted under the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 233 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other basis permitted under the said decree.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which they shall give all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee, as indicated on the said report from, each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Com-

prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration du mois précédant pour lequel il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA SACOCHE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Siège social: Chambre 1095, 1435 St-Alexandre, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960 inclusivement.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 9,350.00
Salariés	9,350.00
Recettes diverses	300.00
	$19,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Inspecteur en chef	$ 4,000.00
Inspecteurs (2 à temps partiel)	2,400.00
Dépenses de voyage	1,200.00
Assurance chômage	80.00
Vérificateurs	650.00
Loyer et électricité	1,475.00
Impression et papeterie	400.00
Jetons de présence des membres au taux de $5.00 par assemblée	720.00
Poste, téléphone et télégrammes	400.00
Assurance	100.00
Frais légaux et secrétariat	7,000.00
Dépenses générales	200.00
Ameublement et accessoires	200.00
	$18,825.00
Surplus	175.00
	$19,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

mittee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15 of the month following the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Parity Committee is empowered to have the reports sworn to when deemed advoisable.

The levy imposed by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay the levy or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall transmit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates, to wit: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is a statement of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec for the period between January 1, 1960 and December 31, 1960.

THE PARITY COMMITTEE OF THE HANDBAG INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC
Room 1095, 1435, S. Alexander Street, Montreal

Statement of estimated receipts and disbursements for the period between January 1, 1960 to December 31, 1960 inclusive.

Receipts:	
Levy (½ of 1%):	
Professional employers	$ 9,350.00
Employees	9,350.00
Sundry Receipts	300.00
	$19,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Chief Inspector	$ 4,000.00
Inspectors (2 at part time)	2,400.00
Travelling expenses	1,200.00
Unemployment insurance	80.00
Auditors	650.00
Rent and light	1,475.00
Printing and Stationery	400.00
Members' Indemnity at $5.00 per meeting	720.00
Postage, telephone and telegrams	400.00
Insurance	100.00
Legal and secretarial expenses	7,000.00
General expenses	200.00
Furniture and fixtures	200.00
	$18,825.00
Surplus	175.00
	$19,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la *Loi de la convention collective* (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux *métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;*

Le sous-paragraphe "*m*" du paragraphe 2 de l'article I, lequel se lit comme suit, sera biffé:

"*m*) Le présent décret ne s'applique pas aux établissements des zones II et III dont le production principale consiste en papeterie scolaire, à l'exception des manuels scolaires."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la *Loi de la convention collective* (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements, relatif aux *employés de garage dans le district électoral de Drummond:*

Aux fins d'exempter la municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey de la juridiction territoriale dudit décret, les mots "Saint-Félix-de-Kingsey" seront ajoutés après les mots "Kingsey-Falls" apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dan la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1959. 52446-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the *Collective Agreement Act* (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the *printing gtrades in the region of Montreal:*

Sub-paragraph "*m*" of paragraph 2 of article I, which reads as follows, will be deleted:

"*m*) The present decree does not apply to the establishments of zones II and III whose main production consists in school stationery, excepting school text-books."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.* The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the *Collective Agreement Act* (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 102 of January 31, 1957 and amendments, relating to the *garage employees in the electoral district of Drummond:*

For the purpose of exempting the municipality of Saint-Félix-de-Kingsey from the jurisdiction of the said decree, the words "Saint-Félix-de-Kingsey" will be added after the words "Kingsey-Falls" mentioned in paragraph "*b*" of article II.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette..*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 12, 1959. 52446-o

Action en séparation de biens

BEAUDRY VS POTHIER

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 11718. Dame Lau-

Action for separation as to property

BEAUDRY VS POTHIER

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court, No. 11718. Dame Lau-

rette Beaudry, ménagère des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs Hervé Pothier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 octobre 1959.

Saint-Hyacinthe, ce 2 décembre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,

52466-o GÉRARD DESLANDES.

rette Beaudry, housekeeper of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff vs Hervé Pothier, of the city and district of Saint-Hyacinthe, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on October the 20th 1959.

Saint-Hyacinthe, December the 2nd 1959.

GÉRARD DESLANDES,

52466-o Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1374
Section "A"

Québec, 3 décembre 1959.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section "C" du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section "C" (poseurs de marbre, tuile et terrazzo) du décret numéro 309 (A) du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section "C";

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 31 octobre 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section "C" dudit décret, numéro 309 (A), soit modifiée comme suit:

1° Le deuxième alinéa du paragraphe "*b*" de l'article II est biffé.

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *a) Travail le samedi:* L'orsqu'un employeur désire exécuter des travaux le samedi, il doit en aviser préalablement, par écrit, le Comité conjoint en indiquant le lieu du chantier. Cet avis n'est nécessaire que lorsque de la main-d'oeuvre qualifiée est employée.

b) Jours de fête: Nonobstant les dispositions de l'article 30, de la section 9 du chapitre premier du décret, tout travail exécuté le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, le jour de Noël et les dimanches doit être rémunéré au taux de salaire double.

c) Période de vacances: La période comprise entre Noël et l'Épiphanie est considérée comme la période durant laquelle les vacances payées seront données. Tout travail exécuté pendant cette période doit être rémunéré au taux de salaire double."

3° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"V. *Travail en dehors des limites de Montréal: a)* Pour les fins du présent article, les endroits

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1374
Section "A"

Quebec, December 3, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to section "C" of the decree relating to the construction industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "C" (marble setter, tile setter and terrazzo layer) of the decree number 309 (A) of April 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the Montreal region, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section "C";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 31, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said Section "C" of the said decree number 309 (A), be amended as follows:

1. The second sub-paragraph of paragraph "*b*" of article II is deleted.

2. Article III is replaced by the following:

"III. *a) Work on Saturday:* When employers wish to work on Saturday they shall first notify the Parity Committee, in writing, and give the address of the place where work is to be executed. This notice is necessary only when qualified employees are used.

b) Holidays: Notwithstanding the provisions of article 30 of section 9 of the first chapter of the decree, time worked on New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day and Sundays shall be paid double time.

c) Period of vocation: The period between Christmas and Epiphany shall be considered as the period where holidays with pay shall be given. All time worked during such period shall be remunerated at the rate of double time."

3. Subsections "*a*" and "*b*" of article V are replaced by the following:

"V. *Work executed outside the limits of Montreal: a)* For the purposes of the present article,

suivants sont considérés comme étant dans les les limites de Montréal: la cité de Montréal proprement dite, les cités de Saint-Michel, Verdun, Outremont, Westmount, les villes Hampstead et Mont-Royal et la partie de la cité de Saint-Laurent située à l'est du Boulevard des Laurentides et du Boulevard Reed, y compris les usines de la Canadair situées à l'ouest du Boulevard des Laurentides, la partie de la cité de Montréal-Nord située à l'ouest du Boulevard Pie IX. En outre, la section de la cité de la Côte Saint-Luc formant un ilôt entouré par les territoires de la cité de Montréal et de la ville de Hampstead se trouve incluse dans lesdites limites.

b) Travaux où l'ouvrier voyage matin et soir: 1. *Salaire:* Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de Montréal, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de Montréal. L'indemnité ne doit pas être de moins d'une demi-heure de salaire à l'aller et de même au retour.

2. *Frais de voyages:* Lorsque les travaux sont situés en dehors des points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet d'autobus ordinaire de la Commission de Transport de Montréal, le salarié doit être remboursé du spplément qu'il a à payer. Si le salarié ne peut se rendre sur les travaux au moyen des services de la Commission de Transport de Montréal et qu'il doive utiliser un autre moyen de transport, les frais de transport alors encourus à l'aller et au retour doivent lui être remboursés par l'employeur. Cependant si l'employeur assure un transport convenable pour ses ouvriers par ses propres moyens pour aller et revenir, depuis ses établissements jusqu'au chantier, il n'aura aucune indemnité pour frais de déplacement à rembourser au salarié."

4° Le paragraphe "*f*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"*f*) Tout apprenti poseur de tuile et poseur de terrazzo doit faire un stage préliminaire de six (6) mois au Centre d'apprentissage avant de pouvoir se procurer un livret d'apprentissage dans ces corps de métiers. Les candidats à l'apprentissage qui désirent suivre le cours d'apprentissage au Centre devront avoir travaillé au moins six (6) mois sur les chantiers des employeurs, les apprentis poseurs de tuile comme manoeuvre aide poseurs de tuile et les apprentis poseurs de terrazzo comme manoeuvre aide poseurs de terrazzo. L'apprenti doit suivre aussi les cours du soir obligatoires au moins une fois par semaine pendant les six mois (6) mois d'apprentissage au Centre. Tout employeur ne peut engager que des apprentis poseurs de tuile et poseurs de terrazzo formés par le Centre d'apprentissage.

En ce qui concerne les apprentis poseurs de marbre, tant qu'ils ne pourront pas être formés à l'école d'apprentissage, ils seront formés dans les ateliers de fabrication de marbre des entrepreneurs-marbriers Seront reconnus comme ayant un atelier de fabrication, les employeurs de la présente juridiction qui sont enregistrés au Comité Conjoint des Matériaux de Construction. De tels apprentis devront être engagés par un employeur pour une durée de quatre (4) ans par contrat liant employeur et apprenti pendant toute la durée de l'apprentissage, l'employeur garantissant un minimum de 200 jours de travail par année. Copie de tel contrat doit être soumise aux deux parties contractantes et au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal."

L. DÉSILETS,
52446-o Greffier du Conseil Exécutif.

the following places shall be considered as being within the limits of Montreal: The city of Montreal proper, the cities of Saint-Michel, Verdun, Outremont, Westmount, the towns of Hampstead and Mont-Royal, that part of the city of Saint-Laurent located East of Laurentides Boulevard and Reed Boulevard, including Canadair Plants located West of Laurentides Boulevard, that part of the city of Montreal-North situated West of Pie IX Boulevard. Furthermore, that portion of the city of Côte Saint-Luc constituting an area surrounded by the territories of the city of Montreal and the town of Hampstead is within the said limits.

b) Where employees travel to work every day: 1. *Wages:* For operations outside the limits of Montreal, employees shall be paid straight time for all travelling time from the limits of Montreal. The compensation shall not be less than one half-hour's pay for each trip to and from work.

2. *Travelling expenses:* When operations are executed beyond the places that can be reached with an ordinary bus fare of the Montreal Transport Commission the employee shall be reimbursed the extra fare he has to pay. Should the operations be executed outside the territory served by the Montreal Transport Commission and should be have to use another means of transport, all expenses so incurred, on the way to and from work, shall be reimbursed by the employer. However, should the employer himself provide a convenient means of transport for his employees, from his place of business to the job and back, he will not be required to reimburse any travelling expenses to the employee."

4. Paragraph "*f*" of article VI is replaced by the following:

"*f*) Every apprentice in the tile or terrazzo laying trade shall serve a preliminary period of six months at the Apprenticeship Centre before obtaining an apprenticeship book in such trades. Candidates wishing to follow the apprenticeship course at the Centre must have worked at least six months on the jobs of employers, apprentice-tile layers as tile layer's helpers and labourers and apprentice-terrazzo loyers as terrazzo layers' helpers and labourers. Apprentices shall also attend obligatory night courses at least once a week in the six months of apprenticeship at the Centre. Apprentices hired by employers shall be apprentice-tile or terrazzo layers formed at the Apprenticeship Centre.

As regards apprentice-marble layers, as long as they cannot be formed in an apprenticeship school, they shall be formed in the marble fabricating shops of marble contractors. Shall be considered as having marble fabricating shops, employers of the present jurisdiction who are registered with the Building Materials Joint Committee. Such apprentices shall be hired by employers for four years by contract binding upon both employer and apprentice for the entire duration of the apprenticeship, employers guaranteeing a minimum of 200 days of work per year. Copy of such contract shall be submitted to both contracting parties and to the Montreal, Building Trade Training Centre."

L. DÉSILETS,
52446-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1375
Section "A"

Québec, 3 décembre 1959.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 520 (C) du 27 mai 1959, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 octobre 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 520 (C), soit modifié comme suit:

Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes de la zone I, paragraphe "*a*" de l'article 23, sont remplacées par les suivantes:

"*Barbiers et coiffeurs pour hommes*
Zone I

Lundi: aucun travail;
Mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m.;
La veille du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Les deux (2) jours ouvrables précédant la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Si une fête chômée tombe un mardi, les heures de travail du lundi sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Seuls les services demandés par le client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peuvent être terminées."

L. DÉSILETS,
52446-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1375
Section "A"

Quebec, December 3, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement, relating to the barbering and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 520 (C) of May 27, 1959, have petioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 17, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 520 (C), be amended as follows:

The hours of work for barbers and men's hairdressers of zone I, paragraph "*a*" of article 23, are replaced by the following:

"*Barbers and men's hairdressers*
Zone I

Monday: no work;
Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 5.00 p.m.;
On Christmas Eve: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On the two (2) working days preceding Christmas Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

When a holiday occurs on a Tuesday, the hours on Monday shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: Only those services requested by customers before the expiration of the working period above mentioned may be completed."

L. DÉSILETS,
52446-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

ITALIAN PENTECOSTAL CHRISTIAN CHURCH OF MONTREAL

Avis est, par les présentes, donné que "Italian Pentecostal Christian Church of Montreal" s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu des dispositions de la "Loi de la constitution en corporation de certaines églises", S.R.Q. 1925, chapitre 201, article 1.

Daté à Montréal, P.Q., ce 10e jour de novembre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,
52152-46-5 MARIO E. LATTONI, C.R.

Miscellaneous notices

ITALIAN PENTECOSTAL CHRISTIAN CHURCH OF MONTREAL

Notice is hereby given that the "Italian Pentecostal Christian Church of Montreal", will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for incorporation under the provisions of the "Church Incorporation Act", R.S.Q. 1925, chapter 201, section 1.

Dated at Montreal, P.Q., this 10th, day of November, 1959.

MARIO E. LATTONI, Q.C.,
52152-46-5-o Attorney for applicant.

CORPORATION DE LA PAROISSE D'ORSAINVILLE

(Comté de Québec)

Le conseil municipal de la paroisse d'Orsainville donne avis que, dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir des lettres patentes constituant en corporation de ville la corporation de la paroisse d'Orsainville.

Le nom de la ville projetée sera: La ville d'Orsainville.

Les limites de la municipalité projetée seront celles de la paroisse actuelle, lesquelles sont comme suit:

"Un territoire comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, division d'enrégistrement du comté de Québec, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes:

Commençant au coin nord-est de la ville de Charlesbourg soit à l'intersection de la ligne entre les lots 744 et 746 avec la limite sud-est du lot 749; de là vers le sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 746, 745, 743 et 727 jusqu'à la limite de la cité de Québec; de là vers le nord-est en suivant la limite de la cité de Québec jusqu'au coin sud-est du lot 734; de là vers le nord-ouest en suivant la limite entre les paroisses de Charlesbourg et de Beauport soit la ligne nord-est des lots 734 et 735 qui est la limite de la cité de Giffard jusqu'au coin nord-est du lot 735, à la limite de la municipalité de Charlesbourg-est; de là vers le sud-ouest en suivant la limite de la municipalité de Charlesbourg-est soit la ligne entre les lots 735, 736, 737, 738, 739 et 740-A d'un côté et les lots 981, 981-A de l'autre côté jusqu'au coin sud-ouest de la municipalité de Charlesbourg Est soit le coin sud-ouest du lot 981-A; de là vers le nord-ouest en suivant la limite sud-ouest de la municipalité de Charlesbourg-Est qui est la ligne entre les lots 968, 969, 970, 971, 974, 975, 976, 977, 978 et 979 d'un côté et les lots 745, 746, 750, 660, 751, 754 et 755 de l'autre côté jusqu'au coin nord-est du lot 755; de là vers le sud-ouest en suivant la limite nord-ouest du lot 755 jusqu'au coin sud-ouest du lot 756; de là vers le nord-ouest en suivant la limite sud-ouest des lots 756 et 764 jusqu'au lot 628; de là vers le sud-ouest en suivant la ligne des lots 628 et 628-A d'un côté et le lot 629 de l'autre côté jusqu'au front des lots 628 et 628-A, à l'Avenue St-Pierre; de là vers le nord-ouest en suivant le front des lots 628-A, 628 et 627 jusqu'au prolongement de la course suivante; de là vers le sud-ouest en suivant la ligne des lots 439 et 440 d'un côte et le lot 442 de l'autre côté ainsi que son prolongement à travers l'Avenue St-Pierre depuis le lot 627 jusqu'au lot 436; de là vers le nord-ouest dans la ligne du lot 442 d'un côté et les lots 436 et 437 de l'autre côté jusqu'au coin nord-est du lot 437; de là vers le sud-ouest en suivant la ligne des lots 437 et 442 jusqu'au lot 100 de là vers le nord-ouest en suivant la ligne des lots 442, 444 et 445 d'un côté et le lot 100 de l'autre côté jusqu'au lot 99; de là vers le sud-ouest en suivant la limite sud-est des lots 97, 98 et 99 jusqu'au coin nord-ouest du lot 102; de là vers le sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 102 et 371-A jusqu'à la limite de la ville de Charlesbourg à la limite nord-ouest du lot 371; de là vers le nord-est en suivant la limite de la ville de Charlesbourg soit la ligne entre les lots 371-A, 373-A 394, 391, 660, 748 et 749 d'un côté et les lots 371, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 385, 662,

CORPORATION OF THE PARISH OF ORSAINVILLE

(County of Quebec)

The municipal council for the parish of Orsainville gives notice that, in the month following the last insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the purposes of obtaining letters patent incorporating the town of the corporation of the parish of Orsainville.

The name of the projected town shall be: The town of Orsainville.

The limits of the projected municipality shall be those of the present parish, which are as follows:

"A territory comprising with reference to the official cadaster of the parish of Charlesbourg, registration division of the county of Quebec, all lots and their present and future subdivisions enclosed within the following limits:

Starting in the northeast corner of the town of Charlesbourg, i.e. at the intersection of the line between lots 744 and 746 with the southeast limit of lot 749; thence, on the southeast, by following the southwest limit of lots 746, 745, 743 and 727 as far as the limit of the city of Quebec: thence, on the northeast by following the limit of the city of Quebec to the southeast corner of lot 734; thence, on the nortliwest, by following the limit between the parishes of Charlesbourg and of Beauport, i.e. the northeast line of lots 734 and 735 which is the limit of the city of Giffard to the northeast corner of lot 735, to the limit of the municipality of Charlesbourg-East; thence, on the southwest by following the limit of the municipality of Charlesbourg-East, i.e., the line between lots 735, 736, 737, 738, 739 and 740-A on one side and lots 981, 981-A on the other side to the southwest corner of the municipality of Charlesbourg-East, i.e., the southwest corner of lot 981-A; thence, on the northwest, by following the southwest limit of the municipality of Charlesbourg-East, which is the line between lots 968, 969, 970, 971, 974, 975, 976, 977, 978 and 979 on one side and lots 745, 746, 750, 660, 751, 754 and 755 on the other side to the northeast corner of lot 755; thence, on the southwest by following the northwest limit of lot 755 to the southwest corner of lot 756; thence, on the northwest by following the sotnhwest limit of lots 756 and 764 to lot 628; thence, on the southwest, by following the line of lots 628 and 628-A on one side and lot 629 on the other side to the front of lots 628 and 628-A, to St-Pierre Avenue; thence, on the northwest by following the front of lots 628-A, 628 and 627 to the prolongation of the following course; thence, on the southwest by following the line of lots 439 and 440 on one side and lot 442 on the other side as well as its prolongation across St-Pierre Avenue from lot 627 to lot 436 thence, on the northwest in the line of lot 442 on one side and lots 436 and 437 on the other side to the northeast corner of lot 437; thence, on the southwest by following the line of lots 437 and 442 to lot 100 thence on the northwest, by following the line of lots 442, 444 and 445 on one side and lot 100 on the other side to lot 99; thence, on the southwest by following the southeast limit of lots 97, 98 and 99 to the northwest corner of lot 102; thence, on the southeast by following the southwest limit of lots 102 and 371-A to the limit of the town of Charlesbourg to the northwest limit of lot 371; thence, on the northeast by following the limit of the town of Charlesbourg,

666, 667, 668, 669, 747 et 744 ed l'autre côté jusqu'au point de départ.

Borné vers le nord-est par la municipalité de Charlesbourg-Est et la cité de Giffard; vers le sud-est par la cité de Québec et la ville de Charlesbourg; vers le sud-ouest par la municipalité de Charlesbourg-Ouest et vers le nord-ouest par la municipalité Notre-Dame des Laurentides."

Le chiffre de sa population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil est de 3,000 âmes.

La ville ne sera pas divisé en quartier.

Le soussigné a été autorisé de donner le présent avis en vertu d'une résolution du conseil de la paroisse d'Orsainville, en date du 29 octobre 1959.

Donné, le 17ième jour du mois de novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
52243-47-4-o MARCEL VILLENEUVE.

(P.G. 11669-57)

BENCO CHILDREN'S WEAR CO. LTD.

Règlement No "B"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4)."

Copie véritable certifiée du règlement décrété par les directeurs de "Benco Children's Wear Co. Ltd.", le 19e jour d'août 1959, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 19e jour d'août 1959.

Le Secrétaire,
52436 JOE GOLDSTEIN.

MUNICIPALITÉ DU BASSIN

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 25 novembre 1959 un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de Havre-Aubert, comté Iles-de-la-Madeleine, en celui de "municipalité du Bassin".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Solomon, Iles de la Madeleine, P.Q., 3 décembre 1959.

Le Maire,
RENÉ W. DEVEAU.
Le Secrétaire-trésorier,
52454-o MME A. BOUDREAU.

(P.G. 8060-50)

HÔTEL MONT SHEFFORD LIMITÉE

Règlement N° 5

Concernant la modification du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de la compagnie "Hôtel Mont Shefford Limitée" est changé de cinq qu'il était auparavant à celui de quatre, et le règlement numéro 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

i.e., the line between lots 371-A, 373-A, 394, 391, 660, 748 and 749 on one side and lots 371, 373, 374, 375, 476, 377, 378, 379, 380, 385, 662, 666, 667, 668, 669, 747 and 744 on the other side to the starting point.

Bounded on the northeast by the municipality of Charlesbourg-East and the city of Giffard on the southeast by the city of Quebec and the town of Charlesbourg; on the southwest, by the municipality of Charlesbourg-West and on the northwest by the municipality Notre-Dame des Laurentides."

Its population as stated by the recensement ordered by the Council is 3,000 souls.

The town will not be divided into wards.

The undersigned has been authorized to give the present notice under a resolution of the Council of the parish of Orsainville, dated October 29, 1959.

Given this 17th day of November, 1959.

MARCEL VILLENEUVE,
52243-47-4 Secretary-Treasurer.

(A.G. 11669-57)

BENCO CHILDREN'S WEAR CO. LTD.

By-Law No. "B"

"That the number of the directors of the company be increased from three (3) to four (4)."

Certified true copy of By-law enacted by the directors of "Benco Children's Wear Co. Ltd.", on the 19th day of August 1959, and unanimously approved at a special, general meeting of the shareholders held on the 19th day of August, 1959.

JOE GOLDSTEIN,
52436-o Secretary.

MUNICIPALITY DU BASSIN

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on November 25, 1959, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of Havre-Aubert, county of the Magdelen Islands, into that of "Municipality "du Bassin".

In conformity with the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name will enter into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Solomon, Magdelen Islands, P.Q., December 3, 1959.

RENÉ W. DEVEAU,
Mayor.
MRS. A. BOUDREAU,
52454 Secretary-Treasurer.

(A.G. 8060-50)

HÔTEL MONT SHEFFORD LIMITÉE

By-law N° 5

Concerning the amendment in the number of Directors

The number of Directors of the company "Hôtel Mont Shefford Limitée" is changed from five that it was heretofore to that of four, and by-law number 1 of the company is therefore amended.

Copie certifiée du règlement numéro 5 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-quatrième jour du mois d'octobre 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le septième jour du mois de novembre 1959 par les actionnaires détenant entre eux 80% des actions représentées à cette assemblée.

La Secrétaire,
52455-o JACQUELINE L. BELZIL.

SECTION STE-GENEVIÈVE DE LA FÉDÉRATION DES INSTITUTEURS ET DES INSTITUTRICES CATHOLIQUES DES CITÉS ET VILLES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Section Ste-Geneviève de la Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des Cités et Villes de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le dix-sept novembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
52457-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10540-54)
LES INTÉRÊTS LAURENTIENS LTÉE

Règlement spécial A (1959)

changeant le nombre de directeurs

Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à cinq (5).

2° Trois (3) directeurs formeront le quorum de toute assemblée du conseil d'administration.

3° Lorsque ce règlement deviendra valide, les directeurs en fonction à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie deux (2) autres directeurs pour demeurer en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Copie véritable du règlement ci-dessus adopté par les directeurs de "Les Intérêts Laurentiens Ltée", le 6 mai 1959, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires, le même jour.

Montréal, le 6 mai 1959.

Le Secrétaire,
52459-o ARMAND-R. BASTIEN.

SERVICE COOPÉRATIF D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Service Coopératif d'Orientation Professionnelle", en date du 2 novembre 1959, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-cinq novembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52467-o RAYMOND DOUVILLE.

Certified copy of by-law number 5 duly adopted at a meeting of the Directors held on the twenty-fourth day of the month of October, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on the seventh day of the month of November, 1959, by the shareholders holding amongst themselves 80% of the shares represented at this meeting.

JACQUELINE L. BELZIL,
52455 Secretary.

SECTION STE-GENEVIÈVE DE LA FÉDÉRATION DES INSTITUTEURS ET DES INSTITUTRICES CATHOLIQUES DES CITÉS ET VILLES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Section Ste-Geneviève de la Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des Cités et Villes de la Province de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November seventeenth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
52457 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10540-54)
LES INTÉRÊTS LAURENTIENS LTÉE

Special By-law A (1959)

Changing the number of Directors

Be it enacted as a special by-law of the company:

1. The number of directors of the company is increased from there (3) to five (5).

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. After this by-law has become valid, the directors then in office may elect from amongst the duly qualified shareholders of the company two (2) other directors to remain in office until the next annual general meeting or until their successors are elected.

Certified true copy of the above by-law enacted by the directors of "Les Intérêts Laurentiens Ltée" on May 6, 1959, and unanimously approved the same day by the shareholders of the said company.

Montreal, May 6, 1959.

ARMAND-R. BASTIEN,
52459-o Secretary.

SERVICE COOPÉRATIF D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Service Coopératif d'Orientation Professionnelle" under date of November 2, 1959, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of November, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52467 Assistant Secretary of the Province.

ASSOCIATION INDÉPENDANTE DES EMPLOYÉS DE J. POTTEL & SONS INC.

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Indépendante des Employés de J. Pottel & Sons Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le trois décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
52482-o RAYMOND DOUVILLE.

ASSOCIATION INDÉPENDANTE DES EMPLOYÉS DE J. POTTEL & SONS INC.

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Association Indépendante des Employés de J. Pottel & Sons Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December third, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
52482 Assistant Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS COIFFEURS POUR DAMES DE QUÉBEC INC.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 27 novembre 1959, décrété la fin de l'existence corporative de "L'Association des Employés Coiffeurs pour Dames de Québec Inc.", dont la formation avait été autorisée le 18 août 1954, avec son siège social à Québec, district judiciaire de Québec, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52483-o RAYMOND DOUVILLE.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS COIFFEURS POUR DAMES DE QUÉBEC INC.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on November 27, 1959, enacted the termination of the corporate existence of "L'Association des Employés Coiffeurs pour Dames de Québec Inc.", the formation of which was authorized on August 18, 1954, with its head office at Quebec, judicial district of Quebec, ans such pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11, George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, December seventh, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52483 Assistant Secretary of the Province.

LE SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE LAIT DE LA RÉGION DE MONT-LAURIER

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Mont-Laurier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le secrétaire de la province le quatre décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
52484-o RAYMOND DOUVILLE.

LE SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE LAIT DE LA RÉGION DE MONT-LAURIER

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Mont-Laurier" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December fourth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Mont-Laurier, county of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
52484 Assistant Secretary of the Province.

MAGASIN CO-OP DE KÉNOGAMI

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Magasin Co-op de Kénogami", en date du 30 septembre 1959, dont le siège social est situé à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52485-o RAYMOND DOUVILLE.

MAGASIN CO-OP DE KÉNOGAMI

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Magasin Co-op de Kénogami" under date of September 30, 1959, whereof the head office is at Kenogami, judicial district of Chicoutimi and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52485 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 16185-59)

RIVERSIDE STEEL WORKS LTD.

Règlement N° VI

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme étant le règlement N° VI des règlements de "Riverside Steel Works Limited", (ci-après désignée sous le nom de "la compagnie") que le suivant amendement soit fait au règlement N° I de la compagnie.

1. Que l'article numéro 3 est, par les présentes, amendé en remplaçant les mots "huit directeurs" par les mots "neuf directeurs" de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de neuf directeurs.

2. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, secrétaire de "Riverside Steel Works Limited", certifie, par les présentes sous ma signature et le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie véritable et conforme du règlement numéro VI de la compagnie adopté à une assemblée du conseil d'administration, tenue le 30e jour d'octobre 1959, et ratifié, confirmé et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le même jour.

Le Secrétaire,

52486 LUCIEN LÉTOURNEAU.

(A.G. 16185-59)

RIVERSIDE STEEL WORKS LTD.

By-Law No. VI

Be it and it is hreby enacted as By-Law No. VI of By-Laws of "Riverside Steel Works Limited", (hereinafter referred to as "the Company") that the following amendment be made to By-Law No. I of the Company.

1. That article 3, is hereby amended by replacing the words "eight directors" by the words "nine directors" so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of nine Directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, Secretary of "Riverside Steel Works Limited", hereby certify under my signature and under the seal of the company, that the above is a true and exact copy of By-Law number VI of the company adopted at a Meeting of the Board of Directors, held on the 30th day of October, 1959, and unanimously ratified, confirmed and approved at a Special General Meeting of the Shareholders of the company held on the same day.

LUCIEN LÉTOURNEAU,

52486-o Secretary.

(P.G. 14802-59)

RODWICK INC.

Règlement "A"

1. Le nombre des directeurs de "Rodwick Inc." est diminué de cinq (5) à quatre (4) directeurs, de manière que le conseil d'administration soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs;

2. Les règlements généraux de la compagnie sont, par les présentes, modifiés et amendé au point nécessaire afin de donner effet à ce règlement.

(Sceau)

Le Secrétaire,

52487 ROGER L. BEAULIEU.

(A.G. 14802-59)

RODWICK INC.

By-Law "A"

1. The number of Directors of "Rodwick Inc.", is reduced from five (5) to four (4) Directors so that the Board of Directors shall hereafter be composed of four (4) Directors;

2. The general By-Laws of the company are hereby modified and amended to the extent necessary to give effect to this By-Law.

(Seal)

ROGER L. BEAULIEU,

52487-o Secretary.

(P.G. 13315-59)

TRIUMPH CONTINANTAL PRODUCTS LIMITED

Règlement No XXII

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Triumph Continental Products Limited", ce qui suit:

1° Que le nom des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs;

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce quinzième jour de septembre 1959.

Vraie copie certifiée des minutes de "Triumph Continental Products Limited".

Le Secrétaire,

52488 MARCEL GADOURY.

(A.G. 13315-59)

TRIUMPH CONTINENTAL PRODUCTS LIMITED

By-Law No. XXII

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Triumph Continental Products Limited", as follows:

1. The number of the directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors;

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this fifteenth day of September 1959.

Certified a true copy of the minutes of "Triumph Continental Products Limited".

MARCEL GABOURY,

52488-o Secretary.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-VALÈRE

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 25 novembre 1959, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Valère-de-Bulstrode, comté d'Arthabaska, en celui de "Municipalité de Saint-Valère".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Valère, le 7 décembre 1959.

Le Maire,
ÉLOI TARDIF.
Le Secrétaire-trésorier,
52493-o JOSEPH LANGLOIS.

MUNICIPALITY OF SAINT-VALÈRE

Notice is given by these presents by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted on the 25th day of November, 1959, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of Saint-Valère-de-Bulstrode, county of Arthabaska, into that of "Municipality of Saint-Valère".

In conformity with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name enters into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Valère, December 7, 1959.

ÉLOI TARDIF,
Mayor.
JOSEPH LANGLOIS,
52493 Secretary-Treasurer.

(P.G. 15641-59)

ANJOU INDUSTRIAL DEVELOPMENT INC.

Règlement N° XXII

qui est un règlement augmentant le nombre des des directeurs de la compagnie de trois (3) à quatre (4).

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXII de "Anjou Industrial Development Inc." (ici nommée la "compagnie") comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement N° XXII de "Anjou Industrial Development Inc.", adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 8e jour d'octobre 1959, et confirmé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

(Sceau) Le Secrétaire,
52494 MARGOT M. QUINN.

(A.G. 15641-59)

ANJOU INDUSTRIAL DEVELOPMENT INC.

By-law No. XXII

being a By-law increasing the number of Directors of the company from three (3) to four (4)

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. XXII of "Anjou Industrial Development Inc." (herein called the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the company be and the same is hereby increased from thee (3) to four (4) so that the Board of Directors shall hereafter be composed of four (4) Directors.

2. All prior By-Laws, Resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Certified true copy of By-law No. XXII of "Anjou Industrial Development Inc.", adopted by the Directors at a Meeting held on the 8th day of October, 1959, and unanimously confirmed at a Special General Meeting of the shareholders held on the same day.

(Seal) MARGOT M. QUINN,
52494-o Secretary.

(P.G. 7791-48)

GRAND'MÈRE HANDCRAFT COMPANY LIMITED

Règlement augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Grand'Mère Handcraft Company Limited", tenue au bureau de Me René Duranleau, C.R., 60 rue St-Jacques ouest, Montréal, le 5 octobre 1959.

Amendement au règlement N° III: Il est proposé, secondé et unanimement résolu que le règlement N° III soit et il est par les présentes amendé en remplaçant le chiffre "four" par le chiffre "five" de façon à ce que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes porté à 5.

Vraie copie d'une résolution adoptée à une assemblée des directeurs de Grand'Mère Handcraft Company Limited", et ratifiée par tous les actionnaires présents à une assemblée des actionnaires tenue le 6 octobre 1959:

(Sceau) Le Secrétzire,
52495-o A. S. McNAB.

(A.G. 7791-48)

GRAND'MÈRE HANDCRAFT COMPANY LIMITED

By-law increasing the number of directors from four to five.

Excerpt of the Minutes of a meeting of the Directors of "Grand'Mère Handcraft Company Limited", held at the office of Me René Duranleau, Q.C., 60 St-James Street, West, Montreal, October 5, 1959.

Amendment to by-law No. III: Its is proposed, seconded and unanimously revolved that by-law No. III be and it is by these presents amended by replacing the number "four" by the number "five" so that the number of Directors be and it is by these presents carried to 5.

True copy of a resolution adopted at a meeting of the Directors of Grand'Mère Handcraft Company Limited, and ratified by all the shareholders present at a meeting of the shareholders present at a meeting of the shareholders held on October 6, 1959:

(Seal) A. S. McNAB.
52495 Secretary.

(P.G. 11553-56)

LA CORPORATION DE L'HÔPITAL ST-AMBROISE DE LORETTEVILLE

Règlement augmentant le nombre des directeurs de sept à neuf

Que le règlement N° 15 soit amendé en changeant le chiffre "sept" par le chiffre "neuf", de manière que le règlement ainsi amendé se lise comme suit:

15. Nombre: Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de neuf membres."

Loretteville, ce 3ième jour d'août 1959.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
52496-o MARCEL MARTINEAU.

(A.G. 11553-56)

LA CORPORATION DE L'HÔPITAL ST-AMBROISE DE LORETTEVILLE

By-law increasing the number of directors from seven to nine

That by-law No. 15 be amended by changing the number "seven" to the number "nine", so that the by-law thus amended may read as follows:

15. Number: The affairs of the corporation shall be administrated by a Board of Directors composed of nine members."

Loretteville, this 3rd day of August, 1959.

Certified True Copy.

MARCEL MARTINEAU,
52496 Secretary-Treasurer.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE GIANT ELECTRIC MFG COMPAGNIE LIMITÉE
GIANT ELECTRIC MFG CO. LTD EMPLOYEES' ASSOCIATION

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Giant Electric Mfg Compagnie Limitée — Giant Electric Mfg Co. Ltd Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le trois décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
52497-o RAYMOND DOUVILLE.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE GIANT ELECTRIC MFG COMPAGNIE LIMITÉE
GIANT ELECTRIC MFG CO. LTD EMPLOYEES' ASSOCIATION

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés Giant Electric Mfg Compagnie Limitée — Giant Electric Mfg Co. Ltd Employees' Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by tl e Provincial Secretary on December third, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate above mentioned is situated at Montreal-East, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
52497-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12730-55)

PAUL CONSTANTINEAU INC.

Règlement N° 6

Augmentant les directeurs de six à sept.

Attendu qu'il serait dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs de six qu'il est actuellement à sept et que l'article 3° du règlement No. 1 soit amendé en conséquence;

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie, ce qui suit:

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept membres;

2° L'article 3 du règlement No. 1 est amendé en conséquence.

Québec, 25 novembre 1959.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
52432-o JOSEPH GALAISE.

(A.G. 12730-55)

PAUL CONSTANTINEAU INC.

By-law No. 6

Increasing the directors from six to seven

Whereas it would be in the interest of the company to increase the number of its directors from six that it is presently to seven and that article 3° of by-law No. 1 be therefore amended;

That it be and it is hereby enacted as by-law of the company the following:

1. The affairs of the company shall be administered by a Board of Directors composed of seven members;

"2. Article 3 of by-law No. 1 is therefore amended.

Quebec, November 25, 1959.

Certified true copy.

JOSEPH GALAISE,
52432 Secretary.

Chartes — Abandon de

LA COMPAGNIE TULIPE LIMITÉE

Prenez avis que "La Compagnie Tulipe Limitée", demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de La Compagnie Tulipe Limitée,
52448-o Me NORMAN C. DENYS.

Charters — Surrender of

LA COMPAGNIE TULIPE LIMITÉE

Take notice that the company "La Compagnie Tulipe Limitée", will request permission from the Attorney-General to abandon its charter.

Me NORMAN C. DENYS,
Attorney for La Compagnie Tulipe Limitée.
52448-o

BELHAVEN CONSTRUCTION LTD.

Avis d'application pour permission d'abandonner la charte

Avis est par les présentes donné que "Belhaven Construction Ltd.", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, P. Q., le 3 décembre 1959.

Les Procureurs des requérants,
52433-o CERINI & JAMIESON.

BELHAVEN CONSTRUCTION LTD.

Notice of application for leave to surrender charter

Take notice that "Belhaven Construction Ltd.", with head office in Montreal, P. Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P. Q., the 3rd day of December, 1959.

CERINI & JAMIESON,
52433-o Attorneys for petitioners.

BROADVIEW CONSTRUCTION LTD.

Avis d'application pour permission d'abandonner la charte

Avis est par les présentes donné que "Broadview Construction Ltd.", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, P. Q., le 3 décembre, 1959.

Les Procureurs des requérants,
52434-o CERINI & JAMIESON.

BROADVIEW CONSTRUCTION LTD.

Notice of application for leave to surrender charter

Take notice that "Broadview Construction Ltd.", with head office in Montreal, P. Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P. Q., the 3rd day of December, 1959.

CERINI & JAMIESON,
52434-o Attorneys for petitioners.

OTTAWA LAND HOLDINGS LTD.

Avis d'application pour permission d'abandonner la charte

Avis est par les présentes donné que "Ottawa Land Holdings Ltd.", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, P. Q., le 3 décembre 1959.

Les Procureurs des requérants,
52435-o CERINI & JAMIESON.

OTTAWA LAND HOLDINGS LTD.

Notice of application for leave to surrender charter

Take notice that "Ottawa Land Holdings Ltd.", with head office in Montreal, P. Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P. Q., the 3rd day of December, 1959.

CERINI & JAMIESON,
52435-o Attorneys for petitioners.

M. C. SCHRANK (CANADA) LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "M. C. Schrank (Canada) Limited", demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnie de Québec.

A Montréal, ce 7 décembre 1959.

Le Procureur,
52460-o JOSEPH HELAL, C.R.

M. C. SCHRANK (CANADA) LIMITED

Notice is hereby given that the company "M. C. Schrank (Canada) Limited" will apply for leave to surrender its charter in virtue of the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, December 7th, 1959.

JOSEPH HELAL, Q.C.,
52460-o Attorney.

MILLER'S OUTFITTING CO. INC.

Avis est donné par les présentes que "Miller's Outfitting Co. Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixé.

Miller's Outfitting Co. Inc.,
Par le Secretaire,
Mrs. JOHN MILLER.

Les Procureurs de Millers' Outfitting Co. Inc.
Louis & Berger,
Suite 820, 159 Craig St. W.
Montréal, Qué. 52468-o

MILLER'S OUTFITTING CO. INC.

Notice is hereby given that "Miller's Outfitting Co. Inc." will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Miller's Outfitting Co. Inc.,
Per: Mrs. JOHN MILLER,
Secretary.

Louis & Berger,
Suite 820, 159 Craig St. W.
Montreal, Québec.
Attorneys for
Miller's Outfitting Co. Inc. 52468-o

LAKEWOOD LODGE INC.

Avis est, par les présentes, donné que "Lakewood Lodge Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège soical en les cité et district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la per-

LAKEWOOD LODGE INC.

Notice is hereby given that "Lakewood Lodge Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under

mission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de novembre 1959.

Le Président,
GERALDINE ROTHSCHILD.

Les Procureurs de la requérante,
BERGER & KUJAN,
1255, rue University,
Montréal 2, Qué. 52489

the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of November 1959.

GERALDINE ROTHSCHILD,
President.

BERGER & KUJAN,
Attorneys for applicant,
1255 University St.,
Montreal 2, Que. 52489-o

Compagnies dissoutes

(P.G. 12584-59)
CARLTON INVESTMENTS LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Carlton Investments Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettrse patentes en date du 12 février 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 15662-59)
CHATEAUFORT INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chateaufort Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 janvier 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(P.G. 13184-59)
CONSOLIDATED RESOURCES LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Consolidated Resources Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 mai 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 12584-59)
CARLTON INVESTMENTS LTD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Carlton Investments Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 12, 1952.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15662-59)
CHATEAUFORT INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chateaufort Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 13, 1954.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13184-59)
CONSOLIDATED RESOURCES LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Consolidated Resources Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 25, 1928.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14223-58)

HORTSON (CANADA) INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hortson (Canada) Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 décembre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14223-58)

HORTSON (CANADA) INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hortson (Canada) Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 17, 1952.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company hassbeen dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14795-59)

LE PARC MATHIEU LTÉE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Parc Mathieu Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 décembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 14795-59)

LE PARC MATHIEU LTÉE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Part Mathieu Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 30, 1947.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company has been sissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13384-59)

SIDERUR (CANADA) LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Siderur (Canada) Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11 juin 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52429-o P. FRENETTE.

(A.G. 13384-59)

SIDERUR (CANADA) LTD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Siderur (Canada) Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 11, 1952.

Notice is also given that from and after November thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52429 Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

MARGARET MARSH

Succession vacante de Margaret Marsh, en son vivant de la cité d'Outremont, district de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 11 juillet 1956 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district

Public Curatorship

MARGARET MARSH

Vacant estate of Margaret Marsh, in her lifetime of the city of Outremont, district of Montreal.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on July 11, 1956, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the

de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18. 52442-o

district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator *ex-officio* to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
187 Sainte-Catherine Street (West),
Montréal 18. 52442

Département des Affaires municipales

PAROISSE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DES-HAUTEURS

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 2 novembre 1959 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 28 novembre 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 Georges VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 28 novembre 1959.

Le Ministre des Affaires municipales,
52431-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

PARISH SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DES-HAUTEURS

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated November 2, 1959, of the Municipal Council of the parish of Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of November 28, 1959, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of corporation of the parish of Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 28, 1959.

PAUL DOZOIS,
52431- Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 87-59

(Région de Labelle)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 9 décembre 1959, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 1.30 heure p.m.

Présents: MM. Stanislas Panneton, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires et Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans la région de Labelle.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 87-59

(Region of Labelle)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, December 9th, 1959, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 1.30 o'clock in the afternoon.

Présent: Messrs Stanislas Panneton, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners and Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the condition under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the procuders-suppliers, the milk dealers, the distribors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Labelle.

2° La région de Labelle comprend le comté de Labelle et la partie du comté de Terrebonne au nord de la municipalité de Piedmont.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.70 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

"3*a*) Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu;

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature".

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Labelle offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire à des prix inférieurs à 6½ cents le demiard, 11 cents la chopine, 19 cents la pinte, et en bidon 75 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 72 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix établis pour le commerce du gros: 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 6½ cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

9° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 décembre 1959.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: Stanislas Panneton, président,
Joseph Hébert, commissaire,
J.-A. Chartrand, commissaire,
Alfred Cookman, commissaire,
Paul-Abel Arès, commissaire.

Certifié: Alphonse Savoie, secrétaire.

52481-o

2. The region of Labelle includes Labelle county and that part of Terrebonne county north of the municipality of Piedmont.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.70 net, F.O.B. business place of said dealer.

"3*a*. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month:

a) total quantity of milk received;

b) quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) quantity of milk used for other purposes;

d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption."

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Labelle offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery store, a restaurant, a hotel, a military canteen, at prices inferior to 6½ cents a half-pint, 11 cents a pint, 19 cents a quart, and in bulk, 75 cents a gallon.

6. No person shall offer sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 72 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices: 11 cents a pint and 19 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

8. The price of bottled milk for distribution to pupils is fixed at 6½ cents a half-pint and 6 cents the 8 ounce container.

9. The present Order shall come into force on December 16th, 1959.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Stanislas Panneton, President,
Joseph Hébert, Commissioner,
J.-A. Chartrand, Commissioner,
Alfred Cookman, Commissioner,
Paul-Abel Arès, Commissioner.

Certified: Alphonse Savoie, Secretary.

52481-o

Département de l'Instruction publique

N° 1535-53.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU CANTON MAGOG

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Ely-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, la moitié sud du lot primitif N° 19 et les lots primitifs Nos 20 et 21 du rang XI du cadastre officiel du canton Orford, pour les annexer à la municipalité scolaire du canton Magog, dans le comté de Stanstead.

Québec, le 28 novembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52406-49-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1313-58.

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE MCMASTERVILLE-BELOEIL

Demande est faite pour que les limites de la municipalité scolaire, protestante de McMasterville-Belœil dans le comté de Verchères, soient rectifiées afin de comprendre dans l'avenir, le territoire borné par la ligne décrite comme suit:

"Commençant au point d'intersection de la rive nord-ouest de la rivière Richelieu avec la ligne séparative entre les lots 31 et 33 de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly; de là, dans une direction nord-ouest le long de ladite ligne séparative dans la pleine longueur de la première concession; de là, tournant dans une direction nord-est et suivant la ligne arrière de ladite première concession jusqu'à ce qu'elle atteigne la limite sud-ouest projetées du lot 146 de la paroisse de Saint-Bruno; de là, tournant dans une direction nord-ouest et suivant le long de la limite sud-ouest, du lot 446 et 445 de la paroisse de Saint-Bruno jusqu'à ce qu'elle atteigne l'emprise du chemin de ver Canadien National; de là, tournant dans une direction nord-est et suivant le long de la limite sud-est ligne du chemin de fer jusqu'à la limite sud-ouest du lot 441 de la paroisse de la Saint-Bruno à son point d'intersection avec ladite ligne du chemin de fer; de là, tournant dans une direction nord-ouest et suivant la limite sud-ouest dudit lot 441 jusqu'à la limite est du chemin entre la deuxième et la troisième concession; de là, tournant dans une direction nord-est et suivant la limite est dudit chemin jusqu'à la ligne séparative entre les comtés de Chambly et Verchères à son intersection avec ledit chemin entre la deuxième et la troisième concession; de là, tournant dans une direction nord-ouest et suivant le long de ladite ligne de comté jusqu'à son intersection avec la limite est du chemin entre la troisième et la quatrième concession; de là, tournant dans une direction nord-est entrant dans le comté de Verchères, paroisse de St-Mathieu-de-Belœil, et suivant les quelques tracés dudit chemin et ses déviations au point où il conduit du côté est du cours d'eau connu comme "Premier Grand Ruisseau" et jusqu'au chemin connu comme "montée du Moulin"; de là, tournant dans une direction sur-est et suivant le long de la ligne séparative entre le dernier chemin mentionné et les lots 3 et 2 de la paroisse de St-Marc-de-Cournoyer et le lot 151, paroisse de St-Mathieu-de-Belœil jusqu'à la limite nord-ouest de la rivière Richelieu; de là, tournant dans une direction ouest et suivant la

Department of Education

No. 1535-53.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF MAGOG

Application is made to detach from the school municipality of St-Ely-d'Orford, in the county of Sherbrooke, the south/half of primitive lot No. 19 and primitive lots Nos. 20 and 21 of range XI of the official cadaster of the township of Orford, to annex them to the school municipality of the township of Magog, in the county of Stanstead.

Quebec, November 28, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52406-49-2 Superintendent of Education.

No. 1313-58.

PROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY OF MCMASTERVILLE-BELOEIL

Application is made that the boundaries of the protestant school municipality of McMasterville-Belœil, in the county of Verchères, be rectified to comprise in the future the territory bounded by the line described as follows:

"Beginning at the point of intersection of the north-westerly embankment of the Richelieu River with the dividing line between lots 31 and 33 of the parish of St. Joseph-de-Chambly; thence in a northwesterly direction along the said dividing line for the full length of the first concession; thence turning in a northeasterly direction and following the rear line of said first concession until it reaches the southwesterly boundary projected of lot 146 of the parish of St. Bruno; Thence turning in a north-westerly direction and running along the southwesterly boundary of lot 446 and 445 of the parish of St. Bruno until it reaches the right-of-way of Canadian National Railways; thence turning in a northeasterly direction and running along the southeasterly boundary of the railway line up to the southwesterly boundary of lot 441 parish of St. Bruno at its intersection with the said railway line; thence turning in a northwesterly direction and following the southwesterly boundary of said lot 441 up to the easterly boundary of the road between the second and third concession; thence turning in a northeasterly direction and following the easterly boundary of the said road up to the dividing line between the counties of Chambly and Vercheres at its intersection with the said road between the second and third concession; thence turning in a northwesterly direction and running along the said county line up to its intersection with the easterly boundary of the road between the third and fourth concessions; thence turning in a northeasterly direction entering into the county of Verchères, parish of St. Mathieu-de-Belœil, and running along the several courses of the said road and its diversion at the point where it leads on the easterly side of the water course known as "Premier Grand Ruisseau" and up to the road known of "Montée du Moulin"; thence turning in a southeasterly direction and running along the dividing line between the last mentioned road and lots 3 and 2 of the parish of St. Marc-de-Cournoyer and lot 151, parish of St. Mathieu-de-Belœil as far as the northwesterly boundary of the Richelieu River; thence turning in a westerly direction and following the northwesterly bound-

limite nord-ouest de la rivière et se projetant par ce cours d'eau dans le comté de Chambly, jusqu'au point de départ.".

Québec, le 30 novembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,

52407-49-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 931-58.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE TERREBONNE

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

Toute cette partie de territoire située à l'ouest du droit de passage du chemin de fer Canadien Pacifique et bornée au sud-ouest par la ligne limitant les comtés de Terrebonne et de l'Assomption; au nord par la ligne nord des lots 234, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 263, 271, 279, 281 et 282 du cadastre officiel de Lachenaie, à distraire cependant les lots 282 et 284, appartenant déjà à la municipalité scolaire de Pincourt et à ajouter au territoire à annexer, cette partie du lot N° 247 incluse dans l'article 10 du chapitre III de la loi 5-6 Eliz. II.

Cet avis remplace celui adressé pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le 2 octobre 1959.

Québec, le 1er décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52408-49-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 762-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ESCOUMINS

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1354 en date du 25 novembre 1959, de détacher de la municipalité scolaire du village de Sault-au-Mouton, dans le comté de Saguenay, les lots 1 et 2 du rang I du canton Iberville, pour les annexer à la municipalité scolaire des Escoumins, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1960.

Québec, le 4 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1535-53.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU CANTON DE MAGOG

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rock-Forest, dans le comté de Sherbrooke, les lots 20 à 27 inclusivement du rang X et 22 à 27 inclusivement du rang XI du cadastre officiel du canton Orford, pour les annexer à la municipalité scolaire du canton de Magog, dans le comté de Stanstead.

Québec, le 3 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 503-53.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE POINTE-DU-LAC

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1354 en date du 25 novembre

ary of the river and projecting through this course into the county of Chambly to the point of origin".

Quebec, November 30, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52407-49-2-o Superintendant of Education.

No. 931-58.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF TERREBONNE

Application is made to detach from the school municipality of Lachenaie, in the county of Assomption, the territory herebelow described, to annex it to the school municipality of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne.

All that part of the territory situated on the west of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway and bounded on the southwest by the line limiting the counties of Terrebonne and Assomption; on the north, by the line north of lots 234, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 263, 271, 279, 281 and 282 of the official cadaster of Lachenaie, to withdraw, however, lots 282 and 284, already belonging to the school municipality of Pincourt and to add to the territory to be annexed, that part of lot No. 247 included in article 10 of chapter III of the Act 5-6 Eliz. II.

This notice replaces that sent for publication in the *Quebec Official Gazette*, on October 2, 1959.

Quebec, December 1st, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52408-49-2 Superintendent of Education.

No. 762-59.

SCHOOL MUNICIPALITY ESCOUMINS

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, 1354, on November 25, 1959, has been pleased to detach from the school municipality of the village of Sault-au-Moutons, in the county of Saguenay, lots 1 and 2 of range I of the township of Iberville, to annex them to the school municipality of Escoumins, in the same county.

This Order in Council will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 4, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 1535-53.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF MAGOG

Application is made to detach from the school municipality of the Municipality of Rock-Forest, in the county of Sherbrooke, lots 20 to 27 inclusive of range X and 22 to 27 inclusive of range XI of the official cadaster of the township of Orford, to annex them to the school municipality of the township of Magog, in the county of Stanstead.

Quebec, December 3, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 503-53.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF POINTE-DU-LAC

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 1354, dated

1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pointe-du-Lac N° 2, dans le comté de St-Maurice, à la municipalité scolaire du village de Pointe-du-Lac, dans le comté de St-Maurice et de changer le nom de cette dernière, en celui de la municipalité scolaire de Pointe-du-Lac, dans le comté de St-Maurice.

Ces changements prendront effet au premier juillet 1960.

Québec, le 3 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1161-57.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE ST-CYRILLE-DE-WENDOVER

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1354, en date du 25 novembre 1959, de détacher de la municipalité scolaire de Wendover et Simpson, dans le comté de Drummond, les lots 137 à 143 inclusivement du rang IV et 222 à 226 inclusivement du rang V du cadastre officiel du canton Wendover, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Cyrille-de-Wendover, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1960.

Québec, le 4 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 659-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-DENIS

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1354, en date du 25 novembre 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Denis N° 2, dans le comté de Kamouraska, à la municipalité scolaire de St-Denis, dans le comté de Kamouraska.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 3 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 982-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE ST-GERMAIN-DE-GRANTHAM

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1354, en date du 25 novembre 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Germain-de-Grantham, dans le comté de Drummond, en celui de la municipalité scolaire du village de St-Germain, dans le comté de Drummond.

Ce changement prendra effet le 20 décembre 1959.

Québec, le 4 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 981-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-SIMON-DE-DRUMMOND

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1354, en date du 25 novembre 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de

November 25, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Pointe-du-Lac No. 2, in the county of St-Maurice, to the school municipality of the village of Pointe-du-Lac, in the county of St-Maurice, and to change the name of the latter into that of the School Municipality of Pointe-du-Lac, in the county of St-Maurice.

These changes will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 3, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 1161-57.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-CYRILLE-DE-WENDOVER

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 1354, on November 25, 1959, has been pleased to detach from the school municipality of Wendover and Simpson, in the county of Drummond, lots 137 to 143 inclusively of range IV and 222 to 226 inclusively of range V of the official cadaster of the township of Wendover, to annex them to the school municipality of the village of St-Cyrille-de-Wendover, in the same county.

This Order in Council will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 4, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 659-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-DENIS

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 1354, of November 25, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Denis No. 2, in the county of Kamouraska, to the school municipality of St-Denis, in the same county.

This Order in Council will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 3, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 982-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-GERMAIN-DE-GRANTHAM

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1354, of November 25, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of St-Germain-de-Grantham, in the county of Drummond, into that of the school municipality of the village of St-Germain, in the county of Drummond.

This change will take effect on December 20, 1959.

Quebec, December 4, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

No. 981-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-SIMON-DE-DRUMMOND

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1354, of November 25, 1959, has been pleased to change the

St-Simon-de-Drummond, dans le comté de Drummond, en celui de la municipalité scolaire de Drummondville-Sud, dans le comté de Drummond.

Ce changement prendra effet le 20 décembre 1959.

Québec, le 4 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52447-o O.-J. DESAULNIERS.

name of the school muncipality of St-Simon-de-Drummond, in the county of Drummond, into that of the school municipality of Drummondville-South, in the county of Drummond.

This change will take effect on December 20, 1959.

Quebec, December 4, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52447 Superintendent of Education.

Département des Mines

AVIS DE RÉVOCATION DES DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50, 51 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1941 ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive, durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Canton Broughton:-Rang XI, lot (12A, 12B, 12C, 12F cadastre).

Canton Halifax: Rang I, lot 13; rang III, lot 11.

Canton Hull: Rang VIII, lots 24, 25.

Canton Onslow: Rang VII, lots 7, 8, 12, 13; rang VIII, lots 10, 11, 12.

Québec, 8 octobre 1959.

Le Sous-ministre,

52480-50-2-o A. O. DUFRESNE.

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des mines, que par l'arrêté en conseil N° 1229, en date du 28 octobre 1959, les droits de mine autres que l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la couronne relativement aux lots ci-après décrits, savoir:

District électoral d'Argenteuil:

Canton Gore de Lochaber: Rang VIII, lots 6A, 6B;

District électoral d'Arthabaska:

Canton de Chester: Rang II, partie du lot 5 (subdivisions 105 à 108 incl. cad.); partie du lot 6 (subdivisions 111 à 113 incl. cad.); rang III, partie du lot 5 (subdivisions 184, 185, 186 cad.); rang IV, lot 6 (279, 280, 281 cad.); lot 8 (284, 285, 286 cad.); rang V, partie du lot 5 (345, 346 cad.); lot 7 (349, 350, 351 cad.);

District électoral de Beauce:

Canton de Broughton: Rang XI, lot 13;

District électoral de Bonaventure:

Canton de Mann: Rang nord, Rivière-du-Loup, lots A, B, 3, 5, 6, 7 et 8; rang ouest, Rivière-du-Loup, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7; rang Pointe-aux-Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12;

Canton de Ristigouche: Rang I, Rivière Ristigouche, lots 4 à 9 incl.

District électoral de Brome:

Canton de Bolton: Rang VII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28; rang VIII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28;

Department of Mines

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to section 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land hereunder listed that the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council, the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

In Broughton township: Range XI, lot (12A, 12B, 12C, 12F, cadastral lots).

In Halifax township: Range I, lot 13; range III, lot 11.

In Hull township: Range VIII, lot 24, 25.

In Onslow townhsip: Range VII, lots 7, 8, 12, 13; range VIII, lots 10, 11, 12.

Quebec, October 8th 1959.

A. O. DUFRESNE,

52480-50-2-o Deputy Minister.

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the last paragraph of Section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 1229 dated October the 28th, 1959, the mining rights other than for gold and silver, have been revoked in favour of the Crown in the lots hereinafter described, to wit:

Electoral district of Argenteuil:

Township of Gore of Lochaber: Range VIII, lots 6A, 6B;

Electoral district of Arthabaska:

Township of Chester: Range II, part of lot 5 (subdivisions 105 to 108 incl. cad.); part of lot 6 (subdivisions 111 to 113 incl. cad.); range III, part of lot 5 (subdivisions 184, 185, 186 cad.); range IV, lot 6 (279, 280, 281 cad.); lot 8 (284, 285, 286 cad.); range V, part of lot 5 (345, 346 cad.); lot 7 (349, 350, 351 cad.);

Electoral district of Beauce:

Township of Broughton: Range XI, lot 13;

Electoral district of Bonaventure:

Township of Mann: Range north, Rivière-du-Loup, lots A, B, 3, 5, 6, 7 and 8; range west, Rivière-du-Loup, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7; range Pointe aux Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12;

Township of Ristigouche: Range I, Rivière Ristigouche, lots 4 to 9 incl.

Electoral district of Brome:

Township of Bolton: Range VII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28; range VIII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28;

Canton Brome: Rang III, lot 1; rang IV, lots 1, 2 et 4; rang V, lots 1, 2, 3, 5;

Canton Sutton: Rang VI, lots 14 à 19 incl.; rang VII, lots 13 à 18 incl.; rang VIII, lots 12 à 17 incl.; rang IX, lots 12 à 16 incl.; rang X, lot 7 (1/3 ouest et 1/3 centre;)

District électoral de Dorchester:

Canton de Cranbourne: Rang A, lots 22 et 23;

District électoral de Frontenac:

Canton de Dorset: Rang XII, lots 1 et 2; rang XIII, lots 1 et 2;

District électoral de Gatineau:

Canton d'Eardley: Rang VI, lots 1 et 2; rang VII, lots 2 et 3; rang VIII lots, 1, 2 et ½ nord du lot 4; rang X, lot 6; rang XI, lot 6;

District électoral de Gatineau-Hull:

Canton de Hull: Rang IX, ½ nord lot 28; rang X, lots 27 et 28; rang XI, ½ sud lot 28, lot 1A;

District électoral de Mégantic:

Canton d'Halifax-Sud: Rang II, lot 13 (48, 49, 50 cad.); rang III, lot 10 (120, 121, 122 cad.);

Canton Ireland: Rang V, lot 19 (308, 309 cad.); lot 20 (310, 311, 312 cad.); rang VI, lot 18 (337 cad.); lot 19 (335 et 336 cad.); lot 20 (332, 333, 334 cad.);

Canton de Leeds: Rang XIV, lot ½ n.-e. 13; lot 16; rang XV, lot 12; rang XVI, lots 17 et 18;

District électoral de Papineau:

Canton d'Hartwell: Rang II, lot B; rang III, lots A, B et 12;

District électoral de Papineau-Hull:

Canton de Templeton: Rang VI, lots 27A, 28A et 28B; rang VII, lot 27B;

District électoral de Sherbrooke:

Canton d'Ascot: Rang VI, lots 7 et 8; rang VII, lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11; rang VIII, lots 5 et 6;

District électoral de Wolfe:

Canton de Garthby: Rang III, lot 16;

Canton de Price: Rang I, lots 9A, 9B, 9C et 10A;

Canton de Wolfestown: Rang III, lot 22C.

Québec, le 21 novembre 1959.

Le Sous-ministre des Mines,
A. O. DUFRESNE.

52480-50-2-o

Township of Brome: Range III, lot 1 range IV, lot 1, 2 and 4; Range V, lots 1, 2, 3, 5;

Township of Sutton: Range VI, lots 14 to 19 incl.; range VII, lots 13 to 18 incl.; Range VIII, lots 12 to 17 incl.; range IX, lots 12 to 16 incl.; range X, lot 7 (1/3 west and 1/3 centre);

Electoral district of Dorchester:

Township of Cranbourne: Range A, lots 22 and 23;

Electoral district of Frontenac:

Township of Dorset: Range XII, lots 1 and 2; range XIII, lots 1 and 2;

Electoral district of Gatineau:

Township of Eardley: Range VI, lots 1 and 2; range VII, lots 2 and 3; range VIII, lots 1, 2 and ½ north of lot 4; range X, lot 6; range XI, lot 6;

Electoral district of Gatineau-Hull:

Township of Hull: Range IX, ½ north of lot 28; range X, lots 27 and 28; range XI, ½ south of lot 28, lot 1A;

Electoral district of Megantic:

Township of Halifac South: Range II, lot 13 (48, 49, 50 cad.); Range III, lot 10 (120, 121, 122 cad.);

Township of Ireland: Range V, lots 19 (308, 309 cad.); 20 (310, 311, 312 cad.); range VI, lots 18 (337, cad.); 19 (335 and 336 cad.); 20 (332, 333, 334 cad.);

Township of Leeds: Range XIV, ½ n.-e. of lot 13; lot 16; range XV, lot 12; range XVI, lots 17 and 18;

Electoral district of Papineau:

Township of Hartwell: Range II, lot B, range III, lots A, B and 12;

Electoral district of Papineau-Hull:

Township of Templeton: Range VI, lots 27A, 28A and 28B; range VII, lot 27B;

Electoral district of Sherbrooke:

Township of Ascot: Range VI, lots 7 and 8; range VII, lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11; range VIII, lots 5 and 6;

Electoral district of Wolfe:

Township of Garthby: Range III, lot 16;

Township of Price: Range I, lots 9A, 9B, 9C and 10A;

Township of Wolfestown: Range III, lot 22C.

Quebec, November 21st, 1959.

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister of Mines.

52480-50-2-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité de Drummondville, quartier est (municipalité de la cité de Drummondville), division d'enregistrement de Drummond

Avis est par la présente donné que les lots 629, 630 et 631 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 novembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52430-o

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette (municipalité de ville de Loretteville) division d'enregistrement de Québec

Department of Land and Forest

NOTICE

Official cadastre of the city of Drummondville, East Ward (municipality of city of Drummondville) registration division of Drummond

Notice is hereby given that lots 629, 630 et 631 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 27, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52430-o

Official cadastre of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette (municipality of town of Loretteville) registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1019-2 est annulé et le lot 1018-9 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 novembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52430-o AVILA BÉDARD.

Notice is hereby given that lot 1019-2 has been cancelled and lot 1018-9 has been corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, Novembre 26, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
52430-o Deputy-Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil (municipalité de la cité de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de chambly

Avis est par la présente donné que le lot 138-732-A (ruelle) et une partie du lot 138-630-A (ruelle) sont remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 novembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52430-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil (municipality of the city of Jacques-Cartier) registration division of Chambly

Notice is hereby given that lot 138-732-A (Lane) and part of lot 138-630-A (Lane) are revived in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 25, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
52430-o Deputy-Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin (municipalité de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin) division d'enregistrement de Lévis

Avis est, par la présente, donné qu'une partie des lots 550, 557, 558, 561, 562, 565 est annulée et les lots 638, 639, 640 et 641 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52430-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of Saint-Romuald d'Etchemin (municipality of the parish of Saint-Romuald d'Etchemin) diregistration division of Lévis

Notice is hereby given that a part of lots 550, 557, 558, 561, 562, 565 has been cancelled and lots 638, 639, 640 and 641 are added in virtue of the Civil Code.

Quebec, December the 1st, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
52430-o Deputy-Minister.

Examen du Barreau

Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Jolin.....	Paul-Eugène.....	26	954 Bougainville, Québec, P. Q.	Université Laval.

Le Secrétaire-trésorier adjoint,
LUCIEN LORTIE,
52474-o Assistant-Secretary-Treasurer.

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

BRITISH PACIFIC LIFE INSURANCE COMPANY

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que "British Pacific Life Insurance Company" enregistrée sous le numéro 617, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1911 qui l'autorise, à compter du 20 octobre 1959, à effectuer

BRITISH PACIFIC LIFE INSURANCE COMPANY

Notice of Issue of Licence and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "British Pacific Life Insurance Company" registered under number 617, has obtained the license and certificate of registry number 1911 authorizing it, as from the 20th of October 1959, to undertake in

dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 535, rue Homer, Vancouver, Colombie Britannique.

La compagnie a nommé monsieur Munroe Abbey, C.R., 1374 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 novembre 1959.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
52393-49-2-o Surintendant des assurances.

this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at 535 Homer Street, Vancouver, British Columbia.

The company has appointed Mr. Munroe Abbey, Q.C., 1374 Sherbrooke Street West, Montreal, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of November 1959.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
52393-49-2-o Superintendent of Insurance.

Office des marchés agricoles du Québec

AVIS

de réception d'un projet de plan conjoint de mise en marché

Groupement de producteurs de lait nature fournisseurs de la Laiterie Sanitaire Limitée, l'Épiphanie.

Un projet de plan conjoint de mise en marché, présenté par:

Gérard Papin	L'Épiphanie
Fernand A. Lafortune	L'Épiphanie
Hubert Lebeau	L'Épiphanie
Gaston Mireault	St-Roch de L'Achigan
Gérard Leblanc	L'Épiphanie
Edgard Ricard	L'Épiphanie
Maurice Ricard	L'Épiphanie
E. Charette	L'Épiphanie
Rosaire Ricard	L'Épiphanie
Gabriel St-André	St-Roch de L'Achigan

et als, groupement de producteurs *bona fide* de lait nature fournisseurs de la Laiterie Sanitaire Limitée, l'Épiphanie, Comté de l'Assomption; comprenant les produits agricoles suivants:

"Lait cru et crème douce destinés à la consommation à l'état nature, en provenance des troupeaux des producteurs-fournisseurs, dûment attitrés au commerce du lait nature et de la crème douce de ladite Laiterie".

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, ce 3 décembre 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
52458-o LÉONARD ROY.

Quebec Agriculture Marketing Board

NOTICE

of reception of a project of joint marketing plan

Group of whole milk producers suppliers to Laiterie Sanitaire Ltée, l'Épiphanie.

A petition for a joint marketing plan presented by:

Gérard Papin	L'Épiphanie
Fernand A. Lafortune	L'Épiphanie
Hubert Lebeau	L'Épiphanie
Gaston Mireault	St-Roch de L'Achigan
Gérard Leblanc	L'Épiphanie
Edgard Ricard	L'Épiphanie
Maurice Ricard	L'Épiphanie
E. Charette	L'Épiphanie
Rosaire Ricard	L'Épiphanie
Gabriel St-André	St-Roch de L'Achigan

and al, a group of *bona fide* whole milk producers suppliers to La Laiterie Sanitaire Ltée, l'Épiphanie, Assomption County,

for the following agricultural products:

"Raw milk and sweet cream produced for human consumption supplied by the herds of the producers-suppliers duly approved for the fluid milk and cream trade of the said dairy".

has been received and approved for investigation and final adjudication on the merits.

Montreal, December 3rd, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
52458-o Secretary.

Proclamation

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE

ERRATUM

Page 5225, de la *Gazette officielle de Québec*, du 28 novembre 1959, version anglaise, 4ième ligne: lire: "Municipality of the village of Sainte-Anne-de-la-Pocatière", au lieu de: "Municipality of Sainte-Anne-de-la-Pocatière" et à l'avant-dernière ligne, lire: "Municipality of the village of Sainte-Anne-de-la-Pocatière", au lieu de: "Municipalité of Sainte-Anne-de-la-Pocatière".

52431-o

Proclamation

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE

ERRATUM

Page 5225, in the *Quebec Official Gazette*, of November 28, 1959, english version, 4th line, read: "Municipality of the village of Sainte-Anne-de-la-Pocatière", instead of: "Municipality of Sainte-Anne-de-la-Pocatière" and in the line before last, same page, read: "Municipality of the village of Sainte-Anne-de-la-Pocatière", instead of: "Municipalité of Sainte-Anne-de-la-Pocatière".

52431

Sièges sociaux

LE TÉLÉPHONE DE CONTRE-COEUR LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Le Téléphone de Contre-Coeur Limitée —Contrecoeur Telephone Ltd.", constituée en coprporation par lettres patentes le 5 juin 1959, a établi son bureau et siège social à Chicoutimi, district de Chicoutimi, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 13 octobre 1959.

Le Téléphone de Contrecoeur Limitée,
Contrecoeur Telephone Ltd.,
Par le Président,
52437-o LOUIS DUBUC.

ANDRÉ BERGERON AUTOMOBILES INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "André Bergeron Automobiles Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit octobre mil neuf cent cinquante-neuf et ayant son siège social en la cité de Thetford Mines, dans le district de Mégantic, a établi son bureau au numéro 997*a* rue Notre-Dame nord.

A compter de la date des présentes ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce vingt-six octobre mil neuf cent cinquanet-neuf.

52438-o ANDRÉ BERGERON.

BERGERON LOCATION D'AUTOS INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Bergeron Location d'Autos Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit octobre mil neuf cent cinquante-neuf et ayant son siège social en la cité de Thetford Mines, dans le district de Mégantic, a établi son bureau au numéro 997*a* rue Notre-Dame nord.

A compter de la date des présentes ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce douzième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-neuf.

52439-o ANDRÉ BERGERON.

CEDARCREST FARMS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cedarcrest Farms Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9e jour de mars 1959, et ayant son siège social à Bedford, province de Québec, a établi son bureau à Cedarcrest Farms.

Le Secrétaire-trésorier,
52440 J. PATRICK.

SYSTÈME NOVA SYSTEM INC.

Avis est donné que la compagnie "Système Nova System Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1959, avec siège social à Montréal, a établi son siège social au N° 3530 de la rue Ontario Est, à compter de ce jour.

Montréal, 1er décembre 1959.

Le Président,
52441-o WILLIAM ALBERT CHATILLON.

Head Offices

CONTRECOEUR TELEPHONE LTD.

Notice is hereby given that "Le Téléphone de Contrecoeur Limitée — Contrecoeur Telephone Ltd.", company incorporated by letters patent bearing the date of June 5th, 1959, has established its office at Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of October, 1959.

Le Téléphone de Contrecoeur Limitée,
Contrecoeur Telephone Ltd.,
per: LOUIS DUBUC,
52437-o President.

ANDRÉ BERGERON AUTOMOBILES INC.

Notice is hereby given that the company "André Bergeron Automobiles Inc.", incorporated by letters patent on October eighth, one thousand nine hundred and fifty-nine and having its head office in the city of Thetford Mines, in the district of Megantic, has established its office at 997*a* Notre-Dame Street, North.

From and after the date of these presents, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this twenty-sixth day of October, one thousand nine hundred and fifty-nine.

52438 ANDRÉ BERGERON.

BERGERON LOCATION D'AUTOS INC.

Notice is hereby given that the company "Bergeron Location d'Autos Inc.", incorporated by letters patent dated October eighth, one thousand nine hundred and fifty-nine and having its head office in the city of Thertord Mines, in the district of Megantic, has established its office at number 99*a* Notre-Dame Street, North.

From and after the date of these presents, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this twelfth day of October, one thousand nine hundred and fifty-nine.

52439 ANDRÉ BERGERON.

CEDARCREST FARMS LIMITED

Notice is hereby given that "Cedarcrest Farms Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 9th day of March, 1959, and having its head office in Bedford, in the Province of Quebec, has established its office at Cedarcrest Farms.

J. PATRICK,
52440-o Secretary-Treasurer.

SYSTÈME NOVA SYSTEM INC.

Notice is hereby given that "Système Nova System Inc.", incorporated by letters patent dated October 5th, 1959, with head office in the city of Montreal, has established its head office at No. 3530 Ontario Street East, from the date hereof.

Montreal, December 1st, 1959.

WILLIAM ALBERT CHATILLON,
52441-o President.

MICHEL RENAUD, INC.

Avis est donné que la compagnie "Michel Renaud, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt et unième jour de novembre, 1959, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5083 de la rue Saint-Denis.

A compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce premier jour de décembre 1959.

Le Président,
52449-o MICHEL RENAUD.

MICHEL RENAUD, INC.

Notice is given that the company "Michel Renaud, Inc.", incorporated by letters patent issued by His Honour, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated the twenty-first day of November, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 5083 St-Denis Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being its head office.

Given at Montreal, this first day of December, 1959.

MICHEL RENAUD,
52449 President.

PLACEMENT L. G. LTÉE
L. G. INVESTMENT LTD

Avis est donné que la compagnie "Placement L. G. Ltée — L. G. Investment Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 septembre 1959, et ayant son bureau principal à St-Lambert, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 220 de l'avenue Montrose, Saint-Lambert.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14e jour d'octobre 1959.

Le Secrétaire,
52450-o CHARLES J. GÉLINAS.

PLACEMENT L. G. LTÉE
L. G. INVESTMENT LTD

Notice is given that the company "Placement L. G. Ltée — L. G. Investment Ltd", incorporated by letters patent dated September 3, 1959, and having its head office at Saint-Lambert, district of Montreal, has established its office at 220 Montrose Avenue, Saint-Lambert.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of October, 1959.

CHARLES J. GÉLINAS,
52450 Secretary.

RENÉ THÉRIAULT LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "René Thériault Limitée" constituée en corporation par lettres patentes accordées en date du 18 février 1959 et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 7149, de la rue Christophe-Colomb.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21ième jour d'août 1959.

Le Secrétaire,
52456-o RENÉ THÉRIAULT.

RENÉ THÉRIAULT LIMITÉE

Notice is given that the company "René Thériault Limitée" incorporated by letters patent issued on February 18, 1959 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 7149 on Christophe-Colomb Street.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, August 21st, 1959.

RENÉ THÉRIAULT,
52456 Secretary.

AUTOBUS LABONTÉ INC.

Avis est donné que la compangie "Autobus Labonté Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du premier jour d'octobre 1959, et ayant son bureau principal dans le canton de Shipton, a établi son bureau dans ledit Canton de Shipton, sur la route 5, aux limites de la ville de Danville, comté de Richmond.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Shipton, ce cinquième jour de novembre 1959.

Le Président,
52469-o ROLLAND LABONTÉ.

AUTOBUS LABONTÉ INC.

Notice is given that the company "Autobus Labonté Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act on the first day of October, 1959, and having its head office in the township of Shipton, has established its office in the said township of Shipton, on Route No. 5, within the limits of the town of Danville, county of Richmond.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Shipton, this fifth day of November, 1959.

ROLLAND LABONTÉ,
52469 President.

DUVAL & RAYMOND INC.

Avis est donné que la compagnie "Duval & Raymond Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des companiges de Québec, en date du premier jour d'octobre 1959, et ayant son bureau principal dans la village de Princeville, a

DUVAL & RAYMOND INC.

Notice is given that the company "Duval & Raymond Inc." incorporated under the Quebec Companies Act on the first day of October, 1959, and having its head office in the village of Princeville, has established its office in the said

établi son bureau dans ledit village de Princeville, au numéro 11 de l'avenue St-Jacques, comté d'Arthabasak.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Princeville, ce cinquième jour de novembre 1959.

Le Président,
52470-o GÉRARD RAYMOND.

village of Princeville, at number 11, St-James Avenue, county of Arthabas,a.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Princeville, this fifth day of November, 1959.

GÉRARD RAYMOND,
52470 President.

LATRAVERSE & FRÈRE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Latraverse & Frère Ltée" constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du trois octobre mil neuf cent cinquante-neuf, et ayant son bureau principal dans la Ville de Tracy, a établi son bureau au numéro 2708 du boulevard Cournoyer.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné a Tracy, ce vingt-huitième jour de novembre mil neuf cent cinquante-neuf.

52471-o LIONEL LATRAVERSE.

LATRAVERSE & FRÈRE LTÉE

Notice is given that the company "Latraverse & Frère Ltée" incorporated by letters patent from the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated October third, one thousand nine hundred and fifty-nine and having its head office in the town of Tracy, has established its office at number 2708 Cournoyer Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Tracy, this twenty-eight day of November, one thousand nine hundred and fifty-nine.

52471 LIONEL LATRAVERSE.

LOUISEVILLE READY-MIX LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Louiseville Ready-Mix Limitée" constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en date du dixième jour de juin 1959, et ayant son bureau principal dans la ville de Louiseville, a établi son bureau au numéro 5, rang de la Carrière, Chemin menant à Ste-Ursule.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-cinquième jour d'août mil neuf cent cinquante-neuf.

(Sceau)

LOUISEVILLE READY-MIX LTÉE,
Par le Secrétaire,
52472-o P.-A. FOURNIER.

LOUISEVILLE READY-MIX LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Louiseville Ready-Mix Limitée" company incorporated by letters patents of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the tenth day of June, 1959, and having its head office in Louiseville has established its office at number 5, Carrière, Range, road going to Ste-Ursule.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-fifth day of August, 1959.

(Seal)

LOUISEVILLE READY-MIX LTÉE,
Per P.-A. FOURNIER,
52472-o Secretary.

MARSAW INVESTMENTS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Marsaw Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 7 mars 1957, a établi son siège social à la suite 712-637 ouest, rue Craig, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8e jour de décembre 1959.

Le Secrétaire,
52473 L. C. CARROLL.

MARSAW INVESTMENTS LTD.

Notice is hereby given that "Marsaw Investments Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on March 7th, 1957, has established its Head Office at Suite 712-637 Craig Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of December, 1959.

L. C. CARROLL,
52473-o Secretary.

MODERN FRUIT INC.

Avis est donné que la compagnie "Modern Fruit Inc.", constituée en corporation en date du 8 juin 1959, a établi son bureau à 8, rue St-Pierre, Québec, P. Q.

Québec, 9 décembre 1959.

Le Secrétaire,
52491-o PAUL R. THIVIERGE, C.A.

MODERN FRUIT INC.

Notice is given that the company "Modern Fruit Inc.", incorporated on June 8, 1959, has established its office at 8 St. Peter Street, Quebec, P. Q.

Quebec, December 9, 1959.

PAUL R. THIVIERGE, C.A.,
52491 Secretary.

DANMAR INVESTMENTS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Danmar Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mai 1959, et ayant sn siège social à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à 3468 rue Drummond.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1959.

"Danmar Investments Ltd.",
Par le Président,
52490 MICHAEL RUDBERG.

DANMAR INVESTMENTS LTD.

Notice is hereby given that "Danmar Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated May 6th, 1959, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 3468 Drummond Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1959.

"Danmar Investments Ltd.",
Per MICHAEL RUDBERG,
52490-o President.

MOUNTAIN RANCHES DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Mountain Ranches Development Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 15 septembre 1959, a établi son siège social à C. P. 450, Hudson, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hudson, Québec, ce 16e jour de novembre 1959.

Le Président,
52492 DONALD M. FERGUSSON.

MOUNTAIN RANCHES DEVELOPMENT CORPORATION

Notice is hereby given that "Mountain Ranches Development Corporation", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on September 15th, 1959, has established its head office at P. O. Box 450, Hudson, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Hudson, Quebec, this 16th day of November, 1959.

DONALD M. FERGUSSON,
52492-o President.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (en matière de faillite) N° 763 in re: LUCIEN BLANCHETTE, marchand de meubles, demeurant à l'Épiphanie, district de Joliette, et faisant affaires à l'Assomption, district de Joliette, débiteur.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de l'Épiphanie, comté de l'Assomption, district de Joliette, sera vendu, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, avec effet du décret, l'immeuble suivant cédé par le débiteur, en cette cause, savoir:

"Un immeuble, situé à l'Épiphanie, connu et désigné sous les numéros vingt et vingt-et-un de la subdivision du lot originaire numero deux cent cinquante-sept (257-20 et 21), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Épiphanie.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Avec toutes les bâtisses dessus construites."

L'acquéreur devra prendre l'immeuble dans l'état où il est présentement, sans aucune garantie, sauf celle des faits personnels du syndic.

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivants de la loi de faillite équivaut à une vente faite par le shérif.

Joliette, 18 novembre 1959.

Le Syndic-autorisé,
PAUL JOLICOEUR.
197 St-Charles Borromée Nord et
32 Place Bourget Nord, Joliette. 52290-48-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court (in matter of bankruptcy). No 763 in re: LUCIEN BLANCHETTE, furniture merchant, residing at l'Épiphanie, district of Joliette, and carrying on business at l'Assomption, district of Joliette, debtor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of l'Épiphanie, county of l'Assomption, district of Joliette, will be sold, by public auction, to the highest and last bidder, with legal effect, the following immoveable ceded by the debtor, in this case, to wit:

"An immoveable, situated at l'Épiphanie, known and designated under numbers twenty and twenty-one of the subdivision of the original lot number two hundred and fifty-seven (257-20 and 21), on the official plan and in the book of reference for the parish of l'Épiphanie.

As the whole is to be found presently with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent attached to the said immoveable.

With all the buildings thereon erected.

The purchaser must take the immoveable in its present state, without any guarantee, apart from those made personally by the trustee.

This sale shall be made according to articles 55 and following of the bankruptcy Act and is equivalent to a sale made by Sheriff.

Joliette, November 18, 1959.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized Trustee.
197 St-Charles Borromée North and
32 Place Bourget North, Joliette. 52290-48-2

Vente par licitation

LEFCORT VS LEFCORT

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 479 136.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 1er jour d'octobre 1959 dans une cause, où Louis Lefcort, fabricant des cité et district de Montréal, est le demandeur et Abraham Lefcort, de la cité de Westmount, province de Québec, district de Montréal, tous deux personnellement et sa qualité comme un des exécuteurs du testament de feu Barney Lefcort, de son vivant de la cité de Westmount, province de Québec, district de Montréal, et Dame Maureen Lefcort, épouse séparée de biens du Dr Leo Winter, tous deux de la cité de New York, dans l'état de New York, un des états unis d'Amérique, tous deux personnellement et en sa qualité comme un des exécuteurs du testament de feu Barney Lefcourt, et ledit Dr Leo Winter, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont les défendeurs et "Crown Trust Company", un corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation conformément à la Loi et ayant un bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur de la succession de feu Barney Lefcort, de son vivant, administrateur de la cité de Westmount, district de Montréal, était le requérant en reprise d'instance, ordonnant la licitation de la propriété immobilière décrite comme suit:

"Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros sept cent vingt-six, sept cent vingt-sept, sept cent vingt-huit, sept cent vingt-neuf, sept cent trente, sept cent-trente et un et sept cent trente-deux (726, 727, 728, 729, 730, 731 et 732) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques de ladite cité de Montréal, ensemble avec les droits perpétuels de passage, dans le passage qui existe présentement sur le lot numéro sept cent vingt-cinq (725) auxdits plan et livre de renvoi officiels, afin d'obtenir accès à l'arrière des propriétés ci-dessus décrites.

A déduire desdits lots numéros sept cent vingt-huit, sept cent vingt-neuf, sept cent trente et sept cent trente-deux (728, 729, 730 et 732) la lisière ou portion de terrain d'icelui, sur son côté sud-ouest, le long de la rue Montcalm, qui a été précédemment vendue à la cité de Montréal, pour l'élargissement de ladite rue Montcalm (formant maintenant une partie d'icelle) par acte de vente datée du onzième jour de janvier dix-neuf cent-quinze, et dûment enregistré le sixième jour du mois suivant.

Avec les constructions dessus érigés portant l'ancien numéro civique 1207 est, rue Ste-Catherine et les anciens numéros civiques 1407 et 1443 à 1449, tous deux inclusivement sur ladite rue Montcalm, avec toutes les appartenances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes et affectant la propriété immobilière ci-dessus mentionnée. Lesdits numéros civiques 1207 est, rue Ste-Catherine sont maintenant désignés comme étant les numéros civiques 1201, 1203, 1205, 1207, 1209 et 1211 est, rue Ste-Catherine et lesdits numéros 1407, 1443 et 1449 rue Montcalm sont présentement désignés 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1443, 1445, 1447 et 1449 rue Montcalm.

Sale by Licitation

LEFCORT VS LEFCORT

Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court No. 479 136.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, on the 1st day of October 1959 in a case wherein Louis Lefcort manufacturer of the city and district of Montreal, is the plaintiff and Abraham Lefcort of the city of Westmount, Province of Quebec, district of Montreal, both personally and in his quality as one of the executors under the will of the late Barney Lefcort, in his lifetime of the city of Westmount, Province of Quebec, district of Montreal and Dame Maureen Lefcort, wife separate as to property of Dr. Leo Winter, both of the city of New York in the State of New York, one of the States of the United States of America, both personally and in her quality as one of the executors under the will, of the late Barney Lefcort, and the said Dr. Leo Winter, to authorize his wife for the purpose of these presents, are the defendants and Crown Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having an office and place of business in the city and district of Montreal, in its quality of executor of the estate of the late Barney Lefcort, in his lifetime executive of the city of Westmount, district of Montreal was the petitioner in Continuance of Suit, ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

"An emplacement situated in the city of Montreal known and designated as part of lots numbers seven hundred and twenty-six, seven hundred and twenty-seven, seven hundred and twenty-eight, seven hundred and twenty-nine, seven hundred and thirty, seven hundred and thirty-one and seven hundred and thirty-two (726, 727, 728, 729, 730, 731 and 732) on the official plan and in the book of reference of St. James Ward of the said city of Montreal, together with the perpetual right of passage in the presently existing passage over lot number seven hundred and twenty-five (725) on the said official plan and book of reference, for the purpose of obtaining access to the rear of the properties hereinabove mentioned.

Deduction to be made from the said lots number seven hundred and twenty-eight, seven hundred and twenty-nine, seven hundred and thirty, and seven hundred and thirty-two (728, 729, 730 and 732) of the strip or portion thereof on the southwest side thereof along Montcalm Street heretofore sold to the city of Montreal for the widening of said Montcalm Street (now forming a part thereof) by deed of sale dated the eleventh day of January, nineteen hundred and fifteen, and duly registered on the sixth day of the following month.

With the buildings thereon erected bearing the old civic number 1207 St. Catherine Street East and old civic numbers 1407 and 1443 to 1449 both inclusive on said Montcalm Street, with all appurtenances, servitudes, active and passive, apparent or unapparent, and affecting the aforesaid immoveable property. The said civic number 1207 St. Catherine Street East is now designated as civic numbers 1201, 1203, 1205, 1207, 1209 and 1211 St. Catherine Street East and the said 1407, 1443 and 1449 Montcalm Street is now designated 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1443, 1445, 1447 and 1449 Montcalm Street.

Comme ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur.

Lesdites propriétés immobilières décrites seront vendues par encan et adjugées au plus haut et dernier enchérisseur, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER mil neuf cent soixante par ladite Cour au Palais de Justice à Montréal, district de Montréal, à DIX heures et TRENTE (10.30 a.m.) de l'avant-midi chambre 31 de la Cour Supérieure de Montréal, sujet aux clauses, charges et conditions stipulées dans le cahier des charges déposé au bureau du Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions à la vente, s'il y en a, doivent être déposées au moins douze (12) jours avant le jour fixé, comme susdit, pour ladite vente et toutes oppositions afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après les adjudications, sous peine de forfaiture.

Un dépôt de $25,000.00 sera exigé de chacun et tout enchérisseur avec son offre.

Montréal, 20 novembre 1959.

Les Procureurs du demandeur,
GAMEROFF, FENSTER
& KANDESTIN.

Gameroff, Fenster & Kandestin, avocats,
10 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal,
Téléphone: VI 9-9418. 52394-49-2

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the Vendor".

The said described immoveable property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the NINTH day of FEBRUARY one thousand nine hundred and sixty by the said Court, in the Court House at Montreal, district of Montreal, at HALF PAST TEN of the clock (10.30 a.m.) in the forenoon in Room 31 of the Superior Court of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to sale, if any, must be filed at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale and oppositions for payment must be filed within six (6) days after the adjudications, under pain of forefeiture.

A deposit of $25,000.00 will be exacted from each and every bidder with his bid.

Montreal, November, 20th, 1959.

GAMEROFF, FENSTER
& KANDESTIN.
Attorneys for plaintiff.

Gameroff, Fenster & Kandestin, advocates,
10, St. James St., West, Montreal.
Telephone: VI 9-9418. 52394-49-2

Ventes pour taxes

AVIS PUBLIC

Avis est par le présent donné par le soussigné, Gilles Chabot, secrétaire-trésorier de la ville de Plessisville, que le ONZIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures du matin, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville de Plessisville, je procéderai, en conformité des articles 548 et suivants de la loi des cités et villes, à la vente pour les taxes des propriétés suivantes:

Sales for Taxes

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Gilles Chabot, secretary-treasurer of the town of Plessisville, that on JANUARY, the ELEVENTH 1960, at TEN a.m., at the council's office at the city hall, I will proceed, according to sections 548 and following of the towns and cities act, to the sale for taxes of the following properties:

Numéro du cadastre — Cadaster number	Propriétaire — Owner	Taxes dues — Taxes due
14	Jean-Paul Gagnon	$754.85
76-1-2, 76-2-2, P. 76-1-21	Narcisse Aubre	834.60
139-2	Dame veuve-widow Edouard St-Hilaire	8.47
137	Louis St-Hilaire et-and Simonne St-Hilaire	455.28
P. 61	Hervé Olivier	336.68

Plessisville, le 4 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
de la ville de Plessisville,
52475-50-2-o GILLES CHABOT.

Plessisville, December the 4th, 1959.

GILLES CHABOT,
Secretary-treasurer,
52475-50-2-o of the town of Plessisville.

CITÉ DE DORVAL

Avis public est par le présent donné par le soussigné Armand Deltorchio, Greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale N° 40 Avenue Martin à Dorval, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-neuf (1959) à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given by the undessigned Armand Deltorchio, city clerk of the city of Dorval that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 40 Martin Avenue at Dorval, TUESDAY the TWENTY-NINTH day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and fifty-nine (1959) at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

Cadastre paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

N° d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
1	Benson, B. R.	2	P. 109, P. 110	$2,716.74

P. 110, formant un emplacement de forme irrégulière mesurant 130.1′ pieds dans la ligne sud, 21.6′ pieds dans la ligne est et 60.5′ pieds dans la ligne ouest et ayant front sur l'Avenue de la Station et bornée à l'est par le lot de subdivision 113 du lot originaire N° 2, au sud par le lot de subdivision 108 du même lot originaire et à l'ouest par parties des lots de subdivision 67 et 68 du lot originaire N° 1.

P. 110, forming an emplacement or irregular form measuring 130.1′ feet in the south line, 21.6′ feet in the east line and 60.5′ feet in the west line and fronting on Station Avenue and bounded to the east by subdivision lot 113 of original lot No. 2, to the south by subdivision lot 108 of said original lot and to the west by parts of subdivision lots 67 and 68 of original lot No. 1.

2	Limoges, André P.	2	P. 346A.	50.74

P. 346A, étant une lisière de terrain mesurant 25 pieds de front par 119.3 pieds de profondeur et bornée en front à l'est par le lot de subdivision 306 du même lot originaire étant le Boulevard Strathmore, au sud par une autre partie du lot de subdivision 346A du même lot originaire, au nord par le lot de subdivision 359 du même lot originaire et à l'ouest par une partie du lot de subdivision 71 du lot originaire N° 1.

P. 346A, being a piece of land measuring 25 feet in frontage by 119.3 feet in depth and bounded in front to the east by subdivision lot 306 of said original lot being Strathmore Boulevard, to the south by another part of subdivision lot 346A of said original lot, to the north by subdivision lot 359 of said original lot, and to the west by a part of subdivision lot 71 of original lot No. 1.

3	Surridge, James E.	3	234	178.25
4	Worsley, Ben S.	3	335	218.41
5	Veleky, M.	4	P. N. 66, S. 67	197.50

P. N. 66 et P. S. 67, formant un emplacement mesurant 60 pieds de front par 160 pieds de profondeur et borné à l'est par le lot de subdivision 57 du même lot originaire étant le Boulevard Graham, au sud par le résidu du lot de subdivision 66 du même lot originaire, au nord par le résidu du lot de subdivision 67 du même lot originaire, et à l'ouest par les lots de subdivision 320, 314 et 14 du lot originaire N° 3.

P. N. 66 and P. S. 67 forming an emplacement measuring 60 feet in frontage by 160 feet in depth and bounded to the east by subdivision lot 57 of said original lot being Graham Boulevard, to the south by residue of subdivision lot 66 of said original lot, to the north by residue of subdivision lot 67 of said original lot, and to the west by subdivision lots 320, 314 and 14 of original lot No. 3.

6	Vanier, L.	4	P. N. 90, S. 91	86.75

P. N. 90 et P. S. 91, formant un emplacement mesurant 60 pieds de front par 160 pieds de profondeur et borné à l'est par le lot de subdivision 59 du même lot originaire étant le Boulevard Graham, au sud par le résidu du lot de subdivision 90 du même lot originaire, au nord par le résidu du lot de subdivision 91 du même lot originaire, et à l'ouest par les lots de subdivision 339 et 340 du lot originaire N° 3.

P. N. 90 and P. S. 91, forming an emplacement measuring 60 feet in frontage by 160 feet in depth and bounded to the east by subdivision lot 59 of the said original lot being Graham Boulevard, to the south by residue of subdivision lot 90 of said original lot, to the north by residue of subdivision lot 91 of said original lot, and to the west by subdivision lots 339 and 340 of original lot No. 3.

7	Baker, Mme-Mrs M. J.	4	134	103.47
8	Kapica, Chester	11	P. 120	11.96

P. 120, étant une lisière de terrain de forme triangulaire mesurant 80 pieds dans sa ligne sud et 19.75 pieds dans sa ligne est, et bornée au sud par une autre partie du lot de subdivision 120 du même lot originaire, à l'ouest par une partie du lot de subdivision 122 du même lot originaire, et au nord par le lot de subdivision 121 du même lot originaire.

P. 120, being a piece of land of triangular form measuring 80 feet in its south line and 19.75 feet in its east line, and bounded to the south by another part of subdivision lot 120 of said original lot, to the west by a part of subdivision lot 122 of said original lot, and to the north by subdivision lot 121 of said original lot.

9	Farish, F. R.	11	424	146.26
10	MccLelland, Mme-Mrs J. A.	11	451	14.92
11	MccLelland, Mme-Mrs J. A.	11	452	14.92
12	Logan, D.	16	P. 79	106.75

P. 79, étant une lisière de terrain mesurant 25.6 pieds de front par 132 pieds de profondeur et bornée à l'ouest par le lot de subdivision 75 du même lot originaire étant l'Avenue Claude, au sud par une autre partie du lot 79, au nord par une autre partie du lot 79 et à l'est par une partie du lot de subdivision 109 du même lot originaire.

P. 79, being a piece of land measuring 25.6 feet in frontage by 132 feet in depth and bounded to the west by subdivision lot 75 of said original lot being Claude Avenue, to the south by another part of lot 79, to the north by another part of lot 79 and to the east by a part of subdivision lot 109 of said original lot.

13	C.B.L. Enterprises	16	P. 286	84.71

P. 286, étant une lisière de terrain de forme triangulaire mesurant 14 pieds à sa base, le long de l'Avenue Allard par une hauteur de 40.9 pieds et bornée à l'ouest par l'Avenue Allard, au nord-est par le résidu du lot de subdivision 286 du même lot originaire et au sud par le résidu du lot de subdivision 285 du même lot originaire.

P. 286 being a piece of land of triangular form measuring 14 feet at his base along Allard Avenue by a 40.9 feet height and bounded to the west by Allard Avenue, to the northeast by residue of subdivision lot 286 of said original lot and to the south by residue of subdivision lot 285 of said original lot.

14	White, Edw. J.	867	165	240.83
15	Przedwojewski, Jos	867	217-218	330.94

P. 217-218, formant un emplacement mesurant 60 pieds de front par 95 pieds de profondeur et borné en front à l'ouest par le lot de subdivision 224 du même lot originaire, au nord et à l'est par des parties non subdivisées du lot originaire N° 867 et au sud par le lot de subdivision 216 du même lot originaire.

P. 217-218, forming an emplacement measuring 60 feet in frontage by 95 feet in depth and bounded in front to the west by subdivision lot 224 of said original lot, to the north and to the east by unsubdivided parts of original lot No. 867 and to the south by subdivision lot 216 of said original lot.

16	Inconnu-Unknow.	867		34.74

P. étant une lisière de terrain mesurant 50 pieds de de front par 100 pieds de profondeur et bornée en front au nord par l'Avenue Michel Jasmin, à l'est par le lot de subdivision 225 du lot originaire 867, au sud par le lot de subdivision 226 du même lot originaire, et à l'ouest par une partie non subdivisée du lot originaire 865.

P. being a piece of land measuring 50 feet in frontage by 100 feet in depth and bounded in front to the north by Michel Jasmin Avenue, to the east by subdivision lot 225 of original lot 867, to the south by subdivision lot 226 of said original lot, and to the west by an unsubdivided part of original lot 865.

N° d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
17	Rousse, Paul	872	249	185.42
	Cadastre paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire			
18	Jacques, M. S.	72	12	4.14
19	Jacques, M. S.	72	13	4.14
20	Meyer, C. M	76	277	42.75
21	Meyer, C. M	76	278	42.75
22	Meyer, C. M	76	279	42.75
23	Meyer, C. M	76	280	42.75
24	Baker, M. G	76	768	9.00
25	Baker, M. G	76	769	9.00
26	Baker, M. G	76	770	9.00
27	Baker, M. G	76	771	9.00
28	Baker, M. G	76	772	9.00
29	Baker, M. G	76	773	9.00

Les immeubles susdits sont tous des cadastres des paroisses de Lachine et Pointe-Claire et situés dans la cité de Dorval.

Donné en la cité de Dorval, ce trentième jour du mois de novembre, mil neuf cent cinquante-neuf (1959).

Le greffier,
52375-49-2-o ARMAND DELTORCHIO.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the parishes of Lachine and Pointe-Claire and situated in the city of Dorval.

Given at Dorval, this thirtieth day of the month of November, nineteen hundred and fifty-nine (1959).

ARMAND DELTORCHIO,
52375-49-2-o City Clerk.

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 22,048. { LOUIS ANTOINE LAROUCHE, propriétaire d'autobus, ROCH LAROUCHE et ALEX ANDRÉ FORTIN, tous trois de St-David de Falardeau, district de Chicoutimi, défendeurs; et Dame FLORE GAUTHIER, veuve dudit Antoine Larouche, en sa qualité de légataire universelle dudit Louis Antoine Larouche, domicilié et résidant à St-David de Falardeau, requérante en reprise d'instance, saisissants, vs Dame JEANNE SERVANT, ménagère, épouse commune en biens de Gérard Dionne, journalier, de St-David de Falardeau, district de Chicoutimi, et ce tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeur saisi.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant les lots numéros vingt-quatre A (24A) et vingt-quatre B (24B) du rang six (6) et vingt-quatre (24) du rang sept (7) au cadastre officiel du can-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 22,048. { LOUIS ANTOINE LAROUCHE, autobus owner, ROCH LAROUCHE and ALEX ANDRÉ FORTIN, all three of St-David of Falardeau, district of Chicoutimi, defendants, and Dame FLORE GAUTHIER, widow of the said Antoine Larouche, in her quality of universal legatee of the said Louis Antoine Larouche, domiciled and residing at St-David of Falardeau, petitioner in continuance of suit, distrainers; vs Dame JEANNE SERVANT, housewife, common as to property of Gérard Dionne, laborer, of St-David of Farlardeau, district of Chicoutimi, and as such personally, so as to authorize his wife for these presents, plaintiff seized.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lots numbers twenty-four A (24A) and twenty-four B (24B) of range six (6) and twenty-four (24) of range seven (7) on the official

ton Rousseau, comté d'Abitibi-Ouest, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Camille de Villebois, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J. A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, le 14 novembre 1959. 52232-47-2-o

cadaster for the Rousseau Township, county of Abitibi-West, with buildings thereon erecter and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Camille de Villebois, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1959, at TWO o'oclock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, November 14, 1959. 52232-47-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
St-Joseph de Beauce
District de Beauce

Cour de Magistrat, N° 28,511. { NAPOLÉON DENIS VEILLEUX, commerçant, St-Benjamin,

comté de Dorchester, contre VALÈRE BILODEAU, St-Louis de Ravignan, comté de Dorchester, à savoir: les droits, prétentions et intérêts de Valère Bilodeau, sur le lot 31, du rang 11 nord-est, canton de Watford.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan, comté de Dorchester, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
9 décembre 1959. 52464-50-2-o
[Première insertion: 12 décembre 1959]
[Seconde insertion: 26 décembre 1959]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
St-Joseph de Beauce,
District of Beauce

Magistrate's Court, No. 28,511. { NAPOLÉON DENIS VEILLEUX, tradesman, St-Benjamin, county

of Dorchester, against VALÈRE BILODEAU, St-Louis de Ravignan, county of Dorchester, to wit: the rights, pretentions and interests of Valère Bilodeau, on lot 31 of range 11, northeast, township of Watford.

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Louis de Ravignan, county of Dorchester, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
December 9, 1959. 52464-50-2-o
[First insertion: December 12, 1959]
[Second insertion: December 26, 1959]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 4466. { ANTONIO DANDURAND, garagiste, d'Ormstown, district de Beauharnois, de-

mandeur, contre LORENZO SCHINK, du même lieu, dit district, et BERNARD PRIMEAU, de Salaberry de Valleyfield, dit district, défendeurs.

A savoir: "Un terrain situé dans la paroisse de St-Malachie, comté de Châteauguay, étant connu et désigné sous le numéro 1192, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Malachie, comté de Châteauguay, borné au nord-ouest par la ligne de division entre la sixième et la cinquième concession de Jamestown, au nord-est par le lot numéro 1191; au sud-est par la ligne de division entre la paroisse de St-Malachie, et la paroisse de St-Antoine-Abbé, et au sud-ouest par le lot numéro 1193; mesurant en front un arpent, deux perches et neuf pieds, par vingt arpents en profondeur, contenant en superficie vingt-cinq arpents.

Avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, le JEUDI, QUATORZIÈME jour de JANVIER, 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, Qué.,
ce 4ième jour de décembre 1959. 52461-50-2-o
[Première publication: le 12 décembre 1959]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 4466. { ANTONIO DANDURAND, garage-keeper, of Ormstown, district of Beauharnois,

plaintiff, against LORENZO SCHINK, of the same place, said district, and BERNARD PRIMEAU, of Salaberry de Valleyfield, said district, defendants.

To wit: "A lot of land situated in the parish of St-Malachie, county of Châteauguay, being known and designated under number 1192, on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Malachie, county of Châteauguay, bounded on the northwest by the dividing line between the sixth and fifth concession of Jamestown, on the northeast by lot number 1191; on the southeast, by the dividing line between the parish of St-Malachie and the parish of St-Antoine-Abbé, and on the southwest, by lot number 1193; measuring in front one arpent, two rods and nine feet, by twenty arpents in depth, containing in area twenty-five arpents.

With buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Malachie of Ormstown, county of Châteauguay, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry of Valleyfield, Que.,
this 4th day of December, 1959. 52461-50-2-o
[First publication: December 12, 1959]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 9291. { BENEFICIAL FINANCE COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ARMAND CÔTÉ, de la cité de Granby, district de Bedford, défendeur.

"Un lopin de terre sis et situé dans la cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village maintenant cité de Granby comme étant le lot numéro 19 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 87 ayant en superficie 6,044 mesure anglaise avec bâtisses y dessus érigées."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. 13 novembre 1959. 52233-47-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 9291. { BENEFICIAL FINANCE COMPANY OF CANADA, legally incorporated, having its place of business in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff vs ARMAND CÔTÉ, of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

"A strip of land placed and situated in the city of Granby, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the village presently the city of Granby, as being lot number 19 of the official subdivision of the original lot number 87 having a superficial area of 6,044, English measure, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ste-Famille de Granby, in the county of Shefford, district of Bedford, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., November 13, 1959. 52233-47-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour de Magistrat, Rimouski, No. 35,237. { YVON et OMER LEVESQUES, garagiste de l'endroit appele Cap Chat district de Gaspé et y faisant affaire ensemble sous la raison sociale de Levesques & Frères demandeur, vs EUGÈNE ROY de l'endroit appelé Cap Chat (Petit Fond) district de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain désigné comme étant le numéro 5459 au deuxième rang désigné comme étant le lot lettre L-2 du cadastre officiel revisé du canton Cap Chat borné au nord-ouest et au sud-ouest par le lot K-3 de Cyprien Roy et partie par lot K-4 d'Aimé Roy et au sud-est par la route du village de Cap Chat avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Cap Chat, MARDI, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 16 novembre 1959. 52234-47-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Magistrate's Court, Rimouski, No. 35,237. { YVON and OMER LEVESQUES, garage-keepers of the place called Cap Chat, district of Gaspé, and carrying on business there together under style of Levesques & Frères, plaintiff, vs EUGÈNE ROY, of the place called Cap Chat (Petit Fond) district of Gaspé, defendant.

Property for sale is the following:

"A lot of land designated as being number 5459 of the second range designated as being lot letter L-2 of the revised official cadaster of the Cap Chat township bounded on the northwest and on the southwest by lot K-3 of Cyprien Roy and partly by lot K-4 of Aimé Roy, and on the southeast by the village route of Cap Chat with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Cap Chat, TUESDAY, DECEMBER TWENTY-SECOND, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, November 16, 1959. 52234-47-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, N° 7113. { ANTOINE F. BOULADIER & ANTOINE FOURNIER, courtiers en assurances, domiciliés à Buckingham, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "A. F. Bouladier & Cie.", demandeurs, vs JOSEPH ROUSSEL, de Notre-Dame du Laus, dit district, défendeur.

"Un immeuble sis dans la municipalité de Notre-Dame du Laus, ayant front sur la rue Notre-Dame, consistant en un terrain faisant

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 7113. { ANTOINE F. BOULADIER & ANTOINE FOURNIER, insurance brokers, domiciled at Buckingham, district of Hull, and carrying on business under the name and style of "A. F. Bouladier & Cie.", plaintiffs, vs JOSEPH ROUSSEL, of Notre-Dame du Laus, said district, defendant.

"An immoveable situated in the municipality of Notre-Dame du Laus, having frontage on Notre-Dame Street, consisting in a lot of land

partie du lot numéro 1 de la subdivision officielle du lot 51 dans le rang "A" du cadastre officiel du canton de Wells, division d'enregistrement de Labelle, mesurant ledit terrain 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-est par la partie du susdit lot vendu à Gilles Longpré, en arrière, vers le nord-est, par partie dudit lot appartenant à Émile Malette, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par la partie dudit lot vendue à Odéas Cyr, avec bâtisses dessus construites".

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Laus, district de Hull, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Hull, ce 7 décembre 1959. 52476-50-2-o

District de Hull

Cour Supérieure, N° 8260. { ROBERT McGLASHAN, LAUREANT LACHAINE, JOS. DE RAINVILLE et PATRICK McGLASHAN, tous ouvriers demeurant à St. Pierre de Wakefield, district de Hull, province de Québec, demandeurs vs LAURENT LALONDE, demeurant à Orléans, province d'Ontario, défendeur.

"Un emplacement situé à St. Pierre de Wakefield, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre "B" (24B) dans le quatrième rang du canton de Wakefield, comté de Gatineau, mesurant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Pierre de Wakefield, district de Hull, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Hull, ce 5 décembre 1959. 52477-50-2-o

District de Hull

Cour Supérieure, No. 6730. { ANTONIO ST-PIERRE, boucher, domicilié à Papineauville, district de Hull, demandeur; vs LUCIEN PELLETIER, de Gatineau, dudit district, défendeur.

"Un terrain situé à Gatineau, sur la rue Principale, connu et désigné comme le lot numéro soixante-dix-huit de la subdivision du lot originaire dix-neuf "D" (19D-78) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean Vianney, en la ville de Gatineau, district de Hull, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Hull, ce 7 décembre 1959. 52478-50-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 8063. { M. ALFRED LIZOTTE, puisatier de Rivière Ouelle, dans le district de

forming part of lot number 1 of the officiel subdivision of lot 51 in range "A" of the official cadaster of the township of Wells, registration division of Labelle, measuring, the said lot of land 100 feet in width by 100 feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the southeast, by that part of the abovesaid lot sold to Gilles Longpré, in rear, on the northeast, by part of the said lot belonging to Émile Malette, and on the other side, on the northwest, by that part of the said lot sold to Odéas Cyr, with buildings thereon erected".

To be sold at the church door of Notre-Dame du Laus, district of Hull, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Hull, December 7th, 1959. 72476-50-2

District of Hull

Superior Court, No. 8260. { ROBERT McGLASHAN, LAUREANT LACHAINE, JOS. DE RAINVILLE and PATRICK McGLASHAN, all workmen residing at St. Pierre de Wakefield, district of Hull, Province of Quebec, plaintiffs, vs LAURENT LALONDE, residing at Orleans, Province of Ontario, defendant.

"An emplacement situated at St. Pierre de Wakefield, Province of Quebec, known and designated as being lot number twenty-four "B" (24B) in the fourth range of the township of Wakefield, county of Gatineau, measuring one hundred acres of land in area, more or less, with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the St. Pierre de Wakefield church, district of Hull, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Hull, this 5th December, 1959. 52477-50-2

District of Hull

Superior Court, No. 6730. { ANTONIO ST-PIERRE, butcher, domiciled at Papineauville, district of Hull, plaintiff; vs LUCIEN PELLETIER, of Gatineau, said district, defendant.

"A lot of land situated at Gatineau, on Principal Street, known and designated as lot seventy-eight of the subdivision of the original lot nineteen "D" (19D-78) on the official cadaster of the first range of the township of Templeton, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Jean Vianney, in the town of Gatineau, district of Hull, on the FIFTEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Hull, this 7th December, 1959. 52478-50-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 8063. { MR. ALFRED LIZOTTE, well-digger, of Rivière Ouelle, in the district of

Kamouraska, demandeur, vs M. ADÉLARD GAUDREAU, de Ville Lemoine, Montréal, défendeur, et M. P.-A. FONTAINE, de St-Jean Port-Joli, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de l'Islet, mis-en-cause.

Une partie du lot connu sous le numéro trois cent trente-trois (333) au cadastre officiel de St-Jean-Port-Joli, contenant soixante-et-dix pieds de front de l'est à l'ouest sur une profondeur de trente-cinq pieds, à la mesure anglaise, borné au sud par le chemin public, à l'est par le terrain de Chs Caron et des deux autres côtés par celui du vendeur, avec dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean-Port-Joli, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures et DEMI de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny, le 17 novembre 1959. 52239-47-2-o

Kamouraska, plaintiff, vs Mr. ADÉLARD GAUDREAU, of Ville Lemoine, Montreal, defendant, and Mr. P.-A. FONTAINE, of St-Jean-Port-Joli, in his quality of Registrar for the registration division of l'Islet, mis-en-cause.

A part of lot known under number three hundred and thirty-three (333) on the official cadaster of St-Jean-Port-Joli, containing seventy feet in front from east to west along a depth of thirty-five feet, English measure, bounded on the south by the public road, on the east, by the land of Chs Caron and on both other sides by that of the vendor, with dependencies."

To be sold at the church door of St-Jean Port-Joli, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1959, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, November 17, 1959. 52239-47-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 472 161. WILLIAM DEBA, demandeur, vs GERMAIN NORMAND, défendeur.

"Un certain emplacement situé du côté Est, du Boulevard Taschereau, au Cap St-Martin, dans la paroisse de St-Elzéar, composé de:

1° Un lopin de terre, faisant partie du lot et désigné sous le numéro trois cent quatorze (pt 314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin, comté de Laval, contenant soixante-quinze pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée comme suit: en front vers l'ouest par le Boulevard Taschereau, en arrière, vers l'est, par le lopin de terre ci-après désigné, d'un côté vers le nord par une rue projetée faisant aussi partie dudit lot numéro trois cent quatorze, de l'autre côté vers le sud par une autre partie dudit lot numéro trois cent quatorze, appartenant à un nommé Lacroix:

2° Un autre lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quatorze (Pti 314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin, comté de Laval ayant front à ladite rue Projetée, contenant en largeur, toute l'étendue qui se trouve entre une autre partie dudit lot 314, appartenant à Albert Andorno et le terrain ci-dessus en premier lieu décrit, et la partie dudit lot 314 appartenants à M. Lacroix sur toute la profondeur qui existe depuis ladite rue projetée jusqu'à un fossé verbalisé situé dans la ligne de séparation du lot 314 et du lot 315 sur ledit plan et borné comme suit: en front vers le nord, par ladite rue projetée, en arrière, vers le sud, par ledit ruisseau verbalisé, d'un côté, vers l'ouest, partie par les lopins de terre ci-dessus en premier lieu décrit, et partie par l'emplacement dudit M. Lacroix et de l'autre côté vers l'est par l'emplacement dudit Albert Andorno.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou ocultes attachées audit immeuble et avec droit de passage a perpétuité à pied ou en voiture, dans ladite rue projetée en commun avec tous ceux y ayant droit".

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 472 161. WILLIAM DEBA, plaintiff, vs GERMAIN NORMAND, defendant.

"A certain emplacement situated on the East side of the Taschereau Boulevard, at Cap St-Martin, in the parish of St-Elzéar, composed of:

1. A strip of land, forming part of lot known and designated under number three hundred and fourteen (Pt. 314) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Martin, county of Laval, containing seventy-five feet in width by ninety feet in depth, English measure, bounded as follows: in front, on the West, by the Taschereau Boulevard, in rear, on the East, by the strip of land hereinafter designated, on one side, on the north, by a projected street, also part of the said lot number three hundred and fourteen, on the other side on the South, by another part of the said lot number three hundred and fourteen, belonging to one named Lacroix;

2. Another strip of land known and designated as forming part of lot number three hundred and fourteen (Pt. 314) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, county of Laval, having frontage on the said projected street, containing in width, the entire extent which is to be found between another part of the said lot 314, belonging to Albert Andorno and the land above described in the first place, and that part of the said lot 314 belonging to Mr. Lacroix along the entire depth which exists from the said projected street to a ditch in the official statement situated between the dividing line of lot 314 and of lot 315 on the said plan and bounded as follows: in front, on the north, by the said projected street, in rear, on the South, by the said brook in the official statement, on one side, towards the west, partly by the strips of land hereinabove described in the first place, and partly by the emplacement of the said Mr. Lacroix and on the other side, towards the East, by the emplacement of the said Albert Andorno.

As the whole is to be found presently, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immoveable and with right of way in perpetuity, by foot or by carriage, in the said projected street in common with all who have a right thereto".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Elzéar, comté de Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 18 novembre 1959. 52264-47-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 535 869. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ PROTESTANTE DE ST-HUBERT, demanderesse vs WILLIAM McCARTHY, défendeur.

"Une propriété immobilière située à un endroit nommé "Springfield Park", dans la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, étant la demie sud-ouest d'un lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, sous le numéro cinq cent vingt et un, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-trois (133-s-o. ½ 521), ladite partie du lot mesurant cinquante pieds de largeur par une profondeur de cent soixante-quatorze pieds, mesure anglaise, et bornée en front vers le nord-ouest par l'avenue du Parc, étant le lot 133-509 dudit cadastre, en arrière par le lot originaire numéro cent trente-deux (132) dudit cadastre, d'un côté vers le sud-ouest par le lot numéro 522 de ladite subdivision (133-522) et de l'autre côté vers le nord-est par le résidu de ladite subdivision du lot numéro 521 (133-521), avec les constructions dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 novembre 1959. 52265-47-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 483 049. { DAME ROSE PRUD'HOMME *et vir*, demanderesse; vs HENRI LÉTOURNEAU, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse St-François de Sales, comté de Laval, faisant partie du lot de terre portant le numéro officiel cinquante-et-un (N° p-51) de la paroisse St-François de Sales, mesurant soixante pieds de largeur sur une profondeur de deux cent quatorze pieds de la ligne est et de cent quatre-vingt-quatorze pieds dans la ligne est et de cent quatre-vingt-quatorze pieds dans la ligne ouest, y compris aussi le terrain faisant face à celui ci-haut mentionné situé entre le chemin public et la rivière Jésus, faisant que le tout est borné comme suit: Au nord par ladite rivière Jésus ou des Mille Iles, à l'est, partie par l'emplacement de M. Prud'Homme et partie par le résidu du lot N° 51 appartenant à M. Émilien Éthier ou représentants, au sud, par le résidu du même lot N° 51 de la paroisse St-François de Sales, appartenant à M. Émilien Éthier ou représentants, à l'ouest, par un autre partie du même lot N° 51 de la paroisse St-François de Sales, appartenant à M. Vinet ou représentants, le tout de mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus érigés notamment une maison."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Elzéar, county of Laval, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 18, 1959. 52264-47-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 535 869. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE PROTESTANT MUNICIPALITY OF ST HUBERT, plaintiff, vs WILLIAM McCARTHY, defendant.

"An immoveable property situated at a place called Springfield Park, in the parish of St-Hubert, county of Chambly, being the south-west half of a lot known and designated on the official cadaster of the parish of St Hubert, under number five hundred and twenty-one, of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-three (133-s.-w. ½ 521), measuring the said part of lot, fifty feet, in width, by a depth of one hundred and seventy-four, English measure, and bounded in front towards the north west by Park Avenue, being lot number 133-509 of the said cadaster, in rear by original lot number one hundred and thirty-two (132) of said cadaster, on one side towards the south west by lot number 522 of the said subdivision (133-522) and on the other side towards the north east by the residue of the said subdivision lot number 521 (133-521), with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Hubert, county of Chambly, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 18, 1959. 52265-47-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 483 049. { DAME ROSE PRUD'HOMME *et vir*, plaintiff; vs HENRI LÉTOURNEAU, defendant.

"An emplacement situated in the parish of St-François de Sales, county of Laval, forming part of lot of land bearing official number fifty-one (No. p-51) of the parish of St-François de Sales measuring sixty feet in width by a depth of two hundred and fourteen feet from the east line and one hundred and ninety-four feet in the east line and one hundred and ninety-four feet in the west line, also comprise therein the land facing that abovementioned situated between the public road and the Jesus River, so that the whole is bounded as follows: On the north by the said Jesus River or by the "Mille Iles", on the east, partly by the emplacement of Mr. Prud'Homme and partly by the residue of lot No. 51 belonging to Mr. Émilien Éthier or representatives, on the South, by the residue of the same lot No. 51 of the parish of St-François de Sales belonging to Mr. Émilien Éthier or representatives, on the west, by another part of the same lot No. 51 of the parish of St-François de Sales belonging to Mr. Vinet or representatives, the whole English measure, more or less, with buildings thereon erected, especially a house."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St-François de Sales, comté de Laval, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1959.

Le Shérif,
CAISSE &
Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 18 novembre 1959. 52266-47-2-o

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, county of Laval, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER, 1959.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 18, 1959. 52266-47-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Quebec
District de Roberval

Cour de Magistrat, N° 27,328. { PHILIPPE GUY, marchand de St-Prime, demandeur vs ÉLOI TREMBLAY, de St-Méthode, défendeur et THOMAS LOUIS TREMBLAY, de St-Méthode, tiers-saisi défaillant.

AVIS DE VENTE

"Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23) du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent, contenant ensemble deux cents acres en superficie, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf réserve des servitudes actives et passives établies par la Saguenay Transmission Company Limited et par la Cie Électrique du Saguenay."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Méthode, comté de Roberval, le VINGT-QUATRIÈME (24) jour de DÉCEMBRE, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉON MAURICE
Bureau du Shérif, LAVOIE.
Roberval, le 17 novembre 1959. 52237-47-2-o
[Première insertion, le 21 novembre 1959]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, No. 27,328. { PHILIPPE GUY, merchant of St-Prime, plaintiff, vs ÉLOI TREMBLAY, of St-Méthode, defendant and THOMAS LOUIS TREMBLAY, of St-Méthode, garnishee-defaulter.

NOTICE OF SALE

Lots of land known and designated under numbers twenty-two and twenty-three (22 and 23) of the second range, on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the Parent township, containing together two hundred acres in area, more or less, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, save reserve of active and passive servitudes established by the Saguenay Transmission Company Limited and by the Cie Électrique du Saguenay."

To be sold at the church door of the parish of St-Méthode, county of Roberval, on the TWENTY-FOURTH (24) day of DECEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉON MAURICE
LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, November 17, 1959. 52237-47-2
[First insertion: November 21, 1959]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 5460. { KAZIMIFRA OZEGOWSKI, veuve, domiciliée à Ostrow, Wixp, Pologne; PREZEMYSLAW OZEGOWSKI, médecin-chirurgien, domicilié à Ozarkow Szpital Poziatovy, Pologne, demandeurs vs WALTER KRANCEVIC, résident à Noranda, Qué., défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 1629 apparaissant au plan et livre de renvoi officiel de la cité de Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église Sacré-Cœur de Noranda, P.Q., MARDI, le DOUZE JANVIER 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Palais de Justice, Rouyn, 3 décembre 1959.
52462-50-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 5460. { KAZIMIFRA OZEGOWSKI, widow, domiciled at Ostrow, Wixp, Poland; PREZEMYSLAW OZEGOWSKI, medical surgeon domiciled at Ozarkow Szpital Poziatovy, Poland, plaintiffs vs WALTER KRANCEVIC domiciled at Noranda, Qué., defendant.

As belonging to the defendant:

"A certain lot of land known and designated as lot number 1629 on the official plan and book of reference of the cadaster of the city of Noranda, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the door of the church Sacred Heart, Noranda, Que., on TUESDAY the TWELFTH day of JANUARY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Rouyn, December 3, 1959.
52462-50-2-o

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 5643. { LAURENT BRAZEAU, résidant à Rouyn, demandeur; vs GÉRARD FALARDEAU, résidant à Evain, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Les droits acquis sur le lot 47, rang 10, canton Beauchastel, Evain P.Q., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église St-Bernard de Beauchastel, P. Q., MARDI, le DOUZIÈME jour de JANVIER 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 4 décembre 1959. 52463-50-2-o

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 5643. { LAURENT BRAZEAU, domiciled at Rouyn, P. Q., plaintiff; vs GÉRARD FALARDEAU, domiciled at Evain, P. Q., defendant.

As belonging to the defendant:
"The acquired rights on lot 47, range 10, of Beauchastel township, Evain, P. Q., with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St. Bernard de Beauchastel, P. Q., on TUESDAY, the TWELFTH day of JANUARY, 1960, at ELEVENT of the clock in the forenoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, December 4th, 1959. 52263-50-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 18442. { H. L. GINGRAS, garagiste, de St-Adolphe de Dudswell, district de Saint-François, demandeur, vs DAVID BOUCHER, de Marbleton, district de Saint-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Ces certains morceaux de terre sis et situés dans le canton de Dudswell, connus et désignés comme étant maintenant au cadastre du village de Marbleton, avec les bâtisses y érigées:

a) Une partie sud-ouest du lot numéro cent trente-six (N° 136 Pt), ayant cent trente-six (136) pieds de front sur le chemin public et s'étendant d'une manière uniforme vers le nord-ouest jusqu'à la limite dudit lot contenant un demi acre en superficie, plus ou moins, et borné au nord-ouest, au sud-ouest et au sud-est par les lignes dudit lot, et de l'autre côté au nord-est par partie du même lot appartenant à Huppé ou représentants;

b) Le lot numéro cent trente-sept (N° 137 pt), moins la source d'eau appartenant à Pierre Perreault *et al* suivant acte de vente reçu devant Mtre E. Larochelle, dont copie est enregistrée à Ham-Sud, contenant quarante-trois (43) acres en superficie, plus ou moins.

Une partie du lot numéro cent trente-six (No 136 Pt), du cadastre du village de Marbleton mesurant cinquante-six (56) pieds de largeur le long du chemin par la profondeur dudit lot environ cent quatre-vingt-quinze (195) pieds, borné en avant par le chemin public, en arrière par la ligne dudit lot, d'un côté par le terrain de David Boucher et de l'autre côté par la balance dudit lot appartenant à J. C. Rodrigue.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Adolphe de Dudswell, MERCREDI, le VINGT-TROIS DÉCEMBRE 1959, à DIX heures de l'aavnt-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 17 novembre 1959. 52235-47-2-o
[Première insertion, le 21 novembre 1959]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 18442. { H. L. GINGRAS, garage man, of St-Adolphe de Dudswell, district of St. Francis, plaintiff, vs DAVID BOUCHER, of Marbleton, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:
"Those certain pieces of land seated and seated and situate in the township of Dudswell, known and designated as being now on the cadastre of the village of Marbleton, with buildings thereon erected:

a) A south-west part of lot number one hundred and thirty-six (No. 136 Pt), having one hundred and thirty-six (136) feet in front on the public road and stretching in a uniform way towards the north-west to the limit of said lot containing one half of an acre in superficies, more or less, and bounded to the north-west, south-west and south east by the lines of said lot and on the other side to the north-east by part of same lot belonging to Huppé or representatives.

b) Lot number one hundred and thirty-seven (No. 137 Pt), less the spring belonging to Pierre Perreault *et vl*, according to deed of sale received before Me E. Larochelle, copy of which is registered at Ham-Sud, containing forty-three (43) acres in superficies, more or less.

A part of lot number one hundred and thirty-six (No. 136 Pt) of the cadastre of the village of Marbleton, measuring fifty-six (56) feet in width along the road by the depth of said lot about one hundred and ninety-five (195) feet, bounded in front by the public road, in rear by the line of said lot, on one side by the property of David Boucher and on the other side by the residue of said lot belonging to J. C. Rodrigue.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the door of the parochial church of St-Adolphe de Dudswell, WEDNESDAY, the THIRTY-THIRD of DECEMBER 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, November 17th, 1959. 52235-47-2-o
[First insertion, the 21st of November 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, N° 19815. { DAME THÉRÈSE SÉVIGNY, domiciliée à Québec, district de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Gaston Sévigny, et ce dernier pour l'autoriser, demanderesse, vs LÉO JACQUES, domicilié à Rock Forest, district de Saint-François, défendeur.

"Partie du lot 10-F dans le rang 9 du canton d'Ascot, tel que décrite dans un contrat de vente intervenu entre Léo Jacques et Samuel Rodrigue Incorporé, devant le notaire Lagassé, le 26 août 1959, portant le numéro 17,511 des minutes du notaire sus-mentionné.

"Le lot 11-D du rang 9 du canton d'Ascot avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus "en bloc", au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, district de Saint-François,
ce 7 décembre 1959. 52479-50-2-o
[Première insertion: le 12 décembre 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 19815. { DAME THÉRÈSE SÉVIGNY, domiciled at Quebec, distric tof Quebec, wife contractually separated as to property of Gaston Sévigny, and the latter to authorize her, plaintiff, vs LÉO JACQUES, domiciled at Rock Forest, district of St. Francis, defendant.

"Part of lot 10-F in range nine of the township of Ascot, as it is described in a deed of sale between Léo Jacques and Samuel Rodrigue Incorporated, before notary Lagassé, the 26th of August 1959, bearing the number 17,511 in the minutes of the above mentioned notary.

"Lot 11-D of range 9 of the township of Ascot, with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc", at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of JANUARY 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, district of St. Francis,
this 7th of December 1959. 52479-50-2-o
[First insertion: December 12, 1959]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 50

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaudry vs Pothier 5469

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1374-A — Construction, région de Montréal 5470
1375-A — Barbier, coiffeur et coiffeuse, région de Trois-Rivières 5472

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 5385

AVIS DIVERS:

Anjou Industrial Development Inc. (Directeurs) 5478
Association Indépendante des Employés de J. Pottel & Sons Inc. (Formation). 5476
Bassin, municipalité de (Nom changé). 5474
Benco Children's Wear Co. Ltd (Directeurs) 5474
Grand'Mère Handcraft Company Limited (Directeurs) 5478
Hôtel Mont Shefford Limitée (Directeurs) 5474
Italian Pentecostal Christian Church of Montreal 5472
La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville (Directeurs) ... 5479
L'Association des Employés Coiffeurs pour dames de Québec Inc. (Existence terminée) 5476
L'Association des Employés de Giant Electric Mfg. Compagnie Limitée — Geant Electric Mfg. Co. Ltd Employees Association (Fondation) 5479
Les Intérêts Laurentiens Ltée (Directeurs) 5475
Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Mont-Laurier (Formation) 5476
Magasin Co-op de Kénogami (Fondation) 5476
Orsainville, village (Corp. de ville) 5473

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaudry vs Pothier 5469

ORDERS IN COUNCIL:

1374-A — Construction, region of Montreal 5470
1375-A — Barbering and hairdressing, district of Trois-Rivières 5472

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 5385

MISCELLANEOUS NOTICES:

Anjou Industrial Development Inc. (Directors) 5478
Association Indépendante des Employés de J. Pottel & Sons Inc. (Formation). 5476
Bassin, municipalité de (Name changed) 5474
Benco Children's Wear Co. Ltd (Directors) 5474
Grand'Mère Handcraft Company Limited (Directors) 5478
Hôtel Mont Shefford Limitée (Directors) 5474
Italian Pentecostal Christian Church of Montreal (Incorporation) 5472
La Corporative de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville (Directors) 5479
L'Association des Employés Coiffeurs pour dames de Québec Inc. (Existence terminated) 5476
Giant Electric Mfg. Co. Ltd Employees' Association — L'Association des Employés de Geant Electric Mfg. Compagnie Limitée (Foundation) 5479
Les Intérêts Laurentiens Ltée (Directors) 5475
Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Mont-Laurier (Formation) 5476
Magasin Co-op de Kénogami (Foundation) 5476
Orsainville, village (Corp. of town) 5473

Paul Constantineau Inc. (Directeurs).. 5469
Riverside Steel Works Ltd (Directeurs). 5477
Rodwick Inc. (Directeurs)..... 5477
Saint-Valère, municipalité de (Nom changé)..... 5478
Section Ste-Geneviève de la Fédération des Instituteurs et Institutrices catholiques des cités et villes de la province de Québec (Formation)..... 5475
Service Coopératif d'Orientation Professionnelle (Fondation)..... 5475
Triumph Continental Products Limited (Directeurs)..... 5467

CHARTES — ABANDON DE:

Belhaven Construction Ltd..... 5480
Broadview Construction Ltd..... 5480
La Compagnie Tulipe Limitée..... 5479
Lakewood Lodge Inc..... 5480
M. C. Schrank (Canada) Limited..... 5480
Miller's Outfitting Co. Inc..... 5480
Ottawa Land Holdings Ltd..... 5480

COMPAGNIES DISSOUTES:

Carlton Investments Ltd..... 5481
Chateaufort Inc..... 5481
Consolidated Resources Limited..... 5481
Hortson (Canada) Inc..... 5482
Le Parc Mathieu Ltée..... 5482
Siderur (Canada) Ltd..... 5482

CURATELLE PUBLIQUE:

Marsh, Margaret, succession..... 5482

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Acton Vale, ville..... 5454
Association des Citoyens d'Outremont Inc..... 5452
Beauharnois, cité..... 5456
Boucherville, ville..... 5441
Bromptonville, ville..... 5455
Cap-de-la-Madeleine, munic..... 5442
Chambly, comté, comm. des écoles secondaires..... 5451
Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec..... 5452
Corporation des Travailleurs Sociaux Professionnels de la Province de Québec..... 5448
Côte Saint-Luc, cité..... 5445
Danville, ville..... 5450
Dollard des Ormeaux, ville..... 5447
Dorion, ville..... 5446
Dorval, cité..... 5455
Dorval, ville, comm. des écoles cath.... 5453
Drury's Limited..... 5451
Duvernay, ville..... 5444
Ile Perrot, ville..... 5443
Jacques-Cartier, cité, comm. d'écoles cath..... 5451
Lachine, cité..... 5445
Lac Mégantic, ville..... 5448
LaSalle, comm. des écoles..... 5446
La Tuque, comm. scolaire..... 5449
Lesnowski, Dame Amelia-Renée..... 5452
L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie..... 5450
Marsan, Gaétan..... 5448
Montréal, comm. scolaire..... 5441
Pincourt, village..... 5442
Repentigny, ville..... 5456
Rosemere Management Corporation... 5442
Sainte-Anne-de-Bellevue, ville..... 5453

Paul Constantineau Inc. (Directors)... 5479
Riverside Steel Works Ltd (Directors). 5477
Rodwick Inc. (Directors)..... 5477
Saint-Valère, municipality of (Name changed)..... 5478
Section Ste-Geneviève de la Fédération des Instituteurs et Institutrices catholiques des cités et villes de la province de Québec (Formation)..... 5475
Service Coopératif d'Orientation Professionnelle (Foundation)..... 5475
Triumph Continental Products Limited (Directors)..... 5477

CHARTERS — SURRENDER OF:

Belhaven Construction Ltd..... 5480
Broadview Construction Ltd..... 5480
La Compagnie Tulipe Limitée..... 5479
Lakewood Lodge Inc..... 5480
M. C. Schrank (Canada) Limited..... 5480
Miller's Outfitting Co. Inc..... 5480
Ottawa Hand Holdings Ltd..... 5480

COMPANIES DISSOLVED:

Carlton Investments Ltd..... 5481
Chateaufort Inc..... 5481
Consolidated Resources Limited..... 5481
Hortson (Canada) Inc..... 5482
Le Parc Mathieu Ltée..... 5482
Siderur (Canada) Ltd..... 5482

PUBLIC CURATORSHIP:

Marsh, Margaret, estate..... 5482

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Acton Vale, town..... 5454
Association des Citoyens d'Outremont Inc..... 5452
Beauharnois, city..... 5456
Boucherville, town..... 5441
Bromptonville, town..... 5455
Cap-de-la-Madeleine, munic..... 5442
Chambly, county, the syndics of High School..... 5451
Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec..... 5452
Corporation Professionnel Social Workers of the Province of Quebec..... 5448
Côte Saint-Luc, city..... 5445
Danville, town..... 5450
Dollard des Ormeaux, town..... 5447
Dorion, town..... 5446
Dorval, city..... 5455
Dorval, town, Cath. school comm..... 5453
Drury's Limited..... 5451
Duvernay, town..... 5444
Ile Perrot, town..... 5443
Jacques-Cartier, city, Cath. school comm..... 5451
Lachine, city..... 5445
Lac Mégantic, town..... 5448
LaSalle, school comm..... 5446
La Tuque, school comm..... 5449
Lesnowski, Dame Amelia-Renée..... 5452
Industrial Life Insurance Company... 5450
Marsan, Gaétan..... 5448
Montreal, school comm..... 5441
Pincourt, village..... 5442
Repentigny, town..... 5456
Rosemere Management Corporation... 5442
Sainte-Anne-de-Bellevue, town..... 5453

St-Bruno de Montarville, ville 5455
St-Charles-de-Lachenaie, paroisse 5456
Saint-Joachim, munic. de la paroisse .. 5441
Sept-Iles, cité 5454
Sicard Inc. et Ville de Ste-Thérèse 5442
Ste-Foye, comm. scolaire 5448
St-Elzéar, ville 5444
St-Léonard de Port-Maurice, ville 5443
Succession du Dr Alyre Aubin 5452
Succession Lewis Azef 5453
Succession Paul Brossard 5447
Ukrainian National Federation of Quebec 5454

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-François-Xavier-des-Hauteurs, paroisse 5483

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance 87-50 (Labelle) 5483

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Escoumins 5486
Magog, canton 5485
Magog, canton 5486
McMasterville-Belœil (prot.) 5485
Pointe-du-Lac, village 5486
St-Cyrille-de-Wendover, village 5487
St-Denis 5487
St-Germain-de-Grantham 5487
St-Simon-de-Drummond 5487
Terrebonne (ville) 5486

MINES:

Révocation de droits de mine 5488

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Drummondville, cité 5489
St-Ambroise de la Jeune Lorette, paroisse 5489
St-Antoine de Longueuil, paroisse 5490
St-Romuald d'Etchemin, paroisse 5490

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs de Joliette (Prélèvement) 5456
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comté de Roberval (Prélèvement) 5458
Barbiers et coiffeuses de Victoriaville (Prélèvement) 5459
Bijouterie et horlogerie de Québec (Prélèvement) 5461
Commerce de St-Jérôme (Prélèvement). 5462
Employés de garage, district de Drummond (Modification) 5469
Fabrication en métal en feuille (Prélèvement) 5464
Imprimerie, région de Montréal (Modification) 5469
Plombiers de Trois-Rivières (Prélèvement) 5465
Sacoche, Province (Prélèvement) 5467

St-Bruno de Montarville, town 5455
St-Charles-de-Lachenaie, parish 5456
Saint-Joachim, munic. of the parish 5441
Sept-Iles, city 5454
Sicard Inc. and town of Ste-Thérèse ... 5442
Ste-Foye, school comm. 5448
St-Elzéar, town 5444
St-Léonard de Port-Maurice, town 5443
Estate of Dr. Alyre Aubin 5452
Estate of Lewis Azef 5453
Estate of Paul Brossard 5447
Ukrainian National Federation of Quebec 5454

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-François-Xavier-des-Hauteurs, parish 5483

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Ordonnance 87-50 (Labelle) 5483

EDUCATION:

School Municipality of:

Escoumins 5486
Magog, township 5485
Magog, township 5486
McMasterville-Belœil (prot.) 5485
Pointe-du-Lac, village 5486
St-Cyrille-de-Wendover, village 5487
St-Denis 5487
St-Germain-de-Grantham 5487
St-Simon-de-Drummond 5487
Terrebonne (town) 5486

MINES:

Revocation of mining rights 5488

LANDS AND FORESTS:

Cadastral Branch:

Drummondville, city 5489
St-Ambroise de la Jeune Lorette, parish 5489
St-Antoine de Longueuil, parish 5490
St-Romuald d'Etchemin, parish 5490

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers of Joliette (Levy) 5456
Barbers and hairdressers, county of Roberval (Levy) 5458
Barbers and hairdressers of Victoriaville (Levy) 5459
Jewellery and Horology of Quebec (Levy) 5461
Commerce of St-Jérôme (Levy) 5462
Garage employees, district of Drummond (Amendment) 5469
Sheet metal fabricating (Levy) 5464
Printing, region of Montreal (Amendment) 5469
Plumbers of Trois-Rivières (Levy) 5465
Handbag, Province (Levy) 5467

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: pratique 5490

LETTRES PATENTES:

A. D. Construction Inc. 5386
A. E. Dionne Incorporée 5387
Aimé Boileau Inc. 5387
Alain Holdings Inc. 5387
Albany Tétrault Inc. 5387
Albany Tétrault Ltée 5388
Allaire-St-Laurent Ltée 5388
André Bergeron Automobiles Inc. 5389
A. Paiement Construction Inc. 5389
Arkon First Aid Service Inc. 5389
A. Tassé Limitée — A. Tassé Limited . 5390
Atbrooke Realty Corporation 5390
Atlantic Catering Services Ltd. 5390
Atomic Construction Company Limited 5391
Autobus Labonté Inc. 5391
Barber & Frères Inc. 5391
Beaudoin & Frère Électrique Ltée 5392
Beaudoin & Frère Ltée 5392
Beaulac Transport Inc. 5392
Beaver Plumbing Specialties Inc. 5392
Belœil Auto Auction Inc. 5393
Bergeron Location d'Autos Inc. 5393
Boulevard Plumbing Mfg. Ltd. 5394
Bowling Living Room Inc. 5394
B. & P. Stock Investment Corp. 5394
Brana Investment Corp. 5395
Bruchési & Cie Inc. 5395
Centre Musical de Repentigny Inc. 5395
Chandler Construction Ltd 5396
Château St. Laurent Inc. 5396
Chez Bardet Ltée 5396
Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd. 5397
Citizen Thrift Corporation 5397
City & District Builders Inc. 5397
Comco Construction Inc. 5398
Corriveau Transport Inc. 5398
Cosmo-Kismet (Quebec) Limited 5398
Courtemanche & Fils Ltée 5398
Couture & Bergeron Ltée 5399
Crabtree Meubles Ltée 5399
David Scott Interiors Ltd. 5399
DeGranpré Automobiles Inc. 5400
Delicia Originals Inc. 5400
Développement Fontainebleau Ltée 5400
D. Foley Inc. 4501
Domaine du Lac Archambault Inc. 5401
Doupovec Ltd. 5401
Dumont & Frères Inc. 5402
Duval & Raymond Inc. 5402
Elandel Realty Corp. 5402
Eldorado Realties Limited 5403
Excavations Terrebonne Inc. 5403
Excelsior Ladder Limited 5403
Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd. 5404
Exodus Investment Corp. 5404
Flanders Investments Ltd. 5404
Fleuriste Arvida Florist Inc. 5405
Florida (Northern Division) Company Ltd. 5405
Garage Gendron Limitée 5405
Garage Léo Trottier Ltée 5406
George Martin & Son Ltd. 5406
Godin Knitting Inc. 5406
Helma Investment Corp. 5407
Henri Mo Furniture Inc. 5407
Hercules Tire Corp. 5407
Ile Jésus Construction Ltée 5408
Invesco Fund Corporation — Corporation de Valeurs Invesco 5408
J. A. St. Germain Inc. 5408
J. B. Holding Co. Ltd. 5409

BAR EXAMINATION:

Quebec: practice 5490

LETTERS PATENT:

A. D. Construction Inc. 5386
A. E. Dionne Incorporée 5387
Aimé Boileau Inc. 5387
Alain Holdings Inc. 5387
Albany Tétrault Inc. 5387
Albany Tétrault Ltée 5388
Allaire-St-Laurent Ltée 5388
André Bergeron Automobiles Inc. 5389
A. Paiement Construction Inc. 5389
Arkon First Aid Service Inc. 5389
A. Tassé Limited — A. Tassé Limitée .. 5390
Atbrooke Realty Corporation 5390
Atlantic Catering Services Ltd. 5390
Atomic Construction Company Limited 5391
Autobus Labonté Inc. 5391
Barber & Frères Inc. 5391
Beaudoin & Frère Électrique Ltée 5392
Beaudoin & Frère Ltée 5392
Beaulac Transport Inc. 5392
Beaver Plumbing Specialties Inc. 5392
Belœil Auto Auction Inc. 5393
Bergeron Location d'Autos Inc. 5393
Boulevard Plumbing Mfg. Ltd. 5394
Bowling Living Room Inc. 5394
B. & P. Stock Investment Corp. 5394
Brana Investment Corp. 5395
Bruchési & Cie Inc. 5395
Centre Musical de Repentigny Inc. 5395
Chandler Construction Ltd 5396
Château St. Laurent Inc. 5396
Chez Bardet Ltée 5396
Cinderella Sleepwear Mfg. Co. Ltd. 5397
Citizen Thrift Corporation 5397
City & District Builders Inc. 5397
Comco Construction Inc. 5398
Corriveau Transport Inc. 5398
Cosmo-Kismet (Quebec) Limited 5398
Courtemanche & Fils Ltée 5398
Couture & Bergeron Ltée 5399
Crabtree Meubles Ltée 5399
David Scott Interiors Ltd. 5399
DeGranpré Automobiles Inc. 5400
Delicia Originals Inc. 5400
Développement Fontainebleau Ltée 5400
D. Foley Inc. 4501
Domaine du Lac Archambault Inc. 5401
Doupovec Ltd. 5401
Dumont & Frères Inc. 5402
Duval & Raymond Inc. 5402
Elandel Realty Corp. 5402
Eldorado Realties Limited 5403
Excavations Terrebonne Inc. 5403
Excelsior Ladder Limited 5403
Exercise & Slenderizing Equipment Corp. Ltd. 5404
Exodus Investment Corp. 5404
Flanders Investments Ltd. 5404
Fleuriste Arvida Florist Inc. 5405
Florida (Northern Division) Company Ltd. 5405
Garage Gendron Limitée 5405
Garage Léo Trottier Ltée 5406
George Martin & Son Ltd. 5406
Godin Knitting Inc. 5406
Helma Investment Corp. 5407
Henri Mo Furniture Inc. 5407
Hercules Tire Corp. 5407
Ile Jésus Construction Ltée 5408
Invesco Fund Corporation — Corporation de Valeurs Invesco 5408
J. A. St. Germain Inc. 5408
J. B. Holding Co. Ltd. 5409

J. M. Lessard Inc. 5409
J. N. Rousseau & Frère Ltée 5409
Josang Realty Corp. 5410
J. & R. Tessier Ltée 5410
Juliette de Valle Inc. 5410
Keller Realties Ltd. 5411
Kerr, Slee & Company Limited 5411
Kovac Mfg. Inc. 5411
Kracky's Service Station Ltd. 5412
La Cie de Construction J. E. Lépine & Fils Inc. 5412
La Cie de Placements Baronet Ltée ... 5412
La Corporation du Centre Sportif de Duvernay 5413
L'Agence d'Assurances La Protection, Inc. 5413
La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc. 5414
La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc. 5414
La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc. 5414
La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc. 5415
La Société de Géographie de Québec .. 5415
L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques-Dartier 5415
L'Association des Homes d'Affaires de St. Laurent Inc. — St. Laurent Business Men Association Inc. 5416
Latraverse & Frère Ltée 5416
Laurentian Forest Products Ltd. 5416
Laurentide Neon Sign Inc. — Enseignes Néon Laurentide Inc. 5417
Laurent Paquette Inc. 5417
La Vallée du Nord Inc. 5417
Le Club de Golf d'East Angus Inc. — East Angus Golf Club Inc. 5418
L'École Apostolique du Sacré-Coeur ... 5418
Les Appartements du Nord Ltée 5419
Les Bijouteries Charbonneau Limitée .. 5419
Les Écuries Lanson Inc. 5419
Les Éditions de l'Outaouais Inc. 5420
Les Équipements Déry, Inc. 5420
Les Évènements Sociaux Inc. 5420
Les Immeubles Leroux Ltée 5421
Les Loisirs de Ville Ile Perrot 5421
Les Messageries du St-Laurent Inc. ... 5421
Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée 5422
L'Institut de Personnalité Inc. 5422
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc. 5422
L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle — LaSalle Proprietors Union 5423
Majestic Taxi Inc. 5423
Mayfair Garment Co. Ltd. (1959) 5423
Metropolitan Water Softener Ltd. 5424
Michel Gagnon Lumber Ltd. 5424
Micmac Automobile Limited 5424
Milot & Frères — Milot Brothers Inc. . 5425
Model Lingerie Ltée 5425
Modern Landscaping Inc. 5425
Monroy Holdings Ltd. 5426
Montco Corporation 5426
Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc. 5426
Motel Le Bocage Sightseeing Inc. 5427
Mount View Development Corporation 5427
Mutual Cigarette Inc. 5427
Nob-Hill Homes Ltd. 5428
North America Decal Ltd. 5428
Paul & Pauline Investment Inc. 5428
Pierrefonds Building Corporation 5429
Place d'Armes Realty Co. Ltd. 5429
Plamondon Supermarket Inc. 5429
Prestige, Élégance, Beauté Inc. 5430
Ranco Holdings Ltd. 5430
Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée 5430

J. M. Lessard Inc. 5409
J. N. Rousseau & Frère Ltée 5409
Josang Realty Corp. 5410
J. & R. Tessier Ltée 5410
Juliette de Valle Inc. 5410
Keller Realties Ltd. 5411
Kerr, Slee & Company Limited 5411
Kovac Mfg. Inc. 5411
Kracky's Service Station Ltd. 5412
La Cie de Construction J. E. Lépine & Fils Inc. 5412
La Cie de Placements Baronet Ltée ... 5412
La Corporation du Centre Sportif de Duvernay 5413
L'Agence d'Assurances La Protection, Inc. 5413
La Jeunesse Sociale de Pointe-Gatineau Inc. 5414
La Ligue de Bienfaisance des As (Montréal) Inc. 5414
La Ligue des Citoyens de St-Jean, Inc. 5414
La Ligue des Propriétaires de Fabreville Inc. 5415
La Société de Géographie de Québec .. 5415
L'Association des Chevaliers de Colomb de Jacques-Dartier 5415
St. Laurent Business Men Association Inc. — L'Association des Hommes d'Affaires de St-Laurent Inc. 5416
Latraverse & Frère Ltée 5416
Laurentian Forest Products Ltd. 5416
Laurentide Neon Sign Inc. — Enseignes Néon Laurentide Inc. 5417
Laurent Paquette Inc. 5417
La Vallée du Nord Inc. 5417
East Angus Golf Club Inc. — Le Club de Golf d'East Angus Inc. 5418
L'École Apostolique du Sacré-Coeur ... 5418
Les Appartements du Nord Ltée 5419
Les Bijouteries Charbonneau Limitée .. 5419
Les Écuries Lanson Inc. 5419
Les Éditions de l'Outaouais Inc. 5420
Les Équipements Déry, Inc. 5420
Les Évènements Sociaux Inc. 5420
Les Immeubles Leroux Ltée 5421
Les Loisirs de Ville Ile Perrot 5421
Les Messageries du St-Laurent Inc. ... 5421
Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée 5422
L'Institut de Personnalité Inc. 5422
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Boischatel Inc. 5422
LaSalle Proprietors Union — L'Union des Propriétaires de la Cité de LaSalle 5423
Majestic Taxi Inc. 5423
Mayfair Garment Co. Ltd. (1959) 5423
Metropolitan Water Softener Ltd. 5424
Michel Gagnon Lumber Ltd. 5424
Micmac Automobile Limited 5424
Milot Brothers Inc. — Milot & Frères . 5425
Model Lingerie Ltée 5425
Modern Landscaping Inc. 5425
Monroy Holdings Ltd. 5426
Montco Corporation 5426
Montreal Truck Suffrance Warehouse Inc. 5426
Motel Le Bocage Sightseeing Inc. 5427
Mount View Development Corporation 5427
Mutual Cigarette Inc. 5427
Nob-Hill Homes Ltd. 5428
North America Decal Ltd. 5428
Paul & Pauline Investment Inc. 5428
Pierrefonds Building Corporation 5429
Place d'Armes Realty Co. Ltd. 5429
Plamondon Supermarket Inc. 5429
Prestige, Élégance, Beauté Inc. 5430
Ranco Holdings Ltd. 5430
Raymond et Wilfrid Mailhot Incorporée 5430

Raymond Guy Laframboise Inc. 5431
R. & G. Electric Inc. 5431
Rialto Fruit Inc. 5431
Rigaud Transport Incorporé 5432
Roland H. St-Onge Inc. 5432
St. Anne Property Inc. 5432
St-Lawrence Plastering Ltd — Platrâge St-Laurent Ltée 5432
St-Maurice Tire Ltd — St-Maurice Pneus Ltée 5433
Service Social de Ste-Germaine 5433
Shop & Save (Riverside) Ltd. 5434
Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée 5434
Sorel Realty Corp. 5434
Soulanges Holding Co. 5435
Setevens G. Forbes Inc. 5435
Sylvia Lingerie Inc. 5435
Système Nova System Inc. 5435
Thetford Mines Tarpaulins Ltd 5436
The Waldor Corporation 5436
Town & Country Gas Utility Co. Ltd. . 5436
U. Alarie Ltée 5437
V. Cyr & Fils Incorporée 5437
Victoria Service Station Ltd. 5437
Vincent Forgues Automobiles Inc. 5438
Vitrerie Shawinigan Glass Inc. 5438

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Custom Built Homes Corporation 5439
Cybelle Ltée 5439
Lahaye Realties Inc. 5439
Maurice Pollack Limitée — Maurice Pollack Limited 5439
Mount Royal Property Corporation ... 5440
St. Eustache Land & Development Co. Ltd. 5440
Super Marché R. Mayrand Ltée 5440
The Young Mens and Young Women's Hebrew Association of Montreal 5440

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

British Pacific Life Insurance Company 5490

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Groupement des producteurs de lait nature, fournisseurs de la Laiterie Sanitaire Limitée, L'Épiphanie 5491

PROCLAMATION:

Sainte-Anne-de-la-Pocatière, municipalité village (Corrections) 5491

SIÈGES SOCIAUX:

André Bergeron Automobiles Inc. 5492
Autobus Labonté Inc. 5493
Bergeron Location d'Autos Inc. 5492
Cedarcrest Farms Limited 5492
Danmar Investments Ltd 5495
Duval & Raymond Inc. 5493
Latraverse & Frères Ltée 5494
Le Téléphone de Contrecœur Limitée — Contrecœur Telephone Ltd 5492
Louiseville Ready-Mix Limitée 5494
Marsaw Investments Ltd 5494
Michel Renaud Inc. 5493
Modern Fruit Inc. 5494

Raymond Guy Laframboise Inc. 5431
R. & G. Electric Inc. 5431
Rialto Fruit Inc. 5431
Rigaud Transport Incorporé 5432
Roland H. St-Onge Inc. 5432
St. Anne Property Inc. 5432
St-Lawrence Plastering Ltd. — Platrâge St-Laurent Ltée 5432
St-Maurice Tire Ltd. — St-Maurice Pneus Ltée 5433
Service Social de Ste-Germaine 5433
Shop & Save (Riverside) Ltd. 5434
Société Technique d'Étude Publicitaire Limitée 5434
Sorel Realty Corp. 5434
Soulanges Holding Co. 5435
Setevens G. Forbes Inc. 5435
Sylvia Lingerie Inc. 5435
Système Nova System Inc. 5435
Thetford Mines Tarpaulins Ltd 5436
The Waldor Corporation 5436
Town & Country Gas Utility Co. Ltd. . 5436
U. Alarie Ltée 5437
V. Cyr & Fils Incorporée 5437
Victoria Service Station Ltd. 5437
Vincent Forgues Automobiles Inc. 5438
Vitrerie Shawinigan Glass Inc. 5438

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Custom Built Homes Corporation 5439
Cybelle Ltée 5439
Lahaye Realties Inc. 5439
Maurice Pollack Limited — Maurice Pollack Limitée 5439
Mount Royal Property Corporation ... 5440
St. Eustache Land & Development Co. Ltd. 5440
Super Marché R. Mayrand Ltée 5440
The Young Mens and Young Women's Hebrew Association of Montreal 5440

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

British Pacific Life Insurance Company 5490

QUEBEC AGRICULTURE MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

Group of whole milk producers suppliers to Laiterie Sanitaire Limitée, L'Épiphanie 5491

PROCLAMATION:

Sainte-Anne-de-la-Pocatière, municipality village (Corrections) 5491

HEAD OFFICES:

Abdré Bergeron Automobiles Inc. 5492
Autobus Labonté Inc. 5493
Bergeron Location d'Autos Inc. 5492
Cedarcrest Farms Limited 5492
Danmar Investments Ltd 5495
Duval & Raymond Inc. 5493
Latraverse & Frère Ltée 5494
Contrecœur Telephone Ltd — Le Téléphone de Contrecœur Limitée 5492
Louiseville Ready-Mix Limitée 5494
Marsaw Investments Ltd 5494
Michel Renaud Inc. 5493
Modern Fruit Inc. 5494

Mountain Ranches Development Corporation 5495
Placement L. G. Ltée — L. G. Investment Ltd 5493
René Thériault Limitée 5493
Système Nova System Inc. 5492

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Blanchette, Lucien 5495

VENTE PAR LICITATION:

Lefcort vs Lefcort *et al* 5496

VENTES POUR TAXES:

Dorval, cité 5497
Plessisville, ville 5497

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Larouche *et al* vs Gauthier *et al* 5499

BEAUCE:

Veilleux vs Bilodeau 5500

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Sehink *et al* 5500

BEDFORD:

Beneficial Finance Company of Canada vs Côté 5501

GASPÉ:

Levesque *et al* vs Roy 5501

HULL:

Bouladier *et al* vs Roussel 5501
McGlashan *et al* vs Lalonde 5502
St-Pierre vs Pelletier 5502

MONTMAGNY:

Lizotte vs Gaudreau *et al* 5502

MONTRÉAL:

Deba vs Normand 5503
Les commissaires d'écoles pour la munic. protestante de St-Hubert vs McCarthy 5504
Prud'homme *et vir* vs Létourneau 5504

ROBERVAL:

Guy vs Tremblay *et al* 5505

ROUYN-NORANDA:

Brazeau vs Falardeau 5506
Ozegowski *et al* vs Krancevic 5505

SAINT-FRANÇOIS:

Gingras vs Boucher 5506
Sévigny *et al* vs Jacques 5507

Mountain Ranches Development Corporation 5495
L. G. Investments Ltd.— Placement L. G. Ltée 5493
René Thériault Limitée 5493
Système Nova System Inc. 5492

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Blanchette, Lucien 5495

SALE BY LICITATION:

Lefcort vs Lefcort *et al* 5496

SALES FOR TAXES:

Dorval, city 5497
Plessisville, town 5497

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Larouche *et al* vs Gauthier *et al* 5499

BEAUCE:

Veilleux vs Bilodeau 5500

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Sehink *et al* 5500

BEDFORD:

Beneficial Finance Company of Canada vs Côté 5501

GASPÉ:

Levesque *et al* vs Roy 5501

HULL:

Bouladier *et al* vs Roussel 5501
McGlashan *et al* vs Lalonde 5502
St-Pierre vs Pelletier 5502

MONTMAGNY:

Lizotte vs Gaudreau *et al* 5502

MONTREAL:

Deba vs Normand 5503
The school commissioners for the Protestant munic. of St-Hubert vs McCarthy 5504
Prud'homme *et vir* vs Létourneau 5504

ROBERVAL:

Guy vs Tremblay *et al* 5505

ROUYN-NORANDA:

Brazeau vs Falardeau 5506
Ozegowski *et al* vs Krancevic 5505

SAINT FRANCIS:

Gingras vs Boucher 5506
Sévigny *et al* vs Jacques 5507

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.